

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'IMMIGRATION EN FRANCE

ET

LE TRAVAIL NATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 6 juin 1901

PAR

Albert BLANC

LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1901

L'IMMIGRATION EN FRANCE

ET

LE TRAVAIL NATIONAL

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER, O. ✱, I. ☞, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☞, professeur honoraire.

THALLER, I. ☞, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

ROUGIER, ✱, I. ☞, professeur d'Économie politique.

COHENDY, ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. ☞, professeur de Droit civil.

APPLETON (Jean), A. ☞, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, professeur-adjoint.

LAMEIRE, agrégé (Droit public).

JOSSERAND, agrégé (Droit privé et criminel).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

BROUILHET, agrégé (Sciences économiques).

BECQ (J.), A. ☞, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. PIC, professeur, *Président*.

ROUGIER, professeur	} <i>Assesseurs.</i>
BROUILHET, agrégé.	

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'IMMIGRATION EN FRANCE

ET

LE TRAVAIL NATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 6 juin 1901

PAR

Albert BLANC



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546723_0037

AVANT-PROPOS

Notre intention n'est pas de présenter, dans cette thèse, une étude complète de la condition de l'étranger en France. C'est là une question très complexe et qui soulève les problèmes les plus délicats tant en politique qu'en droit civil, international, commercial ou industriel. Ce que nous avons voulu, c'est examiner l'immigration en France dans ce qu'elle a, pour ainsi dire, de brutal. Les statistiques et la vie de chaque jour nous montrent que, de plus en plus, un élément exotique tend à se mêler chez nous à l'élément national. Ce fait économique, nous avons pensé qu'il ne serait pas sans intérêt de l'analyser dans ses causes, ses effets avantageux, ses conséquences nuisibles. Nous avons, sur ce point, limité notre étude à la France continentale, sans nous occuper de ses colonies, qui présentent sous ce rapport un aspect particulier, en raison de leur caractère de possessions nouvelles, sans homogénéité aussi grande de population.

L'effet de l'immigration sur notre travail national a plus spécialement attiré notre attention. Faut-il voir

dans la présence de nombreux ouvriers étrangers sur notre sol la cause de conflits dangereux ou une heureuse concurrence ? En face de ce mouvement de l'immigration, nous nous sommes demandé quelle a été jusqu'ici la conduite tenue par le gouvernement français et par nos législateurs. Convient-il de maintenir le statu quo, ou faut-il innover dans le sens d'une protection plus efficace de nos nationaux ?

Dégagé de toute idée internationaliste et persuadé que la meilleure économie politique est celle qui convient le mieux à une région donnée, sans s'étendre au monde entier, en un mot, l'économie politique nationale, nous rechercherons avant tout, dans la solution de la question des étrangers en France, l'intérêt de notre pays. Joseph de Maistre dit quelque part : « Il y a des vérités qu'un homme ne peut trouver qu'avec l'esprit de son cœur. » Le cœur nous a guidé dans le cours de cette étude, qui, faute d'autre mérite, voudrait avoir celui d'être l'œuvre d'un bon Français.

Voici quel est le plan que nous avons cru devoir adopter. Après un exposé rapide de l'histoire de l'étranger en France à travers les âges, qui nous servira d'Introduction, nous donnerons, dans notre chapitre I, un tableau statistique des étrangers sur notre sol. Notre chapitre II sera consacré à l'étude des causes de l'immigration, dont nous montrerons ensuite les avantages et les inconvénients (chapitre III). Puis, après avoir examiné les propositions de lois concernant la question des étrangers (chapitre IV), nous verrons quel est sur ce point l'état actuel de notre législation sur la police des étrangers,

leur expulsion, leur naturalisation... etc. (chapitre V). Enfin, avant d'aborder notre conclusion, nous donnerons un aperçu de la conduite tenue par les nations étrangères les plus importantes au regard de l'immigration (chapitre VI).

L'IMMIGRATION EN FRANCE

ET

LE TRAVAIL NATIONAL

INTRODUCTION

L'ÉTRANGER DANS L'HISTOIRE DE FRANCE.

L'histoire de l'étranger en France peut rationnellement se diviser en deux périodes distinctes. La première part de la féodalité pour aboutir à la Révolution. Elle est toute empreinte d'un exclusivisme étroit. Le travail réglementé redoute la concurrence : l'admission de l'étranger constitue une faveur et non un droit. La seconde va de 1789 à nos jours. Avec la Révolution s'ouvre une ère nouvelle. La liberté du travail est proclamée et la grande industrie, qui, sous l'ancien régime, n'avait pris qu'un timide essor, va briller de tout son éclat au xix^e siècle. Alors aussi, la France, oubliant ses anciennes rigueurs à l'égard des étrangers, leur ouvre largement ses portes.

I. L'ÉTRANGER AVANT LA RÉVOLUTION

Ce n'est guère qu'au xiii^e siècle que les étrangers commencent à apparaître en France. Les premiers temps de la féodalité furent en effet des temps de torpeur et de misère.

On vivait dans l'isolement de la seigneurie. Le mépris du travail avait survécu à la disparition de l'esclavage. Le servage était la condition du travailleur dans les villes comme dans les campagnes, et le contrat féodal, avec toutes ses charges, liait l'ouvrier, comme il liait l'homme d'armes ou le chevalier. Dans de telles conditions, l'étranger devait être peu tenté de venir en France. D'ailleurs la sécurité n'était alors pas plus grande que la liberté. Des querelles continuelles entre seigneurs, des routes encore mal tracées et peu sûres, rendaient les voyages pénibles et dangereux. Le commerce existait à peine : quelques négociants sur la Seine et la Loire faisaient le commerce comme jadis au temps des Romains. Avec le dehors peu de relations commerciales ; seules quelques villes, comme Montpellier et Marseille, recevaient des marchandises d'Espagne ou d'Italie.

Les croisades vinrent tirer la France de l'engourdissement dans lequel l'avaient plongée les institutions féodales. Mis en contact sous d'autres cieux avec une civilisation plus avancée, les Français devaient revenir chez eux transformés. Ils voulurent sortir de leur isolement et changer de manière de vivre. Il y eut à ce moment comme une renaissance dans l'art et l'industrie. Le commerce prit aussi un développement considérable, de nombreux vaisseaux marchands sillonnèrent la Méditerranée et des relations commerciales furent entretenues avec l'Orient. Alors aussi se forma, en Flandre et en Picardie, une association de vingt-quatre villes, appelée la Hanse de Londres, qui se proposa pour but le commerce avec l'Angleterre.

En même temps que les marchandises étrangères, les étrangers eux-mêmes vinrent nombreux en France au ^{xiii}^e siècle. Les villes du Midi se montrèrent surtout hospi-

talières pour ces étrangers : telles furent Marseille, Avignon et Toulouse. Dans cette région, peu de cités furent plus commerçantes et ouvertes aux étrangers que Montpellier. Dès le ^{xii}^e siècle, on y voyait affluer des marchands venus de Lombardie, d'Égypte, d'Espagne et d'Angleterre. Dans cette ville non seulement les étrangers étaient admis comme marchands, mais encore ils pouvaient exercer librement telle industrie qu'il leur semblait bon. Ce libéralisme était d'ailleurs exprimé dans sa charte communale qui ne voulait « point de monopole ». Montpellier avait passé des traités de commerce avec plusieurs pays étrangers, l'Italie, l'Espagne, et même avec les royaumes du Levant.

Moins hospitalières, les villes du Nord recevaient pourtant les marchands étrangers, à titre de réciprocité du moins. C'est ainsi que Rouen avait un commerce d'exportation très important en Écosse, en Espagne et en Portugal. Par suite, les Écossais, les Espagnols et les Portugais étaient très bien accueillis dans cette ville et généralement dans tout le nord de la France.

Les rois et les seigneurs ne tardèrent pas à comprendre qu'il était de l'intérêt même du commerce français de laisser pénétrer les étrangers. Nous les voyons s'efforcer de les attirer. Pour ce faire, ils tâchent d'abord de protéger les marchands sur les routes. Ordre est donné aux baillis de leur prêter assistance, et la royauté s'évertue à réprimer le brigandage. Malgré ces précautions, « il s'en fallait de beaucoup que toutes les provinces fussent policées comme la Normandie, du temps de Rollon, dans laquelle on pouvait suspendre ses bracelets aux arbres des forêts et faire route seul avec une sacoche pleine d'or ¹ ». Ils veulent

¹ Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, t. I, p. 350 et s.

en second lieu multiplier les foires. Tandis que les marchés n'étaient généralement fréquentés que par les habitants de la ville où ils se tenaient, et des villages voisins, les foires étaient le rendez-vous de marchands venus de tous les pays. Comme les marchés d'ailleurs, elles appartenaient à des seigneurs ou aux bourgeois des villes, qui en percevaient les revenus. Le nombre des foires était très considérable. Presque toutes les villes avaient chaque année leur foire comme elles avaient leur marché toutes les semaines. Les foires les plus célèbres du ^{xiii}^e siècle étaient la foire du Lendit, celles de Beaucaire et de Lyon, enfin les foires de Champagne.

Nous n'entrerons pas dans le détail de chacune de ces foires. Disons seulement que la foire du Lendit, dont on fait remonter l'origine au règne de Dagobert, se tenait dans la grande plaine qui s'étend au nord de Paris, entre la Chapelle et Saint-Denis. Elle commençait le 11 juin et durait quinze jours.

Les foires de Champagne étaient au nombre de six. Elles se tenaient, deux à Troyes, une à Provins, une à Lagny, une à Reims et une à Bar-sur-Aube. C'étaient de beaucoup les plus célèbres. Leur importance provenait surtout de leur position. On y accédait facilement par les affluents du Rhône et du Rhin, chemins plus commodes que les routes de terre.

L'étranger venant aux foires jouissait d'une protection spéciale. C'est ainsi que les marchands d'Italie, ou autres étrangers se rendant aux foires de Champagne, étaient exempts des péages sur routes. Des consuls, appelés capitaines des foires, devaient défendre leurs intérêts et poursuivre le recouvrement de leurs créances. Sur le champ de foire, les marchands, français ou étrangers, se réunis-

saient pour élire des maîtres ou gardes des foires. « Ceux-ci faisaient la police, sanctionnaient les contrats de vente, exerçaient la justice des foires et rendaient des arrêts dont on n'appelait qu'au Parlement ¹ ».

Nous venons de voir les marchands étrangers attirés en France. Il ne faudrait pas en conclure que les étrangers aux XII^e et XIII^e siècles aient eu la liberté de venir travailler sur notre sol. Nous avons dit qu'à Montpellier cette faculté leur était accordée. Ce n'était là, croyons-nous, qu'une exception. Dans les villes en effet la plupart des métiers s'étaient constitués en corporations. Or, il était dans l'esprit de cette institution d'être fermée aux étrangers. Les corps de métiers, s'ils eurent l'avantage de sauver le travail de la tyrannie féodale, présentèrent ce grave défaut de se montrer d'un exclusivisme farouche. Les artisans, qui avaient lutté contre le seigneur pour obtenir leur émancipation et qui rédigèrent les lois particulières de leur métier, voulurent, autant que possible, se réserver pour eux seuls le privilège du travail qui les faisait vivre. Cet esprit d'égoïsme de la corporation se trouve surtout dans les villes du nord de la France. Le servage y avait été rude et la liberté pénible à conquérir ; on en était d'autant plus attaché au monopole exclusif du travail. Le midi se montrait plus libéral, parce qu'il avait été moins soumis que le nord au joug de la féodalité. Ces différences de région à région qui existaient au XII^e siècle, allèrent s'effaçant peu à peu et le Midi se montra bientôt, autant que le Nord, jaloux de ses privilèges corporatifs.

On peut penser que l'étranger, tel que nous l'entendons de nos jours, n'avait pas alors sa place dans la corpo-

¹ Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, t. I, p. 364 et suiv.

ration, si l'on réfléchit aux mesures prises par les corps de métiers pour se protéger de la concurrence du dehors. Les statuts corporatifs appellent étranger l'ouvrier qui n'est pas de la ville. A celui-ci on préférera toujours celui qui a grandi dans les murs de la cité. Comme le nombre des apprentis que chaque maître pouvait prendre était fort restreint (deux au plus), l'enfant de la ville avait la préférence. Il ne restait donc pas de place pour les étrangers. Ceux-ci, seraient-ils même entrés dans le cadre corporatif, auraient dû renoncer à franchir les échelons qui menaient à la maîtrise. Celle-ci était réservée le plus souvent aux fils de maîtres; le valet de la ville passait toujours devant celui venu du dehors. « Mais, dira-t-on peut-être, l'étranger pouvait ne pas entrer dans la corporation et exercer un métier en travaillant pour son propre compte, sans être reçu maître. » Il n'en était rien : la corporation, jalouse de ses droits, traquait ce malheureux ouvrier isolé, saisissait ses outils, ses marchandises. Force lui était de rentrer dans l'atelier de quelque patron s'il ne voulait mourir de faim.

Cet esprit d'exclusivisme de la corporation, la ville, ou la commune, réunion des corps de métiers, le possédait aussi. Elle protégeait ses habitants contre les artisans du dehors. Défense était faite, à Paris et à Rouen, à tout artisan étranger de s'établir dans la cité.

Outre ces obstacles à la venue des étrangers en France, résultant de l'organisation du travail, il faut en signaler un autre résidant dans la législation même ; nous voulons parler du droit d'aubaine. Dans les premiers temps de la féodalité, était aubain quiconque venait d'une autre seigneurie. Le droit d'aubaine s'appliquait non seulement aux étrangers régnicoles, mais encore aux personnes

étrangères au royaume de France. On en vint même à ne les maintenir que pour cette seconde catégorie d'étrangers.

Voici en quoi consistait le droit d'aubaine. L'étranger est sensé n'avoir aucuns biens propres. Tout ce qu'il possède est au seigneur. Par suite, à la mort de l'aubain, tous ses biens devront faire retour à leur véritable propriétaire, qui est le seigneur. De là, pour l'aubain, la double incapacité de transmettre ses biens par succession ou par testament. Ce droit, apanage du seigneur, passa bientôt aux mains du roi, qui y trouva une source de revenus pour la couronne. Dès le ^{xiii}^e siècle, nous trouvons une charte de Louis VIII réclamant pour la couronne le droit d'aubaine sur les terres de l'abbaye de Corbeil; de même, en 1386, des lettres patentes de Charles VI établirent le droit du roi à la succession des aubains décédés sur le territoire du comté de Champagne. Le droit d'aubaine devait se conserver à travers les âges jusqu'à la Révolution. Nous verrons dans la suite les rois en dispenser certains étrangers, dans l'intérêt de l'industrie et du commerce français.

La France, que nous avons vue prospère au ^{xiii}^e siècle, allait traverser une période de crise. La guerre de Cent ans fit tomber le royaume dans un grand appauvrissement. La sécurité avait cessé de régner; des bandes d'aventuriers ravageaient le pays. Dans les villes, dépeuplées par la guerre, les artisans ruinés se faisaient eux-mêmes ravageurs et entraient dans les grandes Compagnies. Aux horreurs de la guerre étaient venues se joindre les épidémies et la famine. Dans ces temps troublés, les étrangers avaient cessé de venir en France, et les foires, si brillantes au ^{xiii}^e siècle, étaient abandonnées.

La guerre terminée, Charles VII s'occupa de rétablir la sécurité dans le royaume et parvint à le débarrasser des bandes de pillards qui le ravageaient. Alors reparurent des marchands étrangers; le nombre des foires fut augmenté. Le roi en créa en Languedoc, à Montargis, et donna une importance nouvelle à celles de Champagne et de Lyon. En même temps, des exemptions d'impôt venaient favoriser l'apport des marchandises en foire.

Louis XI suivit la même politique que son père. Il protégea les marchands étrangers et abolit le droit d'aubaine en Languedoc. Il fit venir des ouvriers étrangers pour apprendre à la France des industries nouvelles. C'est ainsi qu'en 1469, trois ouvriers allemands, Martin Krantz, Ulrich Gering et Michel Freyburger, vinrent faire fonctionner à la Sorbonne les premières presses. Le roi introduisit aussi en France l'industrie de la soie. Il fit venir d'Italie des ouvriers en soie et les établit à Tours. De nombreux privilèges leur étaient accordés. Ils étaient exempts, ainsi que leurs femmes et leurs enfants, non seulement du droit d'aubaine, mais de toutes les tailles, impôts, aides et subsides. Pareils privilèges seraient accordés aux apprentis et ouvriers qu'ils formeraient, soit parmi les gens du royaume, soit parmi les étrangers.

De nombreuses foires furent alors instituées. Outre celles de Bayonne, Caen, Valence, Louis XI voulut donner surtout de l'importance aux foires de Lyon. Déjà, en 1419, Charles VI avait établi dans cette ville deux foires annuelles. La misère et l'insécurité de ces temps troublés empêchèrent ces foires de réussir. Charles VII vint ajouter une troisième foire aux deux déjà existantes, mais ces foires n'étaient guère fréquentées. Lyon eut quatre foires par an sous le règne de Louis XI. Cette ville

avait dans Genève une concurrente sérieuse. Les ordonnance royales défendirent aux marchands français d'aller vendre leurs marchandises à Genève, et Lyon fut alors un centre très important de commerce. Les étrangers y vinrent nombreux. Deux foires furent enlevées à Lyon à la minorité de Charles VIII, pour être portées à Bourges. Mais les étrangers n'y venant pas, il fallut rétablir les quatre foires de Lyon instituées par Louis XI.

Sous Charles VIII, le commerce continua à devenir chaque jour plus florissant, et des foires créées ou rétablies en certaines villes, comme Dunkerque ou Troyes, attirèrent les étrangers en grand nombre.

Qu'étaient devenues les corporations pendant la guerre de Cent ans ? Nous avons vu que certains artisans avaient abandonné leur métier pour se joindre aux pillards. Cependant, la plupart des corps de métiers traversèrent ces temps troublés et se fortifièrent même dans l'épreuve. La corporation était toujours aussi exclusive des étrangers, et la royauté, qui essaya parfois d'attaquer le monopole corporatif, échoua toujours. Elle en vint à attirer les artisans étrangers par des privilèges et des dispenses de charges fiscales; de plus, elle érigea certaines professions en offices, qu'elle accorda à qui elle voulut.

Les expéditions de Louis XII et de François I^{er} en Italie donnèrent à la France des goûts de luxe et y développèrent l'art. Déjà, Charles VIII avait ramené de Naples des artistes qui étaient à ses gages. L'Italie fournissait à la France non seulement des modèles, mais aussi ses maîtres. C'est ainsi que Ponzio vint travailler à la décoration des châteaux de Meudon et de Fontainebleau, et que Benvenuto Cellini devint à Paris l'orfèvre de François I^{er}. Le même monarque appelait à Fontainebleau des maîtres

tapissiers italiens. Ses successeurs suivirent la même politique. Ils cherchent à attirer les ouvriers étrangers, qu'ils veulent faire les éducateurs de l'ouvrier français. Pour cela, des lettres de naturalisation leur sont accordées, ainsi que d'importantes sommes d'argent. On leur donnait aussi souvent le monopole de la production et de la vente dans une province ou dans le royaume. Sous Henri IV, un Italien, Balbani, est chargé de diriger les magnaneries établies aux Tuileries. Un autre Italien, Turato, est autorisé par le roi à installer à Paris une fabrique de fils d'or.

Ainsi, peu à peu, naissait la grande industrie, au détriment des corps de métiers, auxquels le roi enlevait leurs monopoles exclusifs, pour en conférer lui-même aux inventeurs, fussent-ils étrangers. Les manufactures prenaient la place des petits ateliers. Sous Henri IV, les manufactures de soie se développaient à Tours, Lyon, Montpellier, et employaient des ouvriers italiens qui connaissaient mieux que les Français le maniement de la soie.

Sous Richelieu et Louis XIII, les manufactures périclitèrent. La politique intérieure, les guerres empêchèrent le grand ministre de s'occuper de l'industrie. Aussi l'œuvre de Henri IV laissait-elle peu de traces lorsque Colbert arriva au pouvoir.

Imbu des idées mercantilistes, Colbert pense, avec ses contemporains, que ce qui fait la richesse d'un pays, c'est l'abondance du numéraire. Pour rendre ce numéraire abondant, il faut vendre le plus possible à l'étranger, sans lui acheter de marchandises. Il faut donc que la France produise beaucoup; pour cela, Colbert relèvera les manufactures existantes et en créera d'autres. Il est des industries où l'étranger est plus avancé que la France;

aussi va-t-il faire venir des ouvriers étrangers qui seront chargés d'instruire les Français.

Colbert voyait avec peine les Hollandais être plus habiles tisserands que les Français. Il résolut de faire venir en France quelques-uns de ces ouvriers et recruta en Hollande les meilleurs artisans. En 1665, Van Robais quittait Middelbourg pour venir en France avec sa famille. Il créait à Abbeville une manufacture de draps. Colbert lui accorda toutes sortes de faveurs. Ses métiers furent chargés sur un vaisseau et transportés aux frais du Trésor, en même temps qu'un prêt de 80.000 livres lui était fait immédiatement. Un don de 20.000 livres devait être plus tard la conséquence de ses services. Entière liberté est laissée aux ouvriers hollandais qu'emploie Van Robais. Ils usent, par exemple, du privilège de fabriquer eux-mêmes la bière nécessaire à leur consommation, malgré les réclamations des brasseurs d'Abbeville. Van Robais et ses ouvriers, malgré la haine de Colbert pour les protestants, étaient, par lettres patentes autorisés, « à continuer de faire profession de la religion prétendue réformée ».

Sous la direction des Hollandais, des manufactures de draps de luxe vont s'établir et prospérer à Caen, Abbeville, Rouen.

Outre l'industrie du drap, les Hollandais excellaient à travailler les cuirs et à dorer le cuivre. Colbert fait venir quelques-uns de ces habiles praticiens pour enseigner leur industrie aux Français. Il embauche aussi, à prix d'or, des charpentiers hollandais qui viennent travailler aux arsenaux des ports.

Aucune fabrique de fer-blanc n'existait en France, qui devait acheter cette marchandise à l'Allemagne. L'abbé de Gravel, ambassadeur dans ce pays, fut chargé par Col-

bert de « débaucher des blanchisseurs de fer-blanc ». Ce ne fut pas chose aisée, et il ne fallut pas moins de trois ans pour faire aboutir les négociations. Une manufacture de fer-blanc, composée d'ouvriers saxons, fut enfin installée à Beaumont. Disons aussi que Colbert demanda à l'Allemagne d'enseigner à la France les secrets de la fonderie. Il fit aussi venir des fondeurs de Suède et même d'Italie.

Comme Louis XI, Colbert attira à Lyon des ouvriers italiens, qui initièrent les habitants de la ville au tissage des crêpes et de l'or filé. De Venise, vinrent des ouvriers qui apprirent aux Français la fabrication des glaces. Ces ouvriers se montrèrent très exigeants pour enseigner leur industrie à nos nationaux. Ils demandaient, pour cela, qu'on leur offrît une terre d'une valeur de 20.000 livres, qui serait leur propriété pendant leur séjour en France. De plus, on devrait leur donner, pour chaque apprenti qu'ils formeraient, « 2000 escus payables, un tiers sur-le-champ, un tiers au bout d'un an, et l'autre au bout de deux années ». A la demande de Colbert, Venise envoya des ouvriers qui, à Reims et à Aurillac, vinrent apprendre aux Français l'art de broder des points de Venise.

Les ouvriers que Colbert faisait venir, à grands frais souvent, en France, devaient attendre ses ordres pour en sortir. C'est ainsi que des ouvriers vénitiens, qui avaient travaillé quelque temps dans une verrerie française, voulurent retourner en Italie, Colbert, apprenant leur départ, en écrivit aussitôt à l'archevêque de Lyon, qui les fit arrêter à la frontière et emprisonner à Pierre-Scize.

Ainsi se formèrent, sous l'influence des artisans étrangers, ces manufactures françaises qui furent comme le berceau de notre grande industrie. Le mérite de Colbert

est d'avoir compris que cette grande industrie ne pouvait pas naître dans la corporation. Pour qu'en dehors de la corporation, sa vie fût possible, il lui fallait la protection royale contre les métiers. Il fallait opposer un privilège à un autre privilège. Avec ces manufactures, commence pour l'étranger une phase nouvelle : il sera admis à travailler en France, par privilège royal, en dehors du cadre corporatif.

Le gouvernement de Colbert, s'il favorisa la venue en France des artisans étrangers, devait en écarter les marchands. Aussi, constatons-nous, à cette époque, une moindre prospérité des foires, telles que celles de Champagne ou de Lyon. Colbert, en effet, par son système douanier, empêchait les marchandises d'entrer en France. Le tarif de 1667 vint doubler les taxes établies sur les marchandises venant du dehors. Il fallut que le traité de Nimègue (1678) diminuât ces droits exagérés, au grand regret de Colbert, que les mesures de rétorsion prises contre la France par les nations voisines, et le mécontentement des Français même, n'avaient pu convertir au libéralisme.

Après la mort de Colbert, l'industrie entra dans une période de décadence ; les manufactures périclitèrent. La guerre, des droits de douane de plus en plus élevés, empêchèrent les marchands étrangers de venir en France.

L'industrie se releva quelque peu sous le règne de Louis XV. Les anciens privilèges accordés aux étrangers se maintinrent comme du temps de Colbert ; c'est ainsi que le privilège de Van Robais, déjà renouvelé plusieurs fois, se perpétua indéfiniment.

Trois Anglais, Davis, Torrent et Morison vinrent, en 1757, fonder une manufacture d'étoffes à Bourges.

Le commerce était gêné par les droits prélevés par les

officiers royaux. Il sembla, qu'au temps de Law, une demi-liberté tendit à s'établir ; elle ne dura pas et les prohibitions à l'importation, destinées à protéger les manufactures nationales, continuèrent d'empêcher marchandises et marchands étrangers de venir chez nous.

A côté des privilèges royaux, la corporation avait toujours son caractère profond d'égoïsme. Le nombre des maîtres était limité plus sévèrement qu'au moyen âge. Ainsi, à Montpellier, il ne pouvait y avoir que 12 orfèvres, 7 seulement à Toulon. En cas de décès du maître, un fils de maître prenait sa place. Pareilles mesures semblent indiquer que la corporation défendait soigneusement son monopole, et il est juste de penser que, pas plus au xviii^e siècle qu'au temps de la féodalité, l'étranger n'y avait entrée librement.

Il continuait d'être soumis à des exigences spéciales. Ainsi, à Lyon, les étrangers, d'après un règlement de 1702, ne pouvaient être pris comme apprentis pour l'industrie de la soie, pas plus, d'ailleurs, que ceux nés hors la ville et les faubourgs. L'accès de la maîtrise leur était rendu fort difficile. Le compagnon étranger à Lyon n'arrivait à la maîtrise qu'après avoir travaillé cinq années chez un même maître. En 1668, les maîtres avaient même réclamé l'interdiction absolue pour les étrangers de venir travailler à Lyon. A partir de 1737, les étrangers ne peuvent travailler dans cette ville qu'en passant, et seulement pendant trois mois. Plus tard, en 1744, fut supprimée cette permission donnée à l'étranger de travailler trois mois à Lyon, et à l'avenir « les compagnons étrangers ne pourront être reçus à travailler dans les manufactures et fabriques des étoffes de Lyon ». De plus, des droits spéciaux devaient être payés par l'étranger pour

arriver à la maîtrise. Une ordonnance de 1675 fixe, par exemple, à 200 livres les droits à payer à Lyon par les étrangers qui veulent passer maîtres. Ces droits furent même portés à 400 livres en 1686. En 1737, ces droits furent supprimés, et la faveur seule admit au rang de maîtres les étrangers qui apportaient quelque invention nouvelle, utile aux manufactures de la ville.

Les manufactures et les corporations tenaient donc l'industrie dans les entraves de réglementations étroites, contraires au progrès. Cependant, dès le règne de Louis XV, un mouvement commença de se dessiner dans le sens d'une liberté plus grande à introduire dans le commerce et l'industrie. Ce mouvement prit naissance dans le monde des esprits avant de passer dans les faits.

Les premières attaques contre le régime du monopole et des réglementations devaient partir de certains salons, où se discutaient alors les grandes questions sociales. Du club de l'Entre-Sol, où se rencontraient Dutot, Melon, l'abbé de Saint-Pierre et d'Argenson, et que fit fermer bientôt le craintif Fleury, les discussions économiques passèrent dans les réunions qui se tenaient chez M^{me} du Delfant et M^{me} de Tencin. Là, les beaux esprits, Raynal, Diderot, Morellet, s'élevaient contre les abus des règlements et des monopoles, contre le système qu'on appelait alors Colbertisme.

Au sein même du Conseil du commerce, l'intendant de Gournay se montrait partisan convaincu de la liberté. Dans un mémoire de 1752, il dénonçait l'exclusivisme des corporations. « Si mille Génois, disait-il, se déterminoient à venir aujourd'hui s'établir à Lyon, que pourroit-il arriver de plus heureux pour le Roy qui acquerrait mille nouveaux sujets, pour nos terres qui gagneroient mil

consommateurs et pour la ville de Lyon qui aquerroit mil ouvriers de plus ! Cependant, suivant les statuts qui sont aujourd'hui en vigueur dans cette ville, il n'arriveroit rien de tout cela ; on diroit aux Gênois : « Si vous voulez vous établir parmy nous, il faut faire cinq années d'apprentissage, cinq années de compagnonnage, payer pour tout cela, après quoy si vous voulez être maîtres et avoir le droit de vendre vos étoffes, il faudra payer chacun 400 livres, parce que vous êtes étrangers. » Les Gênois s'en retourneroient confus de nous trouver si étranges, ils s'en iroient débarquer en Angleterre et en Hollande, où ils seroient bien surpris de se trouver, en arrivant, maîtres et marchands, sans acheter ce droit et sans qu'on leur demandât même s'ils ont fait un apprentissage et s'ils ont jamais travaillé dans ce qu'on appelle ville réglée. » Et M. de Gournay concluait qu'il ne fallait pas exclure les étrangers, mais les admettre librement à Lyon, ce qui aurait l'avantage de diminuer les prix de façon et de permettre de lutter contre la concurrence.

Les idées libérales trouvèrent un appui sérieux parmi les économistes. Les physiocrates, partant d'idées erronées, devaient aboutir cependant à demander la liberté du commerce et de l'industrie. L'agriculture était tout pour eux, et le produit du sol la seule richesse. Ils reconnaissaient la nécessité du commerce et de l'industrie, mais les salaires et les profits des agents qu'ils emploient leur semblaient comme autant de sommes prélevées en pure perte sur le produit de la terre. Ils pensèrent donc que la concurrence seule était capable d'abaisser ces profits ; c'est pourquoi ils demandèrent la suppression des privilèges et des monopoles, qui faisaient obstacle à cette concurrence. C'est ainsi qu'un des disciples de Quesnay, Mercier-La-

rivière, écrivait que « l'utilité de l'industrie tenait uniquement à la liberté », et il en tirait comme conséquence qu'il fallait « faire jouir d'une telle franchise, d'une telle liberté la profession de manufacturier, que personne de ceux qui pourraient l'exercer n'en soit exclu¹ ».

Ainsi se trouvaient sapées dans leur base les corporations, et avec elles les privilèges des manufacturiers. Les privilèges n'étaient plus alors défendus que par ceux qui en profitaient.

Avec Turgot, la liberté devait passer du domaine de la discussion théorique dans celui des faits. Physiocrate moins absolu que Quesnay, il donnait plus d'importance au commerce et à l'industrie, qu'il désirait libres. Appelé au ministère en 1774, il établit d'abord la liberté pour le commerce des grains, déclara libres certaines professions, et enfin, en 1776, fit paraître ses six édits. Par l'un d'eux, il donnait la liberté de travailler en France à quiconque le voulait, même aux étrangers. Les jurandes et maîtrises étaient abolies, ainsi que les communautés d'arts et métiers. A l'avenir « il sera libre à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, même à tous étrangers, encore qu'ils n'eussent point obtenu des lettres de naturalité, d'embrasser et d'exercer telle espèce de commerce et telle profession d'arts et de métiers que bon leur semblera ».

Turgot reconnaissait à tous le droit de travailler. Il disait dans le préambule de l'édit sur les maîtrises : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la pre-

¹ *Ordre essentiel des sociétés politiques*, chap. xvi.

mière, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes.»

On sait que ce ne fut pas sans opposition que furent enregistrés les édits de Turgot. Il fallut recourir à un lit de justice. Le Parlement, forcé par le roi, tint à protester contre la liberté nouvelle accordée à l'industrie, qui ne devait être, d'après l'avocat général Séguier, « que la source de désordre, une occasion de fraude et de rapines, dont la suite inévitable serait l'anéantissement total des arts et des artistes, de la confiance et du commerce ».

Les idées libérales de Turgot vinrent se butter contre la routine et l'opposition des privilégiés. Turgot, abandonné par le roi, fut forcé de quitter le ministère sans avoir pu mettre en pratique le nouveau régime du travail qu'il avait conçu.

Turgot ayant quitté les affaires, les entraves à la liberté du travail ne tardèrent pas à reparaitre. Les corporations furent rétablies, mais elles gardèrent des idées de Turgot comme une teinte de libéralisme. Ce furent des corps moins fermés. Les étrangers y eurent entrée et les droits de maîtrise furent diminués de plus de moitié. De plus, le cadre des corporations n'embrassait pas toutes les professions. Plusieurs demeurèrent largement ouvertes à tous.

Les manufactures furent à nouveau réglementées, mais ces règlements furent moins sévères qu'avant Turgot, dont les idées avaient laissé sans contredit un germe de liberté dans l'industrie, qui ne devait pas tarder à se développer dans la suite.

II. L'ÉTRANGER APRÈS LA RÉVOLUTION

Inspirée des idées des économistes du XVIII^e siècle, la Révolution vint supprimer les entraves qui, sous l'ancien

régime, mettaient l'étranger en France dans une condition spéciale et inférieure à celle des nationaux.

Elle proclama tout d'abord le principe de la liberté du travail. Ce principe avait déjà été adopté dans la nuit du 4 août 1789, dans laquelle disparurent tous les privilèges et monopoles. Il fut sanctionné par le décret du 17 mars 1791. Les corporations sont abolies et le travail ouvert à tous. « A compter du 1^{er} avril prochain, dit l'art. 7 de ce décret, il sera libre à toute personne de faire tel négoce, ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taxes ci-après désignées, et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourraient être faits¹. » Dorénavant l'étranger pourra donc librement venir travailler en France, sûr qu'il sera de ne plus y rencontrer l'obstacle de la corporation égoïste et tracassière ou de la manufacture privilégiée.

La Révolution, en autorisant l'étranger à venir librement travailler sur notre sol, devait aussi lui permettre d'y posséder la plénitude de ses droits, au point de vue de sa succession. Le décret du 6 août 1790 vint en effet abolir l'ancien droit d'aubaine : « L'Assemblée nationale, y est-il dit, considérant que le droit d'aubaine est contraire aux principes de fraternité qui doivent lier tous les hommes, quels que soient leur pays et leur gouvernement ; que ce droit, établi dans des temps barbares, doit être proscrit chez un peuple qui a fondé sa constitution sur les droits de l'homme et du citoyen ; et que la France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les

¹ Voir : *Recueil Cohendy*, page 236.

invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inviolables de l'humanité, a décrété : le droit d'aubaine et celui de détraction sont abolis pour toujours. »

Déjà, dès 1785, le ministre Necker s'était montré partisan de la suppression du droit d'aubaine qu'il appelait un droit « impolitique et sauvage ». Il invoquait pour sa suppression des motifs d'ordre économique et commercial. « Tout ce qui peut, disait-il, détourner les étrangers de venir dépenser leurs revenus dans le royaume et d'échanger ainsi leur argent contre les productions de notre industrie, paraît une disposition aussi déraisonnable que le serait une loi directement opposée à l'exportation de ces mêmes productions. Le droit d'aubaine est encore plus préjudiciable aux nations qui l'exercent qu'aux étrangers dont on usurpe ainsi la fortune⁴. »

Libres désormais de transmettre leurs biens, les étrangers ont aussi pleine capacité pour recueillir en France les successions de leurs parents, même français. C'est ce qui résulte du décret du 8 avril 1791.

La constitution du 3 septembre 1791 vint rétablir leur capacité sur ce point : « Les étrangers, dit-elle, établis ou non en France, succèdent à leurs parents étrangers ou français. Ils peuvent contracter, acquérir et recevoir des biens situés en France, et en disposer, de même que tout citoyen français, par tous les moyens autorisés par la loi. »

Cependant on s'aperçut bientôt qu'on avait été trop vite dans le sens de la liberté accordée aux étrangers au point de vue des droits civils. Les Etats étrangers profitaient des faveurs accordées à leurs nationaux, sans rien donner en retour. Aussi les rédacteurs du Code civil adop-

⁴ Necker, *l'Administration des finances de la France*, t. III p. 226.

tèrent-ils le système de la réciprocité diplomatique. Les étrangers non autorisés à établir leur domicile en France, ne pouvaient y jouir des droits civils qu'autant qu'un traité passé avec la puissance à laquelle ils ressortissaient, appelait les Français à en jouir dans le pays de ces étrangers. Ce principe, exprimé dans l'article 11 du Code civil, avait comme conséquence de ne permettre à ces étrangers de pouvoir recueillir par voie de succession *ab intestat*, par donation entre vifs ou testamentaire, que dans la mesure où les Français le pouvaient eux-mêmes en pays étranger, en vertu de conventions diplomatiques (art. 726 et 912 du C. civ.).

Après les guerres de l'Empire, une réaction se fit contre ces idées des rédacteurs du code, et la loi du 14 juillet 1819, qui porte à tort comme titre : « de l'abolition des droits d'aubaine et de détraction », vint abroger les articles 726 et 912, et accorda aux étrangers « le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du royaume ».

De plus en plus, on tend à accorder aux étrangers en France la plénitude de la jouissance des droits civils, et l'article 11 de notre code civil reçoit chaque jour de nouvelles restrictions. On considère comme le vrai principe, celui que posait jadis l'Assemblée constituante, d'après lequel les étrangers doivent avoir, en France, la jouissance de tous les droits civils.

De nos jours, l'étranger, comme le national, est soumis aux charges fiscales. Il est naturel qu'il paie, sous forme d'impôts, les services que rend l'État et dont il profite autant que le Français. Aucun impôt spécial ne lui est demandé sous forme de taxe, comme nous verrons que le font certains pays étrangers.

Il est toute une catégorie de droits que l'on refuse aux étrangers en France, non sans raison selon nous. Nous voulons parler des droits politiques. Ces droits sont réservés aux seuls citoyens ; l'étranger, n'étant pas citoyen, ne doit pas les exercer. Ils sont de véritables fonctions publiques, et, pour les exercer, il faut être soi-même intéressé à la prospérité et à la grandeur de l'État. L'étranger n'a pas le droit de vote ; il n'est pas éligible à nos assemblées politiques. Il ne peut servir dans notre armée, sauf pourtant dans la légion étrangère. Enfin, il est inapte à exercer aucune fonction impliquant délégation de la puissance publique. Certaines professions, celles de magistrat, de notaire, d'agent de change, lui demeurent fermées.

L'assimilation de l'étranger au national existe surtout au point de vue industriel et commercial. L'étranger peut librement venir travailler en France, y exercer l'industrie qu'il veut, faire tel commerce que bon lui semble, en tenant compte cependant des réserves faites pour certaines industries spécialement réglementées, par suite de leur caractère de monopoles fiscaux ou d'industries dangereuses ou insalubres. Il peut être patron, employé ou simple ouvrier. Comme aux ouvriers français, la porte des syndicats lui est ouverte.

Deux exceptions sont posées à la pleine liberté de l'étranger dans le domaine du travail. L'étranger, s'il peut, comme nous venons de le dire, être membre d'un syndicat, ne peut pas en être administrateur ou directeur (art. 4 *in fine* de la loi du 21 mars 1884). En second lieu, des décrets récents, que nous étudierons plus loin, sont venus limiter le nombre d'ouvriers étrangers à employer dans les Travaux publics. Nous allons voir en

effet que, grâce au libéralisme de la loi française, à mesure que la grande industrie prend chez nous plus d'extension, s'accroît aussi le nombre des étrangers qui viennent travailler aux côtés de nos nationaux.

CHAPITRE PREMIER

STATISTIQUE DES ÉTRANGERS EN FRANCE

SECTION PREMIÈRE

Résultats généraux.

Quand on consulte les statistiques officielles, on est frappé du grand nombre d'étrangers qui habitent sur notre sol. Ce n'est guère qu'à partir du milieu du xix^e siècle qu'on peut se faire une idée exacte de ce nombre. Le dénombrement de la population a bien été fait depuis le début de ce siècle, mais c'est seulement en 1851 qu'a été relevée la nationalité dans les opérations du recensement.

A cette époque, il y avait, en France 380.000 étrangers pour une population totale de 35.783.000 habitants, ce qui donnait, pour l'élément étranger, une proportion de 1,67 pour 100.

En 1861 nous voyons le nombre des étrangers monter à 506.381, ce qui fait en dix ans un accroissement de plus de 100.000.

Malgré la guerre de 1870-71 et la cession des territoires qui en fut la suite, le recensement de 1872 accuse encore une augmentation de la population étrangère. Les étrangers sont alors au nombre de 740.668. C'est donc en dix ans un accroissement de plus de 200.000.

Dix ans après, en 1881, il y a en France 1.001.090 étrangers. Leur nombre s'est encore accru pendant cette période de plus de 200.000.

Enfin en 1891, il y a encore un accroissement et le nombre des étrangers monte à 1.130.211.

A ne considérer que les chiffres donnés pour la population étrangère par le dernier recensement de 1896, on serait tenté de penser qu'il y a un arrêt dans la marche des étrangers, que nous venons de montrer progressive depuis 1851. La dernière période quinquennale accuse même une diminution du nombre des étrangers de 78.304.

Cette diminution est plus apparente que réelle. Par suite des lois du 26 juin 1889 et 22 juillet 1893, que nous étudierons plus loin, le nombre des naturalisations a augmenté dans une proportion très importante. D'après le dénombrement de 1891, il y avait 178.704 naturalisés. Le dénombrement de 1896 en relève 202.715. Il ne faut donc pas conclure des chiffres donnés pour le contingent étranger en France, qu'il va en diminuant et que les étrangers sont partis de chez nous ; d'autant que le nombre des Français nés en France a augmenté entre les deux dénombrements de 182.000. Ce nombre ne peut provenir de l'excédent des naissances sur les décès : les décès de 1891 à 1896 l'ont emporté de 1445 sur les naissances. C'est donc qu'il y a eu des changements de nationalité par le fait de la loi, et l'on arrive ainsi à compenser largement la diminution que nous venons de constater, d'après le dernier recensement, dans le nombre des étrangers domiciliés en France.

Quoi qu'il en soit, le nombre des étrangers en France est, d'après le recensement de 1896, de 1.051.907 pour une population totale de 38.517.975.

Considéré au point de vue du sexe et de l'état civil, l'élément étranger nous donne le tableau suivant :

HOMMES	FEMMES
Célibataires 317.158	Célibataires 271.660
Mariés 212.634	Mariées 184.900
Veufs et divorcés . . . 25.592	Veuves ou divorcées . . 39.963
TOTAL 555.384	TOTAL 496.523

Comme on le voit, ce sont surtout des étrangers célibataires qui viennent chez nous, et c'est là un des nombreux arguments invoqués contre l'immigration. Les patrons seront portés à employer de préférence ces célibataires, qui se contenteront de salaires peu élevés, et insuffisants pour le travailleur français marié et père de famille. Ce tableau montre aussi que l'étranger nous envoie plus d'hommes que de femmes. Encore, dans le nombre des femmes étrangères recensées, faut-il faire entrer beaucoup de Françaises, qui, par suite de leur mariage avec des étrangers, ont perdu leur nationalité.

Pour les deux sexes, les individus de vingt à soixante ans sont les plus nombreux. Ils forment un total de plus de 600.000. C'est donc surtout dans la période active de leur existence que ces étrangers arrivent en France.

SECTION II

Etrangers par nationalité.

Sous ce rapport, la colonie étrangère chez nous se compose des éléments les plus variés. Les pays qui nous envoient le plus de leurs nationaux sont les pays à po-

pulation dense ou ceux qui sont près de nos frontières.

Ce sont les Belges qui fournissent le plus fort contingent à l'immigration. On en comptait, en 1896 : 395.498. Ils se trouvent de préférence dans les départements du nord de la France. Le département du Nord en renferme à lui seul 254.044. Il y en a plus de 16.000 dans le Pas-de-Calais et 22.573 dans les Ardennes. L'immigration des Belges offre donc ce caractère particulier : qu'elle constitue un groupe compact d'étrangers sur un espace très restreint.

Les Italiens, au nombre de 291.886, se rencontrent surtout en grand nombre dans le midi de la France. On en compte 85.555 dans le seul département des Bouches-du-Rhône, Il y en a plus de 50.000 dans les Alpes-Maritimes et 31.683 dans le Var.

Après la Belgique et l'Italie, c'est l'Allemagne qui nous envoie le plus d'immigrants : plus de 90.000. Le plus grand nombre s'éloignent peu des frontières et se trouvent surtout dans nos départements de l'Est. C'est ainsi qu'il y en a 17.136 dans la Meurthe-et-Moselle et plus de 6000 dans les Vosges.

L'immigration espagnole est surtout sensible dans les départements du Sud-Ouest et sur les bords de la Méditerranée. C'est ainsi que nous trouvons 14.290 Espagnols dans les Basses-Pyrénées et plus de 9000 de ces nationaux dans les Pyrénées-Orientales.

La Suisse fournit aussi un fort contingent à l'immigration. On peut même dire, qu'après les Belges, ce sont les Suisses qui sont le plus portés à émigrer en France. Les nationaux suisses recensés chez nous représentent en effet près de 3 pour 100 de la population totale de la Suisse.

L'immigration suisse présente cette particularité de se

répandre un peu plus avant en France que celle des autres pays. On rencontre des Suisses dans le département du Nord comme on en trouve aussi dans les Alpes-Maritimes et, plus loin, dans les Basses-Pyrénées et la Gironde. Certains d'entre eux demeurent cependant dans les contrées proches de leurs frontières. C'est ainsi qu'il y en a 8720 dans le Doubs et plus de 4000 dans le Rhône. Ces Suisses répartis sur toute la France forment un total de 74.735 individus.

C'est à Paris et aux environs que se trouvent le plus d'Anglais. Sur 36.249 qu'ils sont en France, on en compte près de 15.000 dans le seul département de la Seine. Par suite du grand nombre d'Anglais voyageurs, les Alpes-Maritimes accusent un chiffre élevé de ces nationaux : plus de 4000. Puis viennent les départements voisins de l'Angleterre : le Nord avec près de 2000 Anglais, le Pas-de-Calais avec plus de 3000 de ces étrangers.

Il est un point de la France qui attire spécialement l'élément étranger, c'est Paris et ses environs, dont nous avons voulu faire une étude à part. La population totale étrangère du département de la Seine est de 191.687. Dans ce nombre, presque toutes les nationalités se trouvent représentées. Nous donnons l'état des plus importantes :

Belges. . .	43.724	Anglais. . .	14.230
Allemands .	33.685	Luxembourgeois	12.229
Suisses . .	25.251	Russes . . .	9.865
Italiens . .	24.113	Espagnols . .	4.188

Telle est, rapidement résumée, la situation des principales nationalités, au point de vue de l'immigration en

France. Le tableau, page 39, permettra de se rendre compte du mouvement migratoire des autres pays, moins importants sous ce rapport, aux époques des différents recensements.

De l'étude de ce tableau, il ressort ce fait évident : que, depuis 1851, le nombre des étrangers des diverses nationalités a toujours été croissant. Il y a en effet actuellement chez nous 230.000 Italiens, 278.000 Belges, 46.000 Espagnols et 49.000 Suisses de plus qu'en 1851.

Nous constatons pourtant une diminution, depuis 1886, du nombre des Allemands et Austro-Hongrois : 57.000 en 1851, ils atteignaient en 1886 le total de 123.000. Or, en 1896, c'est à peine s'ils sont plus de 100.000. C'est sans doute que de nombreuses naturalisations sont venues masquer le chiffre des nouveaux venus.

SECTION III

Etrangers par professions.

La plupart des étrangers qui immigrent en France viennent y exercer une profession, ou du moins en chercher une. Les rentiers, au sens propre du terme, sont en petit nombre, par rapport au total de la population étrangère. Il y en a à peu près 60.000.

C'est dans l'industrie, le commerce et l'agriculture que nous trouvons le plus d'étrangers.

Les industries qui en emploient le plus sont les industries faciles. L'industrie du bâtiment par exemple fournit du travail à plus de 90.000 étrangers. De même ces étrangers sont nombreux dans l'industrie extractive (mines, carrières, salines) : plus de 60.000. L'industrie

Nombre des étrangers de chaque nationalité à chaque dénombrement.

NATIONALITÉS	1851	1864	1866	1872	1876	1881	1886	1891	1896
Anglais.	20,357	25,711	29,856	26,003	30,077	37,006	36,134	39,687	36,249
Américains du Nord, — du Sud	»	5,020	7,223	6,859	9,855	9,816	10,253	7,024	6,189
Allemands	»	»	»	104,169	59,028	81,986	100,114	83,333	6,148
Autrichiens	57,061	84,928	106,606	5,116	7,498	12,090	11,817	9,648	99,746
Hongrois	»	»	»	347,558	374,498	432,265	482,261	465,860	8,884
Belges	128,103	204,739	375,888	17,077	18,099	21,232	37,149	2,261	2,068
Hollandais	»	13,143	16,028	»	»	»	»	»	35,498
Luxembourgeois	»	»	»	»	»	»	»	»	7,089
Italiens	63,307	70,539	99,624	112,579	165,313	240,733	264,568	286,042	26,206
Espagnols	29,736	35,028	32,650	52,954	62,437	73,781	79,550	77,736	76,819
Portugais	»	»	»	»	1,237	822	1,292	1,331	1,280
Suisses	25,485	34,749	42,270	42,834	50,203	66,281	78,584	83,117	74,735
Russes	9,338	9,291	12,164	9,310	7,992	10,489	11,980	14,357	15,251
Suédois	»	»	»	»	»	»	»	»	1,262
Norvégiens	»	789	1,226	1,658	1,622	2,223	2,423	1,155	815
Danois	»	552	720	»	892	1,250	1,287	741	800
Grecs	»	»	»	»	»	»	»	»	1,705
Roumains, Serbes et Bulgares	»	348	369	1,173	702	857	1,148	1,677	2,129
Tunes	»	438	565	»	1,174	1,494	1,612	1,851	2,362
Africains	»	»	»	»	»	»	»	813	692
Chinois, Japonais et Asiatiques	»	»	»	311	417	510	355	343	342
Autres nationalités	45,176	5,786	10,276	3,843	6,168	4,643	2,641	1,908	1,994
National. inconnues	726	9,290	19,541	9,824	4,542	3,582	3,363	3,223	768
TOTAL GÉNÉRAL	379,289	506,381	755,036	740,668	801,754	1,001,090	1,126,531	1,130,211	1,051,917

textile en occupe, elle aussi, un grand nombre : près de 60.000. Par contre, les travaux qui demandent un long apprentissage, et qui ont un caractère plus artistique, ne sont pas, sauf quelques spécialités, le fait de l'étranger. Tels sont la bijouterie, l'horlogerie et, d'une manière générale, tout ce qui touche à l'industrie de luxe. Quoi qu'il en soit, l'industrie occupe à elle seule plus de 500.000 étrangers, près de la moitié de la population étrangère totale.

Sous le rapport de l'importance de l'élément étranger, l'agriculture vient au second rang, avec plus de 200.000 individus non français. Sur ce total, il y a surtout des fermiers, des métayers et des colons ; leur nombre est de 110.186. Les propriétaires sont moins nombreux, on n'en compte guère que 98.000.

Il y a chez nous 175.687 commerçants étrangers. Le commerce en détail en occupe près de 90.000. Les marchands en gros sont moins nombreux : guère plus de 20.000.

Une branche de commerce qui attire particulièrement l'étranger est celle d'hôteliers, cafetiers ou logeurs. Il y en a 57.247 de nationalité étrangère.

Il convient de signaler les transports comme employant aussi nombre d'étrangers : plus de 34.000.

SECTION IV

Etrangers par conditions.

Travaux industriels, agricoles, commerciaux, telles sont surtout les occupations des étrangers en France. Il est intéressant de se rendre compte maintenant de la

condition de ces étrangers dans chaque groupe professionnel.

C'est dans le commerce que les étrangers patrons sont le plus nombreux. Il y en a plus de 30.000. Là encore c'est dans les commerces faciles, sans apprentissage préalable, comme ceux de marchands au détail, d'hôteliers ou de logeurs que nous trouvons les chiffres les plus forts. Dans le commerce plus élevé, demandant plus de connaissances et d'intelligence, il y a fort peu de patrons étrangers, guère plus de 6000.

Le nombre des patrons de nationalité étrangère est à peu près le même pour l'agriculture et l'industrie : plus de 26.000. Dans l'agriculture, le plus fort contingent de patrons est fourni par la catégorie : fermiers, métayers et colons. Les propriétaires cultivant exclusivement leurs terres, qui sont pour ainsi dire plus patrons que les précédents, ne sont guère plus de 10.000.

Pour l'industrie, la classe des patrons étrangers est surtout nombreuse dans l'industrie du bâtiment (5.834 patrons), dans les industries de l'habillement et de l'alimentation.

Dans les transports, les patrons étrangers sont seulement 1762.

Comme les patrons, les employés étrangers sont surtout nombreux dans le commerce : plus de 20.000. On les trouve principalement dans le commerce de détail. L'industrie en compte 10.491. Les industries textiles, celles de l'habillement et de la toilette, occupent surtout ces employés. Pour l'agriculture, le nombre d'employés étrangers est très faible, guère plus de 1000. Les transports en possèdent plus de 2000. Les chemins de fer, à eux seuls, comptent 1580 employés étrangers.

Nous arrivons à la classe des ouvriers étrangers, de beaucoup la plus importante.

C'est dans l'industrie que la main-d'œuvre étrangère nous donne les chiffres les plus élevés. Le nombre des ouvriers étrangers est de 222.520. L'industrie du bâtiment en occupe à elle seule 39.748, celle de l'habillement plus de 36.000, et, comme nous l'avons dit plus haut, l'industrie textile plus de 30.000.

Les ouvriers agricoles atteignent le total de 70.000. Ce chiffre apparaît même comme inférieur à ce qu'est réellement la population étrangère ouvrière travaillant aux champs. Il faut tenir compte de ce que dans cette population entrent un grand nombre d'ouvriers nomades qui échappent au recensement, ne passant souvent chez nous qu'un temps très court, pour retourner dans leur pays, la moisson levée ou la vendange faite.

Dans le commerce, le nombre des ouvriers étrangers dépasse 30.000. Les transports en occupent près de 12.000. En résumé, c'est plus de 300.000 étrangers ouvriers qu'il y a sur notre sol. Pour le Français, la concurrence vient donc surtout de cette masse puissante de travailleurs, quelque peu inférieurs dans l'échelle sociale. C'est pourquoi, dans notre étude de l'immigration, tout en envisageant d'une façon assez large la question des étrangers, nous sommes-nous placés plus spécialement sur le terrain des revendications ouvrières.

Nous avons étudié jusqu'ici l'élément actif de la population étrangère. Il faut faire entrer aussi dans ce cadre les étrangers qui vivent du revenu des professions libérales. Sans examiner si leur présence chez nous est utile ou nuisible, nous nous contenterons d'indiquer leur nombre, qui s'élève à 20.076.

En dehors de ce que nous venons d'appeler « l'élément actif » de la population étrangère, il est un élément inactif. Si beaucoup d'étrangers viennent seuls en France, laissant dans leur patrie leur femme et leurs enfants, un assez grand nombre amènent leur famille avec eux. Cela est surtout vrai pour les étrangers venant vivre de l'industrie et de l'agriculture. Pour l'industrie, on compte plus de 200.000 individus formant la famille des travailleurs, et plus de 130.000 dans l'agriculture. En ajoutant, pour les autres branches du travail, le contingent familial étranger à ces nombres, on arrive à constater qu'il y a plus de 400.000 personnes de nationalités étrangères qui viennent s'ajouter au nombre des travailleurs étrangers proprement dits.

Il faut encore ajouter à cette classe inactive les étrangers recensés comme domestiques. Il y en a plus de 30.000 dont 11.847 dans le commerce et 8912 dans l'industrie¹.

¹ Pour les chiffres des étrangers par profession, il nous a fallu nous reporter au recensement de 1891, celui de 1896 ne donnant aucun renseignement sous ce rapport.

CHAPITRE II

CAUSES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE.

On peut diviser en trois classes les causes qui poussent un individu à quitter son pays natal pour se rendre dans un autre pays. Il en est de morales, de politiques, et enfin et surtout d'économiques.

SECTION PREMIÈRE

Causes morales et politiques.

Ces causes tiennent à la nature et au caractère des habitants de chaque nation. Il est des gens plus aventureux que d'autres. Poussés par l'amour de la nouveauté, ils quittent facilement la terre qui les a vus naître et vont chercher sous d'autres cieux leur plaisir ou leur gain. On dit souvent que le Français n'aime pas quitter son pays ; il semble cependant que nous perdions chaque jour un peu notre vieil esprit casanier, à mesure que nos colonies offrent plus de débouchés à nos intelligences et à nos bras ; il n'est pourtant pas dans notre nature de nous expatrier. L'Anglais, qu'on nous représente comme aimant la vie d'intérieur, ce qu'il appelle son « home », se déplace plus facilement. Pour les individus des races du Midi, l'insouciance fait partie de leur caractère, Aussi les

voyons-nous quitter leur pays, sans bien s'inquiéter de ce qu'ils feront ailleurs. De leurs compatriotes sont partis, qui ont réussi à trouver en France une position avantageuse. Ils reçoivent des lettres d'eux, qui font miroiter devant leurs yeux d'alléchantes promesses. On leur conte tant de bien de ce pays, qu'ils ne résistent plus, et les voilà partis pleins d'espérances, souvent déçues, hélas !

Avec M. Levasseur¹, nous signalerons en passant des causes politiques de l'immigration. Ce sont « la persécution religieuse, le défaut de liberté, la crainte du service militaire ». C'est ainsi, qu'au début du xix^e siècle, certains Irlandais, ne voulant pas se soumettre au joug de l'Angleterre, qui refusait aux catholiques d'Irlande le droit d'élection et de représentation au Parlement, quittèrent leur pays pour venir en France. De même, la France reçut de nombreux Italiens à la suite du mouvement libéral de 1848 en Italie contre l'Autriche, mouvement qui échoua comme on le sait, malgré l'appui du roi de Piémont. Le sud-ouest de la France fut aussi le théâtre d'une immigration d'Espagnols, partisans de don Carlos, qui quittèrent leur pays, n'ayant pu faire monter sur le trône leur prétendant, réfugié lui-même en France en 1839. Ces exemples, pris dans l'histoire, suffisent à montrer que l'immigration a souvent pour cause déterminante, soit une liberté religieuse méconnue, soit le défaut de satisfaction d'une tendance politique.

Quant à la crainte du service militaire, nous ne pensons pas qu'elle pousse beaucoup de jeunes gens étrangers à passer leurs frontières pour venir en France. L'impôt du sang, qui en France pèse sur tous, nous le trouvons beau-

¹ *La Population française*, t. III.

coup moins lourd dans les pays qui nous envoient leurs nationaux en grand nombre. En Italie, un seul enfant par famille est appelé sous les drapeaux. La Suisse, la Belgique, pays neutres, n'imposent que de fort légères obligations militaires. Quant à l'Angleterre, son armée se compose de volontaires; l'Anglais n'a donc pas à éviter par l'émigration un service qu'il ne doit pas.

SÉCTION II

Causes économiques de l'immigration.

Ces causes sont, à notre avis, de beaucoup les plus importantes. Elles agissent en sens contraire, selon que l'on envisage le pays d'émigration ou celui d'immigration.

On a dit qu'« il en est des territoires comme des vases communicants, où les liquides prennent nécessairement le même niveau ». On conçoit facilement que les pays à population dense tendent à déverser leur trop plein sur les pays moins riches en hommes. La France est parmi ces derniers. Depuis longtemps déjà notre accroissement de population est le plus faible de tous les peuples de l'Europe. Il est intéressant surtout de le comparer à celui des deux peuples qui nous touchent du plus près : nous voulons parler de l'Angleterre et de l'Allemagne. En 1801, la population de la France était de 27 millions d'habitants. L'Angleterre en comptait alors 16 millions, l'Allemagne près de 25 millions. Les derniers recensements donnent pour la France 38 millions et demi d'habitants. L'Angleterre, à cette même date, en compte 39 millions et demi, et l'Allemagne 52 millions. L'Autriche nous fournirait, ainsi que la Russie, des chiffres aussi peu consolants.

Par suite, les proportions de population des peuples européens se sont singulièrement modifiées depuis le siècle dernier. En 1789, la population de la France était de 27 pour 100 de celle de l'Europe entière. En 1815, elle est de 20 pour 100. De 13 pour 100 en 1880, elle n'est plus guère maintenant que de 10 pour 100 de cette population totale.

Si maintenant nous recherchons la densité de la population sur notre sol, nous voyons que la France a la plus faible densité de toutes les contrées de l'Europe, à l'exception de la Suisse, trop montagneuse pour être très peuplée. La France compte 71 habitants par kilomètre carré, tandis que l'Allemagne en a 80, l'Italie près de 100, le Royaume-Uni 110 environ, les Pays-Bas près de 120, la Belgique environ 200.

Ce sont là de bien tristes constatations, qui donnent fortement à réfléchir pour l'avenir de la France. Il y a longtemps déjà qu'on déplore ce phénomène de la dépopulation. Le lieu n'est pas ici de rechercher les causes du mal, pas plus que le remède à lui appliquer¹. Le Français, prévoyant à l'excès, veut que son bien se conserve après lui. Il ne fera, le plus souvent, pas de préférence entre ses enfants, et les statistiques ont montré qu'il était fait rarement usage de la quotité disponible. Ces enfants, il les voudra après lui riches ou du moins aisés, par suite il veut peu en avoir. Ce phénomène est remarquable, surtout dans les campagnes, où le désir de beaucoup de pères est de laisser sur leur terre un seul héritier.

¹ Voir sur ce sujet : *la Dépopulation de la France*, rapport de M. Bard, Soc. d'éc. pol. de Lyon, 1897; la thèse de M. Gonnard, Lyon, 1898.

Comme nous ne voulons pas avoir d'enfants, ou du moins, le moins possible, nos voisins, qui n'ont pas cette prévoyance exagérée et qui ont des enfants par surcroît, nous expédient des flots de jeunes gens et d'adultes.

C'est que souvent qui dit famille nombreuse, dit aussi misère, ou au moins gêne. La France est un pays riche ; il n'en est pas de même d'autres pays. L'Italien, le Belge, ne trouve pas toujours à vivre chez lui. Son pain, il ira le chercher en France. C'est ce que dit M. Levasseur¹. « Dans les pays de grande densité et de forte natalité, comme l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, il se produit chaque année un excès de population qui, ne trouvant pas sur place l'emploi de ses bras, est disposée à aller le chercher à l'étranger. » Ajoutons, qu'à certains moments, cette poussée d'émigration est plus forte encore. Nous voulons parler des années de disette ou de crise, comme il s'en produit dans les campagnes de certains points de l'Italie.

Poussés hors de leurs frontières par la misère, ces étrangers acceptent chez nous n'importe quel travail pour gagner leur vie. Il se trouve justement en France une lacune qu'ils viennent combler. L'ouvrier français commence à prendre des habitudes un peu molles. « La nation française, dit Leroy Beaulieu², est devenue, c'est un de ses mérites et c'est aussi une de ses faiblesses, une sorte de nation aristocratique, parmi les peuples plus rudes du continent européen. » Cela vient d'un défaut d'éducation inhérent à cette nation française. Les parents, surtout les ouvriers et les paysans, sont remplis pour leurs enfants d'une tendresse exagérée. Aussi, qu'arrive-t-il ? L'enfant qui

¹ *La Population française*, t. III.

² *Journal du dr. intern. privé*, 1888.

a grandi, et qui, à l'école, a pris un certain vernis de savoir, ne veut pas des tâches humbles, rebutantes ou seulement pénibles, que son père pourtant a accomplies. Ces tâches, comme il faut cependant qu'elles se fassent, les étrangers, moins dégoûtés, plaçant moins haut leur idéal de vie, sont là pour s'en charger. « Le Français, par exemple, ne consent guère à être un simple manœuvre, terrassier ou balayeur de rue, à faire certains travaux excessivement pénibles dans les filatures du Nord, dans les raffineries, ou huileries du Midi. Il faut des Belges, des Italiens, parfois des Allemands, pour toutes ces besognes infimes et essentielles de la civilisation. A Paris dans le service des égouts, la moitié au moins des ouvriers sont Italiens¹. »

Dans ce dégoût des travaux pénibles, les Français se rapprochent des Suisses qui, eux aussi, se refusent à ce genre de tâches. C'est du moins ce que nous dit M. Frédéric Passy². Se trouvant un jour en bateau sur le lac de Thoun, il vit, à l'une des stations, s'embarquer une bande d'hommes dont le costume et les allures lui parurent autres que ceux des gens du pays. Comme on lui disait que c'étaient en effet des Italiens allant travailler à un chemin de fer en construction, et qu'il s'étonnait qu'il n'y eût pas en Suisse assez d'ouvriers pour faire ces travaux, il lui fut donné cette réponse typique : « Oh, Monsieur ! pas pour des travaux comme ceux-là. C'est trop dur ; jamais les Suisses ne voudraient s'en charger. » Trop durs pour les Suisses, de pareils travaux le sont aussi pour les Français. Le premier tiendra un hôtel, y sera même domestique, le rêve du second, c'est d'être employé,

¹ *Bulletin hebdomadaire de statistiques municipales de Paris*, 1883.

² *Monde économique*, 1895.

voire même fonctionnaire. Sans vouloir nous montrer rétrogrades, il nous semble que bien des Français, fils d'ouvriers modestes, sont poussés, par une instruction peut-être un peu trop élevée et théorique, à occuper dans la vie une situation qui leur réserve souvent bien des déboires. Sans fortune, mais munis de diplômes, ils iront accroître le nombre des déclassés. Une instruction professionnelle, formant des ouvriers suivant le chemin tracé par leur père, les rendrait moins savants sans doute, du moins plus heureux.

Au moins, ces tâches plus relevées que remplira le Français vont-elles lui donner un salaire suffisant ? A son gré, ce salaire sera toujours trop faible. C'est que le désir est chose infiniment extensible. Raffiné pour le choix de ses occupations journalières, le Français l'est aussi dans sa manière de vivre. Des salaires que nos ouvriers nationaux trouvent à peine convenables, l'ouvrier étranger s'en contente et souvent même arrive à épargner.

De plus en plus, l'ouvrier en France prend des goûts de bien-être et même de luxe parfois. Il n'en est pas de même de l'ouvrier étranger. On sait de quelle manière frugale se nourrissent chez eux les Italiens. Cette sobriété, ils la conservent en venant chez nous. Il faut pourtant reconnaître que, parmi nos compatriotes, il en est, principalement parmi nos montagnards de la Savoie et de l'Auvergne, qui conservent leur genre de vie rustique et dure, même lorsqu'ils viennent dans nos grandes villes.

Pour le logement aussi, l'étranger n'est pas difficile. Il vit parfois dans des réduits infects, entassé souvent avec femmes et enfants. Il serait à souhaiter que de plus en plus, dans les villes, ces logements insalubres disparaissent.

Les Comités d'hygiène, chargés de l'inspection de ces logements, non seulement, en les supprimant, rendront service à la santé publique, mais encore ils feront disparaître de nombreux immigrants, venus dans les villes grâce au bon marché de ces loyers. Les logements plus sains sont plus grands et aussi plus chers ; des loyers plus élevés éloigneront bon nombre d'étrangers. Londres peut sur ce point servir d'exemple à la France ; depuis quelques années cette ville se transforme et les logements infects des victimes du « sweating system » sont de plus en plus rares.

Enfin, parmi les besoins de luxe de l'ouvrier français, il faut déplorer l'usage immodéré de l'alcool, qui, outre les ravages physiques et moraux qu'il produit chez l'ouvrier, grève sérieusement son budget. Ce vice de l'alcoolisme, les travailleurs étrangers l'ont beaucoup moins ; leur santé en profite ainsi que leur bourse. Les salaires sont pourtant en France beaucoup plus élevés que dans les autres pays. C'est ainsi que, pour les mêmes travaux, les salaires y sont trois fois supérieurs à ceux donnés en Belgique. L'étranger, qui a moins de ces dépenses que nous avons appelées luxueuses, se trouvera par suite à l'aise avec un salaire qui fait à peine vivre l'ouvrier français.

De la répugnance des Français pour les travaux pénibles, terrassements ou autres, il résulte que les travaux publics, que nous avons entrepris dans des proportions compromettantes pour nos finances, amènent chez nous beaucoup d'étrangers. C'est ainsi que l'exécution du plan Freycinet a fait affluer un grand nombre d'Italiens. Les Expositions elles aussi introduisent en France beaucoup d'immigrants, qui viennent travailler à leur préparation.

Il faut dire aussi que les progrès de la civilisation facilitent singulièrement ces mouvements à travers les frontières. Autrefois il fallait un véritable courage pour changer de pays. Les souffrances d'un long voyage, parfois peu sûr, en arrêtaient plus d'un. Aujourd'hui, les moyens de locomotion de toutes sortes, chemins de fer et bateaux, suppriment, ou du moins diminuent singulièrement les distances. Il peut se faire qu'un maçon, qui, hier encore, travaillait à Turin à la construction d'une maison, se trouve aujourd'hui embauché dans quelque chantier d'une de nos grandes villes.

Il est une dernière raison qui, celle-là, est toute à l'éloge de la France, pour pousser l'étranger chez nous. Nous voulons parler du vieux renom d'hospitalité que nous avons au dehors. Nous dirons même que parfois cette qualité est un peu exagérée chez nous. Nous sommes un peu portés, par je ne sais quelle manie d'exotisme, à admirer tout ce qui n'est pas français. Notre langage, nos modes, cherchent à prendre un cachet étranger. Nous nous occupons par trop du jugement de nos voisins sur nos actes. Il suit de là qu'un étranger pour nous, arrivant sur notre territoire, a je ne sais quelle auréole d'originalité qui nous plaît ; de là vient que la France comme le fait remarquer M. Charmes¹, exerce au dehors une grande attraction. Sa position géographique la met à la portée des pays qui justement ont besoin de déverser le trop plein de leur population, la Belgique au Nord, au Sud l'Italie. Son climat est tempéré, et les peuples du Midi et du Nord n'ont pas à y redouter les intempéries des saisons. Enfin, si la France est pauvre en hommes, elle est fort riche en

¹ *Revue des Deux Mondes*. 1883.

capitaux. L'argent y abonde, et les autres nations lui viennent souvent emprunter. Son sol est fertile et se prête aux cultures les plus variées.

On serait tenté de penser que les agences d'émigrations favorisent le mouvement des étrangers vers la France. Nous croyons que ces agences, bureaux d'informations et de renseignements à la disposition des individus qui veulent s'expatrier, mettent leurs nationaux en relation seulement avec les pays lointains, tels que l'Amérique ou l'Afrique; pour les pays d'Europe, ces agences ont fort peu d'importance. Comme nous l'avons dit, ce sont surtout les lettres de leurs compatriotes déjà établis sous d'autres cieux, qui poussent ceux qui sont demeurés dans leurs foyers, à les abandonner.

CHAPITRE III

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE L'IMMIGRATION

SECTION PREMIÈRE

Quelques avantages de l'Immigration.

Que pouvons-nous retirer de ce mouvement qui porte l'étranger à franchir ses frontières pour venir chez nous ?

Nous avons dit plus haut (p. 35) que la France est pour l'étranger le pays tentateur. Il en est qui viennent y chercher la fortune ou seulement leur subsistance. D'autres, que ne tracasse pas le souci du pain quotidien, viennent lui demander la santé ou un soulagement à leurs souffrances ; d'aucuns même seulement leur plaisir. Paris, la ville lumière, exerce une attraction considérable sur les riches étrangers. Le département de la Seine compte, à lui seul, plus de 14.000 Anglais. Il va sans dire, qu'au moment des Expositions, ce nombre d'étrangers croît singulièrement. Notre Midi, avec son beau climat, voit aussi bon nombre d'étrangers. « Nice et Pau sont les deux villes qui attirent les riches citoyens de Londres, désireux d'oublier au pays du soleil les brouillards de la Tamise¹. »

¹ Rapport de M. Bérard, *Société d'écon. politique de Lyon*, 1886.

Nos villes d'eaux attirent aussi l'étranger malade. Vichy, par exemple, compte un grand nombre de baigneurs, anglais et espagnols. Dans ces stations, tout est organisé pour l'étranger. Prenons un tout petit village; un jour on découvre dans ses environs une source minérale efficace : repassons dix ans après, ce petit village est devenu une véritable ville, les étrangers y affluent et toute une population de marchands et d'hôteliers vit sur eux. Il est bien évident qu'un pays ne perd rien aux dépenses faites chez lui par l'étranger. Ce dernier, il est vrai, consomme une certaine quantité de richesses en nature, mais il apporte l'équivalent en numéraire. Mais y gagne-t-il ? On le croit généralement, et les habitants sont les premiers à regarder comme un bienfait cette arrivée d'étrangers riches. Certains économistes au contraire traitent cette opinion de préjugé. D'après eux, les dépenses de cette catégorie d'étrangers sont stériles, et n'augmentent en rien la richesse du pays. Voici leur raisonnement : « Sans doute, disent-ils, ces étrangers apportent du numéraire dans la contrée qu'ils habitent temporairement ; cette contrée y gagne, mais le pays en général n'y gagne rien, parce que, en échange de ce numéraire, l'étranger consomme une quantité de richesse équivalente. »

Avec Gide¹, nous ne pensons pas que ce raisonnement soit exact. Souvent il arrive que l'étranger paie les choses une somme très supérieure à leur valeur réelle. C'est ce qui s'appelle « exploiter l'étranger ». Dans ce cas, le pays y gagne évidemment la différence entre la valeur réelle de la chose et celle indiquée à l'étranger. De plus, il est une catégorie de richesses qui, par leur nature même, ne

¹ *Principes d'économie politique*, 1896.

sont ni consommables ni destructibles. On fait payer à l'étranger les avantages naturels d'un pays, la vue, le bon air, lorsqu'il loue une villa très cher ou qu'il prend un guide pour une journée. C'est là, pour le pays, une véritable rente, identique à la rente qui profite à tout propriétaire ayant le monopole d'un avantage naturel quelconque. Voilà donc un premier avantage que nous retirons de la présence d'étrangers chez nous, à savoir un apport considérable de numéraire, supérieur aux richesses par eux consommées.

Si des étrangers apportent en France leurs capitaux, ils y viennent aussi parfois avec leur savoir, leurs talents, et notre pays en profite, s'il présente des lacunes sur des points spéciaux. De jour en jour, les industries qui touchent à la chimie ou à l'électricité prennent chez nous un plus grand développement. Dans ces branches d'industrie, l'étranger est en avance sur nous. Aussi, sommes-nous parfois obligés de faire appel à des ingénieurs belges pour diriger, par exemple, des installations électriques d'éclairage ou de traction. Il faut reconnaître cependant que, plus on va, moins on a recours à l'étranger sur ce point. De nombreuses écoles se sont formées en France, qui nous fournissent déjà toute une pléiade de chimistes ou d'ingénieurs électriciens.

Souvent aussi, l'ouvrier étranger use, dans son travail, de procédés nouveaux que nous ignorons. Le Français, qui travaille à ses côtés, en fait son profit et l'imité, parfois même à son insu.

Cette pénétration des étrangers chez nous facilite singulièrement les rapports de commerce avec les autres nations. Les maisons de commerce étrangères envoient dans nos grandes villes, à Paris, à Marseille, Lyon et Bor-

deaux, des représentants qui viennent faire des affaires pour le compte de ces maisons. Le commerçant français entre ainsi avec elles en relations plus facilement que s'il était obligé de s'adresser directement à ces maisons à l'étranger.

Et puis, il faut bien l'avouer, il est des industries qui ne peuvent pas se passer des ouvriers étrangers. Il est d'abord des travaux que les Français ne savent pas faire. A Lyon, par exemple, certaines fabriques de perles emploient exclusivement des Italiens, qui seuls sont au courant de leur mode de fabrication. Pour d'autres tâches, comme nous le disions plus haut, on ne trouve pas de Français, non pas qu'ils ne puissent pas, mais parce qu'ils ne veulent pas les remplir. Nous voulons parler des travaux rebutants ou par trop pénibles. C'est ainsi que dans les verreries de Rive-de-Gier, on emploie presque exclusivement de jeunes ouvriers italiens. On ne trouve pas, en effet, de Français pour exécuter ces travaux très pénibles. Sans le concours des ouvriers étrangers, les chefs de cette industrie se verraient forcés de fermer leurs usines, car, en admettant qu'il aient trouvé des Français pour travailler chez eux, ils seraient obligés de leur donner des salaires qui annuleraient leur profit.

M. Leroy-Beaulieu nous dit que : « les étrangers facilitent singulièrement l'agriculture qui, sans eux, serait fort à plaindre¹ ». Il y a peut-être dans cette opinion quelque peu d'exagération. Cependant, à certains moments de l'année, il y a presse dans les campagnes. C'est la vendange qu'il faut cueillir, ou le blé qu'il faut moissonner. Pour ces récoltes, il peut se faire qu'il y ait manque de

¹ *Journal de Dr. int. privé*, 1888.

bras. Les ouvriers étrangers peuvent venir en aide aux travailleurs et faciliter la culture.

Il est un dernier avantage de l'immigration qu'il convient de signaler. Les étrangers apportent un appoint à notre population. C'est une manière factice, nous le voulons bien, d'augmenter cette population. Le recensement de 1896 donne, pour la France, une population totale de 38.228.960 habitants. En 1891, il y avait seulement 38.095.150 habitants. Et l'on ose soutenir que la population de la France diminue, tandis qu'on constate, en cinq ans, une augmentation de 133.810 habitants. C'est que, dans ces résultats statistiques, les étrangers entrent, pour une quantité considérable. Nous avons dit qu'il y en a, en 1896, plus de un million (1.051.907). Ce qu'il faudrait, c'est que cette augmentation de population, du fait de l'étranger, devînt réelle et non factice. Nous voulons dire qu'il faudrait faire de ces étrangers des Français par la naturalisation. Nous verrons plus loin si les dispositions législatives actuellement existantes sont suffisantes pour faciliter cette adoption de l'élément étranger. Il est certain que cette assimilation, outre l'accroissement qu'elle apporterait à notre population, aurait un avantage précieux même au point de vue ethnique. Les étrangers qui viennent en France peuvent avoir bien des défauts, généralement ils n'ont pas celui d'être paresseux. Ils sont un bon exemple pour le Français un peu mou et raffiné. Par leur alliage « ils redonneraient du ton à un peuple que le bien-être pourrait à la longue efféminer¹ ».

¹ Leroy-Beaulieu, *Economiste français*, octobre 1885, p. 408.

SECTION II

Des inconvénients de l'immigration.

L'invasion pacifique des étrangers en France n'est pas sans inquiéter quelques esprits qui demandent protection pour les personnes, comme d'autres l'ont réclamée pour les produits. L'immigration semble dangereuse d'abord au point de vue politique, puis au point de vue économique.

§ 1. — **Dangers politiques de l'immigration.**

Il en est qui continuent à voir dans l'étranger l'ancien *hostis* du droit romain. Il est dangereux, d'après eux, d'avoir sur son territoire cette grande quantité d'étrangers, qu'ils considèrent comme autant d'espions. Ils semblent avoir toujours à la mémoire cette parole de de Molke : « Un des moyens d'information propres à rendre les opérations de guerre plus faciles, plus certaines, c'est de profiter de la paix pour explorer, étudier, le territoire des Etats avec lesquels on peut prévoir une guerre¹. » Quand ils parlent de ces étrangers espionnant en France ils entendent surtout les Allemands. On nous les montre en 1870, « reçus à bras ouverts en France, et profitant largement de l'hospitalité que nous leur accordions, pour préparer, par tous les moyens et sous toutes les formes, la lutte qu'ils prévoyaient². »

Il est malheureusement certain, les événements de 1870

¹ Proposition Lalou, *Documents parlementaires*, 1889. Chambre sess. extr. p. 207.

² Lalou, *ibidem*.

l'ont montré, que nombre d'officiers, de soldats allemands ont servi de guides à l'armée d'invasion, dans les pays qu'ils avaient longtemps habités et parcourus. Il est bien évident qu'on ne peut pas empêcher l'étranger, habitant la France, de voir ce que chacun voit : le pays qu'il a choisi pour résidence, mais il faut éviter de le mettre au courant de nos moyens de défense. Il est à désirer que, dans la construction des travaux d'art militaire, les Français seuls soient employés comme ouvriers. Pour ce qui est de l'espionnage proprement dit et intentionnel, nous avons la loi du 18 avril 1886 qui ne doit pas rester lettre morte¹.

Puisque nous parlons ici de l'espionnage, il est un vœu que nous voudrions voir réaliser. Nous voudrions que les fonctionnaires de tous ordres, sur lesquels repose quelque peu la défense du pays, se fissent un scrupule de ne pas employer chez eux comme domestiques, ou autres, des étrangers de l'un, ou l'autre sexe. Ces derniers, par leur indiscrétion ou souvent même en écoutant les propos de leur entourage, peuvent recueillir des renseignements précieux pour leur pays. Arrive une guerre, ils seront des agents de renseignements tout désignés.

A côté de ce danger d'espionnage, il en est un plus important et plus palpable, parce qu'il menace chaque jour notre sécurité nationale : nous voulons parler de la criminalité étrangère. Sans doute parmi les étrangers qui viennent sur le sol de la patrie française chercher le travail, la vie et la lumière, un grand nombre sont laborieux et honnêtes ; mais combien aussi sont le rebut de leur pays d'origine ! C'est ce qui a fait dire : « Notre territoire semble être devenu le refuge des gens louches de tous pays.

¹ *Vide* Cons. d'État, 29 avril, 1898, Dalloz, 1899, III, 88,

Paris reçoit le rebut social des deux continents. Toute une société trouble d'aventuriers exotiques, aux professions équivoques, clientèle assidue des chambres correctionnelles, s'y donne rendez-vous. L'escroquerie et le vol sont leurs moyens ordinaires d'existence, mais ils ne reculent pas non plus devant le crime¹. »

C'est là un bien sombre tableau, qui semble quelque peu poussé au noir. Il est malheureusement exact que la criminalité est très importante parmi la population étrangère en France. Cette criminalité est notablement plus forte que dans la population française. Elle est environ quatre fois plus élevée. Il faut cependant tenir compte de ce que ces étrangers qui arrivent en France, sont, en grande partie, des adultes, tandis que le coefficient de criminalité des indigènes s'applique à la population totale. On a calculé qu'il y a environ 20 condamnations pour 1000 individus d'origine étrangère, contre 5 condamnations pour 1000 Français. Ce qui est fâcheux à constater, c'est que la population étrangère qui envahit la France ne s'améliore pas, bien au contraire. Chaque année voit s'accroître le nombre des individus étrangers qui passent en Cour d'assises.

Souvent aussi le socialisme révolutionnaire trouve dans l'ouvrier étranger un fervent adepte de ses théories. L'exécution de ses sanglants desseins est confié à ces étrangers, témoin le crime de Caserio qui a trouvé un imitateur à Genève en la personne de Luccheni.

Nous signalons ici un autre danger de l'immigration étrangère. Certains redoutent qu'à la longue cette infiltration lente d'éléments étrangers dans notre population

¹ Voir Rapport Pradon.

lui fasse perdre son originalité et le caractère propre à notre race. Nous croyons cette crainte un peu exagérée. La nation française est assez forte, pour se conserver elle-même au milieu de ce cosmopolitisme.

§ 2. — **Dangers économiques de l'immigration.**

Ceux qui prétendent arrêter, ou du moins endiguer ce flot montant d'étrangers en France, s'appuient surtout sur des raisons d'ordre économique et commercial.

On reproche tout d'abord à l'ouvrier étranger de ne pas consommer en France le produit de son travail. Le fait est souvent exact. Nombre de Belges, de Suisses, d'Italiens travaillent chez nous, qui envoient à leur famille la majeure partie de leurs salaires. Mais quoi ? n'ont-ils pas le droit de disposer de ce qu'il ont gagné ? « Ne vaut-il pas mieux qu'ils l'envoient à leurs proches, que de le dépenser dans les cabarets¹ ? »

Ce salaire pourtant il est bien faible, et là encore est un grief contre l'étranger auquel on reproche de faire baisser le taux des salaires. Il se peut en effet que l'immigration, en accroissant incessamment l'offre de travail, pèse sur les salaires. Nous avons vu que l'étranger peut accepter un salaire que le Français trouve insuffisant. Sur plusieurs points en effet, la concurrence n'est pas égale entre ouvriers français et étrangers.

L'étranger ne supporte pas en France les mêmes charges que l'ouvrier national. Il est vrai que l'impôt pèse sur lui comme sur son compagnon français, mais le plus souvent il vient seul chez nous. Sa famille, qu'il n'a pas à

¹ Hubert-Valleroux, *du Contrat de travail*.

nourrir ni à loger, trouve à vivre meilleur marché à l'étranger.

Le chômage vient-il à se produire? la situation de l'ouvrier étranger est préférable à celle du Français. Ce dernier a des habitudes de vie de famille sédentaire, que n'a pas l'étranger, plus facilement nomade.

Le Français est attaché au sol, au pays, par sa famille, ses habitudes et aussi par une sorte d'atavisme. L'étranger, au contraire, s'il voit que le chômage doit se prolonger, retourne chez lui.

Le travail l'attachait seul à la France, le travail manque, rien ne le retient plus. Il a fait, sur le produit de ses salaires accumulés, quelques économies. Avec elles, et en menant chez lui la vie frugale qui lui est habituelle, il pourra attendre la reprise du travail une durée double de l'ouvrier français. Le travail vient-il à reprendre en France, le voilà qui repasse la frontière, sans avoir souffert beaucoup de cette interruption de travail¹.

Il est un impôt qui pèse lourdement sur l'ouvrier français, en sa qualité de Français, impôt que ne supporte pas l'ouvrier étranger chez nous, nous voulons parler du service militaire. Au moment où l'ouvrier entre dans la période que nous pouvons appeler productive de sa vie, entre vingt et vingt-quatre ans, il lui faut abandonner l'atelier où il travaille, pour aller passer trois années à la caserne. Le lieu n'est pas ici de nous demander si cette durée du service ne pourrait pas être abrégée, d'un an par exemple, comme on l'a souvent proposé, sans nuire à la défense nationale. Qu'il nous suffise de constater que ces

¹ Voir : *Proposition relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national* de MM. Paulin-Méry, Michelin, etc.

trois années de service gênent singulièrement l'ouvrier. Elles peuvent même, non seulement interrompre, mais lui faire perdre un métier dont il vivait.

Voici en effet ce qui peut arriver. Un ouvrier français part pour le régiment. Pour le remplacer, se présente à l'usine, ou à l'atelier, un étranger. Ce dernier a quitté son pays avant l'âge du recrutement ; on ne viendra pas le quêrir en France, pour accomplir un devoir qu'il a évité. Le patron, qu'a gêné le départ de son ouvrier, embauche l'étranger dont il n'aura pas à craindre le départ pour le même motif. Trois ans se passent ; notre Français libéré revient à l'usine, il demande à être repris. Il trouve sa place occupée, par qui ? par un étranger, et il lui faudra chercher ailleurs du travail. Si les trois années de service ne font pas toujours perdre sa place à l'ouvrier, elle font passer souvent devant lui des ouvriers étrangers, moins anciens que lui dans l'usine, et auxquels peut-être il sera obligé d'obéir à son retour du service.

Après les trois années de service, l'ouvrier français aura encore à accomplir des périodes de vingt-huit et treize jours. Ces périodes le forcent à interrompre son travail. Là aussi, il y a une prime à l'emploi de l'ouvrier étranger. Il peut se faire qu'un patron, peu scrupuleux sur le patriotisme, et cherchant surtout l'intérêt de son industrie, préfère embaucher des ouvriers étrangers, qu'il paiera souvent moins et qui lui fourniront un travail plus suivi. Bien que, le plus souvent, le départ de l'ouvrier français pour ces courtes périodes ne vienne pas rompre son engagement avec le patron, nos législateurs ont pensé qu'il était bon de régler la matière par un texte de loi.

De là, toute une série de propositions ayant pour objet

de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de vingt-huit ou treize jours.

Dès le 28 novembre 1895, une proposition dans ce sens fut présentée à la Chambre par M. Coutant (Ch., doc. parl., n° 1622, *J. O.*, p. 1491). Pareille proposition fut reprise le 5 novembre 1897 et présentée par MM. Ernest Roche et le Senne, députés (Ch., doc. parl., n° 2774, *J. O.*, p. 97). L'examen de cette proposition fut renvoyé à la Commission du travail. Après discussion et adoption par la Chambre le 25 mars 1898, la proposition fut transmise au Sénat le 29 mars 1898 (Sén., doc. parl., n° 173, *J. O.*, p. 360). A la suite du rapport de M. Volland, le 28 juin 1898 (Doc. parl., n° 275, *J. O.*, p. 505), l'urgence fut déclarée, et la proposition adoptée par la haute Assemblée le 8 juillet 1898. Après de nombreuses allées et venues de la Chambre au Sénat et à la Commission du travail¹, la proposition, discutée et adoptée par la Chambre le 15 novembre 1900, faisait en dernier lieu retour au Sénat le 19 novembre de la même année (Doc. parl., n° 353).

Voyons maintenant quelles sont les dispositions prises par nos législateurs sur la matière.

En matière de louage de services, si un employé ou un ouvrier est appelé sous les drapeaux comme réserviste ou

¹ Retour à la Chambre le 12 juillet 1898 (Doc. parl., n° 244, *J. O.* p. 1408), renvoi à la Commission du travail. Rapport Odilon-Barrot, 18 nov. 1898 (Doc. parl., n° 381). Discussion et adoption le 25 nov. 1898. Retour au Sénat, 29 novembre 1898 (Doc. parl., n° 338). Rapport Strauss, 19 janvier 1899 (Doc. parl., n° 8). Discussion et adoption les 2 et 4 février 1899. Retour à la Chambre le 28 février 1899 (Doc. parl., n° 770). Renvoi à la Commission du travail. Rapport Odilon-Barrot, 3 juillet 1899 (Doc. parl., n° 1106).

territorial pour une période d'instruction militaire, son contrat ne pourra être rompu à raison de ce fait.

Une sanction est attachée à l'inobservation de ces prescriptions.

L'ouvrier congédié aura droit à des dommages-intérêts, qui seront arbitrés par le juge, conformément aux indications de l'article 1780 du Code civil; toutefois, si l'employé ou l'ouvrier a travaillé depuis au moins un mois dans l'atelier ou le magasin, cette indemnité ne pourra être inférieure aux appointements de deux mois pour l'employé et au salaire d'un mois pour l'ouvrier.

Bien que cette loi doive avoir fort peu d'applications dans la pratique, car, ainsi que le faisait remarquer M. Odilon Barrot dans son rapport du 3 juillet 1899, il est peu de patrons assez inhumains pour renvoyer leurs ouvriers ou employés à propos d'une période d'instruction militaire, nous ne pouvons qu'approuver de pareilles dispositions. Plus encore au moment de ses vingt-huit ou treize jours qu'à l'époque de son service actif, l'ouvrier a besoin de son salaire assuré. A ce moment en effet, il peut déjà être père d'une famille assez nombreuse, pour qu'aux dépenses occasionnées par les périodes militaires ne vienne pas se joindre le manque de travail. Enfin, le patron sera retenu de remplacer l'ouvrier momentanément absent par un étranger qu'il garderait à la place de celui-ci.

La vie en commun entre ouvriers français et étrangers n'est pas toujours sans complications. On a vu souvent des Français vouloir se débarrasser de ces concurrents, même au besoin par la violence. Des discussions fréquentes s'élèvent entre individus de nationalités différentes, parfois suivies d'effusion de sang.

C'est surtout avec les Italiens que les rixes sont nom-

breuses. Chacun sait combien les habitants de la Péninsule ont le couteau facile. De là ces batailles parfois sanglantes, dont presque chaque jour nos journaux nous font le récit.

Il y a quelques années, en 1893, éclatait à Aigues-Mortes une querelle entre les ouvriers français et les ouvriers italiens occupés par la Compagnie des Salins du Midi. L'affaire ne tardait pas à se transformer en une véritable bataille : un certain nombre de Français furent blessés, 7 Italiens furent tués et 26 reçurent des blessures plus ou moins graves. A qui revenait la première responsabilité du conflit ? C'est un point qui n'a jamais été parfaitement éclairci. Quoi qu'il en soit, il semble bien que la cause originaire des désordres était le fait que la Compagnie employait 350 Italiens et seulement 150 Français¹. Dans cet incident, il se mêla quelque peu de politique. Le maire d'Aigues-Mortes ayant publié un manifeste dans lequel il annonçait que la Compagnie des Salins du Midi avait décidé de retirer tout travail aux ouvriers italiens, et l'ambassadeur d'Italie ayant exigé la révocation immédiate du maire, le Gouvernement français, à la veille des élections législatives, n'osa pas révoquer le maire. La démission du maire ne fut acceptée qu'après les élections. Et ainsi fut clos l'incident.

Si nous avons insisté quelque peu sur cette affaire, qui a fait beaucoup de bruit dans son temps, c'est que nous voulions montrer combien souvent est dangereux chez nous ce voisinage d'ouvriers étrangers, que les ouvriers français regardent d'un mauvais œil.

L'étranger qui vient chez nous n'y trouve pas toujours

¹ Voir la *Revue générale de Droit int. public*, 1894, p. 171.

du travail, et la misère, qui l'a chassé de chez lui, le poursuit en France. Cet étranger tombe alors à la charge de l'Assistance publique.

Un recensement fait à Paris en 1883 nous montre que 3167 chefs de ménage, d'origine étrangère, étaient secourus par le Bureau de bienfaisance¹. En 1890, ce nombre était descendu à 2739 ménages étrangers. Ces 2739 ménages représentent environ 7000 personnes, ou $3\frac{1}{2}$ pour 100 de la population étrangère de la France. On sait qu'il y a plus de 1.000.000 d'étrangers dans notre pays. C'est donc, en appliquant la même proportion à la France entière, près de 40.000 personnes secourues par l'Assistance publique. C'est là une charge bien lourde. Sans doute, notre pays a un vieux renom d'hospitalité, il serait dommage qu'il le perdît. Mais il nous semble que l'assistance, comme la charité, est chose surtout nationale. Nous avons déjà beaucoup de Français pauvres à secourir, et c'est un sentiment assez naturel que de regretter de les frustrer d'un argent qui va à des étrangers.

De même, l'Hospitalité de nuit recueille chaque année bon nombre d'étrangers sans abri. De 1878 à 1888, elle a reçu 17.197 Allemands, 15.494 Belges, 7412 Suisses, 4371 Italiens et 6676 autres étrangers. En 1888, 4756 Allemands, 2689 Belges, 1226 Suisses, 441 Italiens et 822 autres étrangers.

Plus spécialement pour Lyon, si nous jetons un regard sur le rapport de l'œuvre de l'Hospitalité de nuit pour l'année 1899, un tableau récapitulatif par nationalité nous donne le nombre d'hommes admis à l'Asile depuis

¹ Société d'E. p. de Lyon, 1894.

le 15 janvier 1881. Les Suisses y sont les plus nombreux : 8522 depuis 1881. Puis viennent les Alsaciens-Lorrains, au nombre de 4279; les Italiens, 4237, etc..., et des étrangers de toutes nationalités, formant un total, en moins de dix ans, de 24.367 étrangers. Pour la seule année 1899, la moyenne des nuits est de : 5738 Français, soit 87,2 pour 100, et 848 étrangers, soit 12,8 pour 100.

Le même rapport nous donne, pour l'année 1899, le nombre d'étrangers femmes et enfants. En face de 981 Françaises, il y a 153 étrangères, dont : Alsaciennes 40, Allemandes 14, Italiennes 31, Suissesses 47.

Il est un autre danger économique que signalent les adversaires de la pénétration étrangère. Il fait, pour ainsi dire, pendant au danger politique d'espionnage que nous signalions.

En admettant des étrangers dans nos usines, nos fabriques, nous mettons sous leurs yeux des procédés peut-être inconnus dans leur pays. Ils seront forcément initiés à ces secrets, et, s'ils retournent chez eux, ils s'empres seront de faire profiter leur industrie nationale de ces avantages.

Il y a, par exemple, la foule des jeunes gens allemands des deux sexes qui vont faire, comme autrefois les compagnons des corporations industrielles, et pour le même motif, leur tour de France et même d'Europe. A Genève, ils s'intitulent *volontaires*. Ils travaillent pour rien ou pour peu de chose, parce qu'ils travaillent surtout pour apprendre. Ce sont des apprentis. Notre industrie est leur école. Ils repartent après avoir pénétré nos secrets. Ils vont porter nos procédés à cette concurrence redoutable qui nous tient tête et qui même, sur plus d'un point, menace de nous mettre en échec. L'industrie fran-

caise paie donc très cher les menus profits de tel ou tel patron¹.

A l'appui de sa thèse, M. Pradon nous cite l'industrie de l'ameublement en Allemagne. C'est presque exclusivement parmi les ouvriers allemands des fabriques du faubourg Saint-Antoine que cette industrie a recruté son personnel.

On peut donc dire que le patron, comme l'ouvrier, souffre de cette collaboration de l'ouvrier étranger ; elle tend à faire baisser les salaires ou, du moins, les empêche de monter, et forme des soldats pour la concurrence étrangère.

Il est aussi un inconvénient sérieux résultant de l'emploi des travailleurs étrangers, que nous tenons à signaler. Il peut se faire qu'un Etat étranger se serve de ses nationaux, travaillant chez nous, pour y fomenter des grèves ou les prolonger. Il en fait des agents chargés de détourner, au profit de son industrie, les travaux confiés aux industries similaires en France. Il y a là un véritable danger pour notre industrie nationale.

¹ Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés, du 26 novembre 1885. — Proposition de loi Pradon.

CHAPITRE

LA QUESTION DES ÉTRANGERS DEVANT LE PARLEMENT

Se faisant le plus souvent l'écho des revendications ouvrières, nos législateurs se sont à maintes reprises, dans ces dernières années, occupés de la question des étrangers. Sur ce sujet, il y a abondance de propositions de lois. Toutes sont inspirées d'une idée protectionniste du travail national contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère en France. A les étudier dans leur ordre chronologique, on risquerait de tomber dans une grande confusion.

Ce que demandent nos députés, c'est l'établissement d'une taxe sur les étrangers en France, taxe de protection ou compensatrice, ou représentative de la taxe militaire. Parmi les propositions déposées, nous distinguerons deux classes, selon que cette taxe pèserait sur l'ouvrier étranger lui-même ou qu'elle serait à la charge du patron ou employeur d'étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Taxe payable par l'étranger même.

1^o *Proposition Pradon (1885).* — Cette proposition, précédée d'un rapport très étudié sur les inconvénients de l'immigration, est ainsi conçue :

Art. 1. — Tout étranger, résidant en France, paiera une taxe de séjour de 18 fr. par an.

Cette taxe sera réduite à 6 fr. pour les ouvriers travaillant à la journée et autres gens de service.

Sont dispensés de la taxe, la femme de l'étranger et ses enfants mineurs vivant avec lui en ménage commun, et n'exerçant pour leur compte aucune industrie ou profession.

Art. 2. — L'étranger, qui ne se serait pas fait inscrire, dans les deux mois de son arrivée, sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de la commune de sa résidence, sera inscrit d'office ; et cette inscription rétroagira jusqu'au jour de l'arrivée de l'étranger, qui paiera double taxe pendant la première année de son séjour.

Art. 3. — L'étranger né en France, et n'ayant pas réclamé la qualité de Français dans l'année de sa majorité, paiera, du jour de sa majorité, la taxe entière triplée, soit 54 fr., sans bénéficier, le cas échéant, de la réduction portée à l'article 1^{er} en faveur des ouvriers travaillant à la journée et autres gens de service.

Art. 4. — La taxe de séjour bénéficiera pour un tiers à la commune de la résidence et pour les deux autres tiers à l'État.

2° *Proposition Thiessé (1885)*. — M. Thiessé demande lui aussi qu'on taxe les ouvriers étrangers, mais seulement ceux embauchés pour des travaux autres que les travaux agricoles. Le montant de la taxe serait fixé suivant le salaire de chaque profession, et d'après des tarifs arrêtés chaque année par la loi de finances.

3° *Proposition Castelin (1889)*. — C'est une déclara-

tion, renouvelée tous les ans, que M. Castelin impose aux étrangers. Cette déclaration équivaldrait à une taxe, puisque le récépissé délivré serait frappé d'une taxe, dont le montant serait fixé chaque année par décret.

M. Castelin proposait en outre d'assujétir les étrangers à la taxe militaire (*J. O.* du 18 janvier 1890. Annexes, p. 124, n° 63).

4° *Proposition Lalou (1889).* — Cette proposition est plus rigoureuse encore que les précédentes. Elle tend à établir toute une série de taxes, dont une est à la charge du patron. (*J. O.* du 16 février 1890. Annexes p. 207).

Voici les taxes que M. Lalou demandait qu'on imposât aux étrangers :

- 1° 24 fr. par an, par étranger établi en France ;
- 2° Taxe militaire étendue aux étrangers de 21 à 45 ans.
- 3° 50 fr. par an, par ouvrier ou employé étranger, cette dernière taxe à la charge du patron.

5° *Proposition Thellier de Poncheville (1892).* — M. Thellier de Poncheville demande sur les étrangers l'établissement d'une taxe représentative de la taxe militaire.

L'étranger sera tenu, dans les trois mois de sa majorité s'il est en France, ou dans les trois mois de son arrivée, s'il est majeur, de déclarer s'il entend se soumettre aux obligations de la loi militaire.

En cas de refus, il sera astreint à la taxe militaire instituée par la loi de 1889.

En outre, s'il exerce en France une profession salariée ou patentée, il payera une taxe supplémentaire pendant tout le temps que les hommes de la classe à laquelle il appartient par son âge passeront sous les drapeaux, soit

pour y faire leur service actif, soit pendant les périodes de mobilisation et d'instruction. Cette taxe sera égale, pour les étrangers salariés ou appointés, à 4% du salaire ou des appointements, et pour les patentés, au montant, en principal, de leur patente.

Seront exempts de la taxe ceux qui prouveront avoir satisfait aux obligations militaires dans leur pays d'origine.

Le produit de la taxe serait affecté à des indemnités qui seraient payées, tant aux familles les plus nécessiteuses des hommes appelés sous les drapeaux, qu'à ceux de ces hommes, qui, à leur retour dans leurs foyers, justifieront qu'ils ont été remplacés, dans leur travail ou leur emploi, par un étranger, et qu'ils n'ont pu recouvrer cet emploi.

6° *Proposition Brice et Chapuis (1893).* — D'après cette proposition, les employés et ouvriers étrangers, admis ou non à domicile, seront soumis à une taxe mensuelle de 5 francs, recouvrable par les percepteurs, sous la responsabilité des patrons, d'après l'état des étrangers, dont le préfet devra donner communication aux directeurs des contributions directes. Pour les femmes, la taxe sera réduite de moitié.

Les sommes ainsi recouvrées seront déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations, en attendant qu'elles puissent être versées à la Caisse nationale de secours, de retraite et de prévoyance, et portées au compte des ouvriers, au prorata de leurs versements individuels.

7° *Proposition de Montfort, Desjardins (13 déc. 1898).* — Cette proposition, plus intéressante parce qu'elle est plus près de nous, tend à assujétir les étrangers résidant en

France, au paiement : 1° De la taxe militaire établie par la loi du 15 juillet 1889 ; 2° d'une taxe supplémentaire. Le montant de cette taxe nous est donné par l'article 3. « Cette taxe supplémentaire sera égale, pour les étrangers salariés ou appointés, à 3 pour 100 du salaire ou des appointements ; pour les patentés, au montant du principal de leur patente, et pour ceux qui ne sont ni salariés ni patentés, à 30 pour 100 de leur contribution personnelle mobilière. Elle sera exigible par mois, et calculée au prorata du temps de service dont l'étranger se trouve dispensé.

Quant à l'emploi du produit de cette taxe, il nous est indiqué par l'article 4 : « Le produit de la taxe supplémentaire sera affecté, dans chaque arrondissement, à des indemnités qui devront être allouées aux familles les plus nécessiteuses des hommes appelés sous les drapeaux. »

SECTION II

Taxe payable par l'employeur d'étrangers.

Les auteurs des propositions de lois que nous allons maintenant étudier, cherchent à atteindre, non plus l'étranger lui-même, mais celui qui l'emploie, comme ouvrier surtout.

1° *Proposition Steenakers (1886)*. — La taxe proposée serait demandée à toute personne employant des étrangers à un titre quelconque.

Le montant de cette taxe serait de :

1° 10 centimes par jour et par personne employée, ou 5 pour 100 de l'appointement mensuel ;

2° Double pour les personnes étrangères employées par des concessionnaires de travaux publics.

On voit que, dans sa seconde partie, la proposition vise un point spécial. L'auteur de cette proposition a voulu empêcher l'emploi large et fréquent d'étrangers pour certains travaux publics dont le caractère pénible détourne les ouvriers français ; nous en reparlerons plus loin.

2° *Proposition Marcherez-Deville (1889).*— Cette proposition tend à imposer, à la charge de toute personne employant des étrangers, une taxe annuelle variant de 24 à 48 francs.

3° *Proposition Brincard (1889).* — Cette proposition est remarquable par son originalité (*J. O.* du 27 février 1890. — Annexes p. 254).

D'après M. Brincard : il y aura pour les étrangers un livret sur lequel seront notés les emplois successifs de ces étrangers, ainsi que les salaires à eux payés. Ce livret sera visé tous les six mois à la mairie. Les employeurs paieront une taxe égale à 5 pour 100 du salaire journalier.

A vingt et un ans, et c'est là le caractère curieux de la proposition, l'étranger résidant en France ferait trois ans de service dans la légion étrangère, sauf s'il prouve qu'il a servi dans son pays.

En 1893 (*Ch., Doc. parl., n° 190*) M. Brincard devait reprendre sa proposition de loi, quelque peu modifiée. Il n'y est plus question du service militaire effectif pour les étrangers résidants : il sera remplacé par le paiement de la taxe militaire, Il n'est plus question non plus du livret.

Voici d'ailleurs l'énoncé de cette proposition.

Article 1^{er}. — Tout étranger, immatriculé conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1893, sera, de vingt et un à quarante-cinq ans, soumis

taxe militaire fixe, mentionnée au § 3 de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889.

Article 2. — Toute personne employant des étrangers, à quelque titre que ce soit, devra en faire la déclaration à la mairie de sa résidence, et payer une taxe de 5 pour 100 du salaire journalier de ces étrangers. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de la déclaration et le mode de paiement de ladite taxe.

Et l'auteur de la proposition pose des sanctions à ce paiement. D'après l'article 3 : « Tout contrevenant aux susdites propositions sera passible d'une amende de 50 à 200 francs. En cas de récidive l'amende pourra être portée au double, et le contrevenant être passible de l'emprisonnement de simple police. »

Enfin, dans l'article 4 se trouve indiqué l'emploi du revenu de la taxe : « Le produit des taxes et des amendes prévues par la loi sera attribué, pour un tiers à la caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger, et pour les deux tiers aux caisses de retraites, sociétés de secours mutuels ou autres institutions de prévoyance ou d'assistance dûment autorisées. »

La proposition de M. Brincard devait être reprise lors de la discussion de la loi du 8 août 1893. M. Gauthier de Clagny demanda à nouveau que toute personne employant des étrangers fût astreinte à faire une déclaration, et assujettie à une taxe de 5 pour 100 des salaires payés à chaque étranger par elle employé.

Proposition Dumonteil (1893). — Pour l'auteur de cette proposition, la taxe par personne étrangère employée sera de 1 fr. 25 par semaine. Cette taxe serait perçue par les soins de l'administration des contributions indirectes.

Certaines propositions n'entrent pas dans le cadre de notre division. Leurs auteurs, sans réclamer l'établissement d'une taxe, demandent une surveillance plus étroite des étrangers en France. On peut citer, dans ce but, la proposition de M. Paulin Méry du 24 novembre 1896 (Ch., doc. parl., n° 2132). D'après cette proposition, « les étrangers résidant en France sont soumis à l'autorisation de séjour, lorsqu'ils viennent y exercer une profession quelconque, ou quand leur résidence doit durer plus d'un mois. Cette autorisation est accordée par le maire de la commune de la résidence. Elle doit être renouvelée tous les six mois. Elle peut être retirée à tout moment, par décision du Conseil municipal de la commune, ou dans les cas spéciaux, et en dehors des réunions normales des Conseils municipaux, par décision du maire de la commune, responsable uniquement devant son Conseil municipal. Le délai de départ ne peut être inférieur à huit jours, à moins de circonstances exceptionnelles. » (Art. 2.)

Sans cette autorisation régulière de séjour, il est interdit d'employer des étrangers, et l'article 2 nous dit que « tout patron qui violerait la présente loi serait passible d'une amende de 250 à 1000 francs par chaque contravention ».

Tout étranger arrivant dans une commune pour y exercer une profession quelconque, ou pour y séjourner au moins un mois, devra donc, dans les huit jours de son arrivée, faire à la mairie une déclaration de résidence et demander une autorisation de séjour. Il devra justifier de son identité. Il sera tenu à cet effet à la mairie un registre suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel. Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant. Lorsque

l'autorisation de séjour sera accordée, un certificat sera remis au bénéficiaire, dans la forme des actes de l'état civil, et moyennant la perception des mêmes droits fiscaux et d'un droit communal de 1 franc.

Voyons quelles sont les sanctions à ces formalités. Nous les trouvons dans l'article 5 : « L'étranger, y est-il dit, qui n'aura pas rempli les prescriptions édictées par la présente loi, dans le délai déterminé, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, celui qui aura sciemment fait une déclaration fausse ou incorrecte, sera passible d'une amende de 50 à 500 francs, et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

Comme M. Brincard, M. Paulin Méry est partisan du livret pour l'étranger : « Tout étranger, dit-il, arrivant en France, recevra, à la mairie de la commune où il fera sa première déclaration de résidence, un livret spécial. Il devra faire viser ce livret, à son arrivée et à son départ, à la mairie de chaque commune où il se sera présenté ou bien où il aura résidé.

Enfin M. Paulin Méry refuse l'accès de la France à une certaine catégorie peu sûre d'étrangers et qui échappe à la surveillance étroite qu'il désire : « Toute profession ambulante, ou ne nécessitant pas de domicile fixe, est interdite aux étrangers. »

M. Marius Martin, dans une proposition de loi, veut décharger l'assistance publique du soin des étrangers indigents. C'est le patron qu'il rend responsable des frais occasionnés par ces étrangers malheureux : « L'assistance publique à Paris, les communes et les départements dans le reste de la France, auront le droit de poursuivre, contre tout employeur, le remboursement des sommes dépensées

pour l'hospitalisation, l'assistance, ou tout autre secours distribué à l'étranger indigent. » Et l'auteur de notre proposition de loi expliquait à la Chambre que certains patrons employaient de préférence des étrangers, parce que en cas d'accident, il les envoyaient à l'hôpital et n'avaient pas la charge de subvenir aux besoins de leurs familles. Nous verrons plus loin, en étudiant la loi de 1898 sur la responsabilité des accidents, dans ses dispositions relatives aux ouvriers étrangers, ce que cela peut avoir de vrai actuellement.

Cette responsabilité du patron provient, pour M. Marius Martin, de la déclaration que toute personne employant des étrangers est tenue de faire à la mairie de la commune où l'étranger est employé, selon la prescription de la loi proposée.

Certaines propositions ont un caractère plus spécial et ne visent qu'une catégorie d'étrangers. C'est ainsi qu'en 1893 M. Lacretelle demande l'établissement d'une taxe de 50 francs sur les domestiques étrangers.

D'autres, et nous en avons déjà dit un mot plus haut, demandent qu'on réglemente d'une façon sévère l'emploi des ouvriers étrangers dans l'exécution des travaux publics. Quelques propositions sont même radicales sur ce point. C'est ainsi qu'en 1883, M. Pally désirait qu'il fût introduit dans les marchés de travaux publics passés par l'État, les départements ou les communes, une clause stipulant que les entrepreneurs ne pourraient employer que des ouvriers français.

Sans exiger l'exclusion absolue de ces travaux des ouvriers étrangers, certains ont réclamé qu'une loi vînt en limiter le nombre. Telle est l'idée exprimée dans les propositions de MM. Vaillant, 27 juin 1898 (Doc. parl.,

n° 116. *J. O.*, p. 1279), Castelin, du 13 nov. 1898 (Doc. parl., n° 383. *J. O.*, p. 338), ainsi que de MM. Dansette, 13 juin 1898 (Doc. parl., n° 27. *J. O.*, p. 1418), et Holtz, 4 nov. 1898 (Doc. parl., n° 301, *J. O.*, p. 114). Ces propositions tendent à réduire, dans les travaux publics, le nombre des ouvriers étrangers à un maximum, variable selon les circonstances et la nature des travaux, quelques-unes même fixent à 1/10 cette proportion des étrangers au nombre total des ouvriers.

Toutes ces propositions commençaient d'être discutées à la Chambre, et M. Baudin, dans la séance de la Chambre du 3 mars 1899, après s'en être inspiré, déposait une proposition nouvelle dans ce sens (*J. O.*, Ch., Doc. parl. 1899, p. 839), lorsque M. Millerand, ministre du commerce, vint, par décrets du 10 août de la même année, donner une solution à la question. Nous ferons plus loin (chap. v) l'étude de ces décrets.

Disons enfin que, dans le même esprit de protection, M. Lyon-Allemand faisait adopter par le Conseil municipal de Paris, en 1886, une proposition demandant le renvoi de tous les sujets allemands employés dans les services de la ville de Paris et de la préfecture de la Seine.

SECTION III

Motifs et appréciation de ces propositions de lois.

Nous avons montré plus haut les inconvénients de l'immigration (chap. III). Ces inconvénients ont vivement frappé nos législateurs. Ils considèrent la pénétration des étrangers chez nous comme un péril national : « L'invasion des étrangers, déjà très forte sous le second empire, nous

dit M. Lalou¹, a pris, depuis 1871, des proportions telles qu'elle n'est plus seulement comme autrefois, une gêne, mais une menace, un danger véritable, contre lequel il n'est que temps de prendre des mesures énergiques. » Et ils invoquent contre l'étranger tous les griefs que nous avons signalés. Pour eux, l'étranger en France est dans une position meilleure que celle du Français. Exempt des charges du service militaire, le plus souvent sans famille, il se contente de salaires inférieurs et empêche ainsi la hausse des salaires. Il est un élément de trouble par son inconduite et sa criminalité, enfin, tombé dans la misère ou malade, il est à la charge de l'assistance publique.

Ce qu'il y a au fond de tous les projets que nous avons examinés, c'est une idée protectionniste. Leurs auteurs désirent sans doute aussi l'établissement de mesures de police contre l'étranger, mais ils demandent surtout la protection du travailleur français. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les titres des propositions elles-mêmes. Les mots « protection du travail national » se trouvent dans presque tous².

Il paraît logique de protéger le travailleur français, comme on protège le produit de son travail : « Les ouvriers français sont électeurs, ils sont las d'entendre parler de la protection au profit des industriels et des propriétaires, ils veulent aussi qu'on les protège eux-mêmes.

« Si le tissu national, le fer national, le blé national, le mouton national, doivent être l'objet de faveurs, pourquoi l'ouvrier national ne serait-il pas protégé lui aussi contre les concurrents du dehors³? » Cette protection de

¹ Exposé de la proposition Lalou (Chambre, Doc. parl., p. 207).

² Voir les propositions Marcherez, Brincard et autres.

³ *Journal de dr. intern. privé*, année 1888.

l'ouvrier ne serait que de stricte justice. « Une véritable nécessité, dit M. Brincard¹, s'impose de protéger le travail national : nos lois de commerce, toutes conçues dans cet esprit, ne sauraient être mieux complétées que par une protection de l'ouvrier. » N'est-il pas choquant que l'ouvrier, comme consommateur, achète tous les articles dont il a besoin au prix de la protection et qu'il vende son travail au prix du libre-échange?

Forts de ces arguments, nos législateurs se sont demandé comment on pourrait arriver à rendre égale la situation des Français à celle des étrangers jusqu'ici favorisés, et ils ont proposé l'établissement d'une taxe sur les étrangers.

Cette taxe sera imposée ou à l'ouvrier lui-même, comme mesure de protection ou pour remplacer le service militaire qu'il ne fait pas, ou à l'employeur d'étrangers.

A. — **Taxe sur l'ouvrier lui-même.**

Une objection générale qu'on fait à cette taxe, c'est qu'elle fera perdre à la France son vieux renom d'hospitalité.

Nous avons dit que notre pays attirait l'étranger. C'est que ce dernier sait qu'il y rencontrera un bon accueil et qu'il y jouira de beaucoup de liberté. Pouvons-nous aller contre les traditions, et changer nos mœurs? Les partisans de la taxe répondent qu'il faut chercher avant tout l'intérêt du pays : « l'hospitalité n'a jamais, disent-ils, exclu la prudence, et il est hors de doute que, dans de nombreuses circonstances, la présence des étrangers dans notre pays a

¹ Exposé des motifs de la prop. Brincard (30 nov, 1889.)

été non seulement une gêne pour nos nationaux, mais aussi un danger pour la sécurité publique.

En dehors de cette objection toute morale, l'établissement de la taxe se heurte à de grosses difficultés pratiques.

1^o *Taxe de protection.* — Le nom même de cette taxe indique sur qui elle devra peser ; ce sera sur les travailleurs étrangers, contre lesquels elle viendra protéger l'ouvrier français. Mais comment en fixer la quotité, le tant pour cent sur les salaires ? Il y aura lieu de faire des distinctions selon les professions ; on ne demandera pas la même somme à un terrassier qu'à un ouvrier d'art. De plus, dans la même profession, on devra tenir compte du rang qu'y occupe l'étranger : le montant de la taxe variera selon qu'on aura affaire à un contremaître, à un employé ou à un simple ouvrier. Il faudra, comme le propose M. Thiessé, fixer la taxe par catégories, suivant le salaire de chaque profession et d'après des tarifs arrêtés chaque année par la loi de finances. Il y aurait là une source de difficultés sans nombre pour l'établissement et la perception de la taxe.

Et puis cette taxe, la restreindra-t-on à l'ouvrier étranger seul, ou va-t-on l'étendre aussi à sa famille, à sa femme, à ses enfants venus en France avec lui ? Les auteurs de nos propositions de lois n'ont pas été jusque-là. Cependant ils ont décidé que la taxe porterait sur la femme et aussi sur les enfants, lorsqu'ils exerceraient une industrie ou un commerce pour leur compte personnel.

On peut encore objecter contre la taxe sur les ouvriers étrangers que, si elle est élevée, elle éloignera de chez nous un certain nombre d'entre eux, dont nous avons

pourtant besoin, dans l'état actuel de nos mœurs. Il est certain que, pour quelques travaux ou industries, le concours de la main-d'œuvre étrangère nous est indispensable. A moins que les Français ne changent leurs habitudes et leur manière de vivre, il y aura toujours des travaux dont ils ne voudront pas se charger parce qu'ils les trouvent trop pénibles.

De même des ouvriers étrangers sont employés dans l'agriculture, pour les moissons et les vendanges. « Sans leur concours, les moissons, dans beaucoup de cas, resteraient sur pied et les raisins sécheraient sur place. » Cette nécessité de l'emploi de l'étranger pour les travaux des champs, M. Thiessé l'avait comprise. Aussi la taxe par lui proposée (1885) ne devait-elle pas porter sur les ouvriers embauchés pour des travaux agricoles.

Les partisans de la liberté trouvent à la taxe un autre inconvénient. « Quand il y aura une taxe, disent-ils, on ne pourra plus abaisser le prix des salaires et lutter contre la concurrence étrangère. — Ce ne sera pas un grand mal, leur répondent les partisans de la taxe, car cet abaissement, apporté dans les salaires par les ouvriers étrangers, profite à eux seulement ; car « ces étrangers « ne manquent pas, après avoir pris pied, de relever leurs « exigences au fur et à mesure du possible. La baisse n'a « été pour eux qu'un moyen d'évincer des concurrents « qui ne pouvaient pas la subir même momentanément. « Elle n'a plus de raison d'être après l'éviction¹. »

Ce serait évidemment un avantage sérieux de la taxe d'empêcher les salaires de baisser. Mais il faut bien se rendre compte qu'il n'y a pas que l'intérêt de l'ouvrier

¹ Voir l'exposé de la proposition de loi Pradon.

à considérer, mais aussi celui du patron. Or, voilà ce qui pourra arriver par suite de l'établissement de la taxe. Le patron, obligé de payer plus cher les ouvriers étrangers soumis à la taxe, ou de prendre des ouvriers français, ne voudra pas pourtant y perdre. Et alors, de deux choses l'une : ou il pourra augmenter son prix de vente, ou, ne le pouvant pas en face d'un concurrent étranger qui peut faire le même travail à meilleur marché, il se verra forcé de ne plus faire travailler. Dans cette hypothèse, la taxe imaginée pour protéger l'ouvrier national se retournerait en quelque sorte contre lui. Le patron, industriel ou commerçant, se verrait obligé de cesser son industrie ou son commerce, et l'ouvrier français se trouverait sans travail, pour avoir demandé qu'on le protégéât contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Il est un autre danger que présente toute mesure prise chez nous contre les étrangers. Nous voulons parler des représailles de la part des autres nations. Si nous établissons une taxe sur les étrangers qui travaillent en France, les autres pays seront en droit d'en faire peser une aussi sur les Français établis chez eux.

Cet inconvénient, les partisans de la taxe l'ont bien aperçu, mais ils prétendent qu'il n'en faut pas tenir compte. « D'abord, disent-ils, le nombre des Français à l'étranger est de beaucoup inférieur à celui des étrangers en France. Les représailles seraient sans portée d'après eux, car l'ouvrier français n'émigre pas, tandis que les ouvriers étrangers pullulent chez nous et que, suivant l'expression de M. Pierre Richard « la France tend à devenir le pâturage de l'Europe ».

Nous pensons que ce mépris des représailles n'est pas tout à fait justifié. Il y a en effet plus de 500.000 de nos

nationaux établis à l'étranger, tant en Europe que dans d'autres pays du globe¹.

La qualité des Français qui émigrent l'emporte de beaucoup sur celle des étrangers venus en France. Ce sont le plus souvent des commerçants, des industriels, des ingénieurs, qui représentent de gros intérêts. Comme on l'a dit² : « Nos nationaux sont appelés à l'étranger par des entreprises de toutes sortes : travaux publics, ponts, canaux, chemins de fer, mines, carrières, constructions métalliques. Tous ces Français sont, dans une certaine mesure, des pionniers de notre exportation, puisque souvent ils emploient pour leurs travaux des matériaux et des produits français. » Sans doute, il ne faudrait pas leur voir fermées par notre faute les portes des pays étrangers.

Les partisans de la taxe, décidés à ne pas s'effrayer de la réciprocité, reprochent, au contraire, aux Français qui se rendent à l'étranger de nuire aux intérêts de leur pays. « Nombre de Français, disent-ils, résidant à l'étranger, y ont été appelés pour installer des usines ou perfectionner des matériels selon nos procédés, moyen de nouvelle concurrence pour nos produits ; ces Français deviennent, de ce fait, fort peu intéressants. » D'ailleurs, ils ajoutent que le plus souvent ce sont les étrangers eux-mêmes qui entraînent les Français chez eux pour y fon-

¹ Nombre de Français à l'étranger :

Angleterre. . . .	26,600	Suisse	54,000
Allemagne. . . .	24,200	Amérique du Nord	130,000
Belgique	52,000	Afrique. . . .	60,000
Italie	11,000	Etc., etc.	

² Voir le rapport de M. Pey dans le *Bulletin de la Soc. d'éc. pol. de Lyon*, 1893.

der des industries. Parfois ils les font venir à prix d'or. Ils seraient, par suite, peu tentés d'établir une taxe sur des gens qu'ils sont allés chercher eux-mêmes ¹.

Ce qu'il faut reconnaître, c'est qu'une taxe existerait-elle, que nos Français à l'étranger la sentiraient peu, étant gens de condition plus élevée, tandis qu'en France, une taxe, même modique, sera sensible à l'étranger, qui, le plus souvent, est peu fortuné.

Il est une raison, qui, pour quelque temps du moins, s'oppose à l'établissement d'une taxe sur les étrangers.

La France est liée par des traités de commerce avec les principales puissances. Dans ces traités, il est dit que les ressortissants des pays qui ont signé ces conventions, ainsi que ceux appartenant à une nation jouissant en France du traitement de la nation la plus favorisée, ne peuvent, en raison du commerce et de l'industrie qu'ils exercent, être soumis à une taxe que n'acquitteraient pas les ressortissants français.

C'est ainsi que, dans le traité conclu avec la République Sud-Africaine le 10 juillet 1886, nous trouvons la clause suivante : « Les ressortissants des deux pays ne peuvent être tenus d'acquitter des droits autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes. » Ce bénéfice, en vertu du privilège de la nation la plus favorisée, pourra être invoqué par l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne.

Pareille clause se trouve reproduite dans les traités de commerce que nous avons passés avec le Portugal, l'Italie, la Russie, l'Espagne, ainsi que dans le traité d'établissement avec la Suisse.

¹ Exposé de la prop. Paulin Méry, 24 nov. 1896.

Il faudrait donc dénoncer ces traités pour pouvoir appliquer la taxe projetée.

2° *Taxe représentative du service militaire.* — Le service militaire, obligatoire pour tous, est pour beaucoup une lourde charge. Il est assez naturel que l'ouvrier français se plaigne de ce que cette charge ne pèse pas sur l'étranger, qui vient lui faire concurrence. Certains députés ont cru trouver l'équivalent de cet impôt dans la taxe imposée à l'étranger. Quelques-uns même, allant plus loin dans la voie de l'assimilation de l'étranger au national, ont voulu que le service militaire pesât sur l'étranger comme sur le Français.

M. Brincard (1889) proposait qu'à vingt et un ans, l'étranger résidant en France fasse trois années de service dans la légion étrangère, sauf, bien entendu, s'il prouvait qu'il a servi dans son pays.

Cette conception du service militaire imposé à l'étranger en France nous paraît dangereuse et contraire aux intérêts même de notre patrie. « La France, comme on l'a dit très justement, n'a pas à se faire le gendarme des autres nations, obligeant à servir dans son armée ceux qui ne sont pas allés servir leur propre patrie. » Ces étrangers, que l'on forcerait à porter les armes chez nous, pense-t-on que ce seraient de bons soldats ?

Et puis, le but du service militaire est de préparer à faire la guerre. Or, qu'arriverait-il ? Un étranger, soumis en France au service militaire, y a été exercé au métier des armes. Un jour la guerre vient à éclater entre la France et le pays d'origine de cet étranger. Ce dernier retourne dans sa patrie se battre aux côtés de ses compa-

triotés. Il va se servir de son instruction militaire contre le pays même qui la lui a donnée.

Il serait, croyons-nous, dangereux d'introduire un élément étranger dans nos armées. Ces étrangers deviendraient vite des espions; ils chercheraient à pénétrer les secrets de notre défense nationale et leur nouvelle position leur faciliterait singulièrement ce rôle odieux.

Remplacer l'obligation du service militaire par une taxe, nous paraît peu logique et difficilement praticable.

Tout d'abord, on semble se faire du service militaire une conception peu juste, quand on le considère seulement comme une charge. C'est une charge, sans doute, mais c'est surtout un honneur, et nous croyons, nous aussi « qu'on rabaisse singulièrement l'obligation du service en prétendant la compenser par une taxe, surtout dans un pays où le remplacement n'est pas admis, où l'on ne vend ni n'achète plus d'hommes ¹ ».

Par la taxe imposée aux étrangers on tendrait à assimiler ces derniers aux Français au point de vue de l'obligation. Mais ne voit-on pas ce qu'il y aurait de choquant à imposer les étrangers pour une chose qu'on leur défend ?

Et puis, le principe de la taxe admis, comment l'établira-t-on ? Il faudrait proportionner le montant de la taxe au temps de l'exemption. Force sera d'entrer dans le détail minutieux des législations étrangères, concernant le service militaire. Il faudra tenir compte du temps que l'étranger aura pu servir dans sa patrie, et ne le taxer que pour le temps qu'il lui faudrait accomplir pour se confor-

¹ *Journal des Economistes*, année 1888, t. II.

mer à la loi française. Il y aura là des calculs bien compliqués.

Enfin, pour la taxe militaire à imposer aux étrangers, comme pour la taxe de protection, des traités internationaux sont là, qui s'opposent actuellement à l'établissement de cette taxe.

C'est ainsi que, dans le traité d'établissement avec la Suisse, nous relevons l'article suivant : « Les ressortissants de l'un des deux Etats, établis dans l'autre, ne seront pas atteints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie ; ils seront également exempts de tout service, soit dans la garde nationale, soit dans les milices municipales. »

Pareille clause, en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, pourrait être invoquée par l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique.

Pour toutes les raisons que nous venons d'indiquer, nous croyons devoir rejeter la taxe imposée à l'étranger comme équivalent du service militaire.

B. — **Taxe sur l'Employeur.**

Nous ne dirons ici qu'un mot de cette taxe, dont l'établissement a été proposé par plusieurs de nos législateurs, nous réservant d'en parler plus en détail dans notre conclusion.

Nous pensons que, appliquée avec certains tempéraments que nous indiquerons, elle peut constituer un moyen pratique et efficace de lutter contre l'immigration.

Il n'y aurait pas pour cette taxe, comme pour celle pesant directement sur l'étranger, de difficultés provenant des traités. Que serait-ce autre chose, en effet, qu'un

impôt nouveau établi sur nos nationaux? Or, en cette matière, nous sommes maîtres chez nous et avons pleine liberté d'action.

De plus, on ne pourrait pas dire que cet impôt a quelque chose de vexatoire, puisqu'il serait purement facultatif. Le patron, pour ne pas y être soumis, n'aurait qu'à ne pas employer d'étrangers. Si, malgré la taxe nouvelle, il continuait à avoir des étrangers chez lui, c'est qu'il y trouverait encore son avantage¹.

¹ Pour ce qui est du livret que certains voudraient rendre obligatoire pour l'ouvrier étranger (voir prop. Brincard), il aurait sans doute l'avantage de fournir un document sur l'étranger et ses engagements antérieurs. Nous ne pensons pas pourtant qu'il soit opportun de l'établir, après la suppression de ce même livret pour l'ouvrier français. Rappelons, en effet, qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1890, « sont abrogées la loi du 22 juin 1854 et toutes les autres dispositions de lois ou décrets relatifs aux livrets ouvriers ».

CHAPITRE V

L'IMMIGRATION ET LA LOI FRANÇAISE

Rejetant comme vexatoire et contraire à nos intérêts la taxe sur les étrangers, notre législation contient cependant des dispositions concernant l'immigration. Ces dispositions ont rapport à trois ordres différents d'idées.

Les étrangers qui viennent chez nous peuvent garder leur qualité d'étrangers ; la loi les soumet alors à des mesures de police et de surveillance. Parfois aussi la présence de ces étrangers, ou de certains d'entre eux, peut être dangereuse pour notre pays : de là les lois d'expulsion. Enfin, on peut s'assimiler cet élément étranger par la naturalisation.

SECTION PREMIÈRE

Mesures de police concernant l'étranger.

La campagne menée depuis 1884, dans la presse et au Parlement, eut pour résultat le décret du 2 octobre 1888, décret rendu sur la proposition de M. Floquet, alors ministre de l'intérieur.

Aux termes de l'article premier : « Tout étranger, non admis à domicile, qui se proposera d'établir sa résidence en France, devra, dans le délai de quinze jours, à partir

de son arrivée, faire à la mairie de la commune où il voudra fixer cette résidence, une déclaration énonçant : ses noms et prénoms, les noms de ses père et mère, sa nationalité, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de son dernier domicile, sa profession ou ses moyens d'existence, le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs, lorsqu'il sera accompagné par eux. Il devra produire toutes pièces justificatives à l'appui de sa déclaration. En cas de changement de domicile, l'étranger devait, d'après l'article 3, renouveler sa déclaration devant le maire de sa nouvelle résidence.

Les infractions aux formalités édictées par ce décret étaient punies des peines de simple police, sans préjudice du droit d'expulsion appartenant au Ministre de l'intérieur.

Comme on le voit, ce décret tendait uniquement à établir l'identité des étrangers sur notre sol ; son but, disait le Ministre de l'intérieur, est « de mettre l'Administration à même de connaître les conditions dans lesquelles se produit l'établissement sur notre territoire des personnes ou des familles venues de l'étranger ». L'idée de protection du travail national, de lutte contre l'immigration, objet des propositions que nous avons examinées plus haut, ne s'y rencontrait pas.

Ce que ce décret avait de particulier, c'est qu'il ne visait qu'une catégorie d'étrangers. La réglementation qu'il imposait ne s'appliquait qu'aux étrangers qui se sont définitivement fixés en France ou qui s'y établissent dans l'intention d'y faire un séjour prolongé.

C'est ainsi, qu'en vertu de ce décret, n'étaient pas soumis à la déclaration :

1° Les étrangers domiciliés, mais qui manifestent le désir de partir à court délai ;

2^o Les ouvriers étrangers, embauchés par un entrepreneur pour une durée déterminée, ou ceux qui viennent en France d'une saison à l'autre ;

3^o Les ambulants et les nomades, qui ne font que traverser la commune sans s'y fixer.

Ce caractère même de particularisme rendait le décret d'une application souvent difficile. Comment reconnaître par exemple qu'un étranger, venu en France pour ses affaires, y est « momentanément de passage », ou « a la pensée de faire un séjour prolongé » ?

De plus, où le décret manque son effet, c'est lorsqu'il exempte de la déclaration les nomades. Ce sont là souvent les gens les plus dangereux.

Enfin, ce qui manque surtout au décret de 1888, c'est une sanction sérieuse. La répression consiste en des peines de simple police, de 1 à 5 francs d'amende, qui, d'ailleurs, seront difficilement recouvrées sur des gens le plus souvent insolubles, et qui échapperont aux recherches en changeant de commune.

L'expulsion dont parle aussi le décret, comment pourra-t-elle avoir lieu contre des individus dont on ignore le nom ainsi que le lieu de refuge ?

Pour toutes les raisons que nous venons d'exposer, le décret de 1888 était loin de donner satisfaction à ceux qui demandaient une protection efficace contre l'immigration étrangère. Aussi, avons-nous vu de nombreuses propositions de lois postérieures à ce décret. Ces propositions tendaient toutes : 1^o à établir par une déclaration l'état civil exact de l'étranger en France ; 2^o à protéger le travail national par une taxe mise sur la main-d'œuvre étrangère (propositions de MM. Castelin, Lalou, Marcherez, Deville, Brincard et Haussmann, précitées).

Sur rapport sommaire de M. Maxime Lecomte, ces propositions de lois furent prises en considération le 30 janvier 1890. Le 2 avril 1892, M. Turrel déposait le rapport de la Commission qui les avait examinées¹. Ce rapport commençait par reconnaître l'insuffisance du décret de 1888. Mais, des propositions prises en considération, il rejetait une des parties, la taxe, comme contraire à la liberté du travail et difficile à appliquer. Le but poursuivi était donc le même qu'en 1888, à savoir d'établir l'identité des étrangers en France. A cet effet, d'après le rapport de M. Turrel, tout étranger arrivant dans une commune pour s'y installer, d'une façon temporaire ou définitive, devait faire à la mairie une déclaration de résidence. Cette déclaration était inscrite sur un registre dont extrait était délivré, non plus gratuitement, comme d'après le décret de 1888, mais moyennant la perception des droits des actes de l'état civil et un droit communal de 1 franc. L'étranger, qui change de commune, doit faire voir son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée.

La sanction de la non déclaration, ou d'une déclaration fausse ou inexacte, était une amende de 50 à 100 francs, avec, dans certains cas de récidive, interdiction du territoire français. Toute personne recevant ou employant un étranger, devait, sous peine de 50 à 200 francs d'amende, lui faire remplir un questionnaire. Enfin, quiconque employait un étranger non muni du certificat d'immatriculation, devait payer de 25 à 200 francs.

Le projet de la Commission avait, comme on le voit, plus d'extension que le décret de 1888. Tandis que ce

¹ Ch. dép., annexe n° 2042.

décret ne visait qu'une catégorie d'étrangers (ceux qui ont l'intention de s'établir définitivement en France), le projet de 1899 étendait ses prescriptions à tous les étrangers venant sur notre sol, avec ou non l'idée de s'y fixer. De plus il établissait une peine contre les patrons employant des étrangers qui ne s'étaient pas soumis aux formalités exigées.

La discussion du projet eut lieu devant la Chambre les 4 et 6 mai 1893. Après discussion au Sénat le 4 juillet, la Chambre adopta le 21 juillet le texte de la haute assemblée. C'est ainsi que fut votée la loi du 8 août 1893 qui régit actuellement les étrangers en France.

Cette loi est venue en quelque sorte renforcer le décret de 1888, jugé insuffisant par l'opinion publique. C'est ce que disait M. Velten, rapporteur de la loi au Sénat : « La Commission, déclarait-il, a bien pensé que cette loi n'avait peut-être pas une utilité absolue, en présence de la loi de 1849, des ordonnances de 1851 et du dernier décret du 2 octobre 1888 ; cependant nous avons cru que la Chambre des députés était animée de ce sentiment, que ce décret et ces lois antérieures n'avaient pas reçu toute leur application, et nous avons estimé alors qu'une loi, dans laquelle nous n'imposions absolument aucune condition essentielle aux étrangers, autres que celles qui sont imposées à nos propres nationaux qui vont dans les pays étrangers, pouvait parfaitement recevoir votre approbation. » Est-ce à dire qu'elle ait cherché à protéger les travailleurs français contre la concurrence étrangère ? On le croirait à s'en tenir au titre même de cette loi. Elle est intitulée en effet : « Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national. » Ce titre ne s'expliquerait que si la loi susdite avait gardé

dans ses dispositions la taxe sur les étrangers ; or il n'en est pas question. Comme on l'a dit¹ : « En conservant ces mots : « protection du travail national », on a l'air de donner satisfaction aux revendications protectionnistes, ce qui n'est qu'un trompe-l'œil. » En fait, nous allons voir que la loi de 1893 tend seulement à fixer d'une manière précise l'état civil des étrangers en France. Si elle protège le travail national, c'est du moins d'une manière bien indirecte.

Par ces dispositions, la loi vise les étrangers eux-mêmes et ceux qui les emploient.

Aux termes de l'article premier : « Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire, à la mairie, une déclaration de résidence, en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée.

« Il sera tenu à cet effet un registre d'immatriculation des étrangers. Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits. En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence. »

Le projet primitif de la loi de 1893 étendait, avons-nous dit, ses prescriptions à tous les étrangers, sans distinction. Le texte définitif est beaucoup plus restreint. Il ne s'applique qu'aux étrangers qui viennent en France pour y travailler « y exercer une profession, un commerce ou une industrie ». Mais souvent l'étranger amènera avec lui sa femme et ses enfants. Ces derniers, ainsi que

¹ Puy, *la Situation des étrangers en France*.

leur mère, seraient-ils soumis aux prescriptions de la loi? Nous ne le pensons pas, à moins cependant qu'ils ne prennent part au travail de leur père ou mari¹.

Le décret de 1888 n'ayant pas été abrogé, vient combler les lacunes de la loi de 1893. Les étrangers résidant en France, mais sans y exercer une profession, un commerce ou une industrie, restent soumis à ce décret. Il y a ainsi un manque d'unité. Il aurait été beaucoup plus simple d'abroger les anciennes dispositions, et de soumettre à l'obligation de la déclaration tout étranger non admis à domicile, qui vient établir sa résidence en France. Le détail même de cette déclaration aurait indiqué la qualité même de l'étranger, travailleur ou non.

De plus, une catégorie d'étrangers échappe aux prescriptions de la loi : ce sont les étrangers de passage. Nous savons bien qu'il y a l'article 475 (alinéa 2) du Code pénal, qui oblige les hôteliers ou logeurs à inscrire sur un registre les personnes qui viennent chez eux. Mais cette prescription négligée ne fait encourir que les peines de simple police.

Il faut regretter que la Commission de la loi de 1893 ait retiré la disposition du projet visant ce point.

Il y était dit : « Tout logeur, recevant un étranger, devra lui faire remplir un questionnaire dont le modèle et la destination seront déterminés par un arrêté ministériel. Tout contrevenant sera passible d'une amende de 50 à 200 francs. » La menace d'une peine correctionnelle aurait ainsi donné un état plus exact des étrangers de passage, souvent dangereux pour la sécurité publique.

¹ Voir en ce sens : Jugement du Tribunal de Chambéry (8 janv. 1894). Sir. 95, II, 20.

C'est donc un premier reproche qu'on peut faire à la loi de 1893 : de ne pas être assez générale. Elle laisse de côté les étrangers, qu'on aurait le plus de raison de surveiller.

C'est que, dans l'esprit de ses auteurs, cette loi était surtout faite pour protéger le travail national : mais en quoi les mesures par elles édictées sont-elles protectrices ? Nous cherchons vainement trace de protection dans ses prescriptions. La déclaration de résidence n'entraîne que des frais minimes, que l'on ne peut pas considérer comme une taxe.

Un autre reproche qu'on peut aussi faire à la loi, c'est son manque de sanction efficace à l'égard des étrangers qui l'enfreignent.

D'après l'article 3, en effet, il sera infligé une amende de 50 à 200 francs à l'étranger qui n'a pas fait sa déclaration dans le délai déterminé ou qui refuse de produire son certificat, et une amende de 100 à 300 francs à celui qui a fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte.

Croit-on que ces amendes, déjà élevées, seront une peine sérieuse à l'égard de gens le plus souvent insolvable ? Pour remédier à cet inconvénient, un projet de loi de MM. Castelin, Déroulède, avait demandé que la responsabilité du patron fût engagée dans les amendes encourues par l'ouvrier étranger. Au lieu d'une peine pécuniaire, qui touche peu l'ouvrier, n'aurait-il pas mieux valu établir la peine de l'emprisonnement ? « non pas, comme on l'a dit, qu'elle eût contribué à donner la solvabilité aux délinquants, mais parce qu'elle permettait l'arrestation préventive, mesure absolument nécessaire dans l'espèce pour assurer l'efficacité de la répression ».

Ne pourrait-on pas aussi appliquer au défaut de déclaration la peine complémentaire encourue par l'étranger qui a fait une déclaration fausse ou inexacte? La menace d'une interdiction temporaire du territoire français rendrait l'immatriculation plus stricte qu'elle n'est.

Nous avons dit que la loi de 1893 visait non seulement les étrangers eux-mêmes, mais encore ceux qui les emploient. L'article 2 de la loi est ainsi conçu : « Toute personne, qui emploiera sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation sera passible des peines de simple police. »

On a souvent attaqué les dispositions de cet article. On lui a reproché de créer un délit nouveau pour les patrons, dont on montre la responsabilité déjà engagée de toutes parts dans l'organisation moderne de l'industrie.

Nous croyons ce reproche peu fondé. Il importait d'intéresser les patrons à l'observation de la loi. Plus au courant que les ouvriers étrangers qu'ils emploient de la législation de notre pays, il leur serviront de guides sur ce point. Bien des étrangers, par ignorance ou négligence, ne se feraient pas immatriculer, si ceux qui les prennent à leur service ne venaient pas leur rappeler les exigences de la loi.

Nous jugeons même que la responsabilité du patron n'est pas engagée d'une manière assez forte. Le projet primitif de la Commission frappait d'une amende de 25 à 200 francs l'employeur d'un étranger non muni d'un certificat. Il faut regretter que ce projet, adopté par la Chambre, ait été rejeté par le Sénat. Une simple contravention nous paraît ne pas devoir effrayer beaucoup un patron.

On a dit, pour justifier la légèreté de la sanction ici imposée, que souvent le patron serait en peine de savoir

s'il emploie un ouvrier étranger ; le livret d'ouvrier n'existant plus aujourd'hui, pas plus que le passeport. A cela nous répondrons qu'il y a bien des pièces pour remplacer celles que nous venons d'indiquer. L'étranger aura toujours sur lui quelque papier permettant d'établir son identité. S'il ne s'en trouve pas, que le patron n'emploie pas cet ouvrier. D'ailleurs, d'après notre article, la bonne foi du patron pourra être prouvée.

Quelles seront les peines encourues par le patron coupable d'avoir engagé un étranger non muni d'un certificat d'immatriculation ?

La loi de 1893 ne spécifie pas sur ce point et parle seulement « des peines de simple police ». Il faut donc s'en référer aux termes des articles 464, 465 et 466 du Code pénal. Ces articles indiquent comme peines de simple police l'amende de 1 à 15 francs et aussi l'emprisonnement d'un à cinq jours.

Ce sont là, à notre avis, des peines trop légères, et il serait plus sage de menacer le patron des peines correctionnelles. On nous objectera que les poursuites correctionnelles sont désagréables et ont un caractère infamant, que l'on n'attache pas aux poursuites en simple police ; d'autant qu'on fait remarquer que, le plus souvent, les patrons coupables sont de fort honnêtes gens, comme le disait M. le sénateur Gailly. Ces considérations n'arrivent pas à nous émouvoir. Sans doute, nous le reconnaissons, les poursuites correctionnelles n'ont rien de flatteur ni d'agréable pour celui qui en est l'objet. Du moins, les peines, que nous demandons plus redoutables, auront un caractère préventif plus grand. Plus lourde en effet sera la peine encourue, plus les patrons seront intéressés à la stricte observation de la loi.

La conclusion que nous tirons de ces quelques observations sur la loi de 1893, c'est que cette loi est loin d'être parfaite. Nous ne trouvons dans aucune de ses dispositions une protection efficace du travail national contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Même dans le but que cette loi tend à atteindre, qui est de dresser un état civil exact des étrangers en France, il y a bien des lacunes. Il nous paraît donc qu'il conviendrait de refaire une loi dans ce sens ; ou plutôt ce seraient deux lois qu'il faudrait : la première réglerait à nouveau la police des étrangers en France, à quelque condition ou profession qu'ils appartiennent, la seconde viendrait régler l'emploi des travailleurs étrangers. Nous indiquerons, dans notre Conclusion, ce qu'on pourrait faire dans ces deux ordres d'idées.

SECTION II

L'expulsion des étrangers.

Parmi les étrangers qui viennent en France, il en est dont la présence sur notre sol peut présenter certains dangers pour l'État, ou même les particuliers. Il convient de débarrasser le pays de cet élément impur. De là le droit d'expulsion, qui a trouvé son expression dans la loi du 3 décembre 1849.

Avant d'étudier cette loi, il faut se demander si le droit d'expulsion est légitime, sur quel fondement il repose.

L'expulsion des étrangers suppose leur admission, deux questions qui sont, en quelque sorte, liées l'une à l'autre.

De nos jours, en ces temps de civilisation avancée, il semble que la question ne puisse pas se poser de savoir,

si un État a le droit de fermer ses portes d'une manière absolue aux étrangers. Il n'en a pas été de même toujours. S'inspirant des intérêts supérieurs de l'État sur lequel venaient s'établir les émigrants, les anciens auteurs reconnaissaient aux gouvernements le droit de non-admission des étrangers. Ils se plaçaient, pour considérer la notion de souveraineté, à un point de vue spécial. Ils envisageaient les États comme isolés, dans une espèce d'état de nature où la solitude est pour eux un bien. L'ancienne théorie se fondait sur le principe du moyen âge, d'après lequel l'État est propriétaire du territoire. Elle en avait déduit, pour l'État, l'idée de souveraineté illimitée¹.

De nos jours, la souveraineté de l'État a un caractère moins absolu. Elle est tempérée par ce fait : que tout État fait partie de la communauté internationale. Il ne peut par suite s'isoler du reste du monde. En agissant ainsi, il se mettrait en quelque sorte hors la loi. Force lui est donc de ne pas refuser l'accès de son territoire aux étrangers, au moins absolument.

C'est là d'ailleurs l'opinion exprimée par la plupart des auteurs qui se sont occupés de Droit international.

« La propriété, dit Vattel², n'a pu ôter aux nations le droit général de parcourir la terre, pour communiquer ensemble, pour commercer entre elles et pour d'autres justes raisons. Le maître d'un pays peut seulement refuser le passage, dans les occasions particulières où il se trouve préjudiciable et dangereux. Il doit donc l'accorder pour

¹ Voir pour le développement de cette théorie les ouvrages de Heffter et Geffcken.

² *Droit des gens*, livre II, chap. viii.

des causes légitimes, toutes les fois qu'il est sans inconvénient pour lui.

Du même avis est Grotius. « On doit, dit-il, permettre à ceux qui transportent leurs marchandises ou qui passent, de séjourner quelque temps, soit pour leur santé, soit pour quelque autre juste sujet ¹. »

La même opinion est exprimée par M. Bluntschli dans son *Code international codifié* (règle 381) : « Aucun État, dit-il, n'a le droit d'interdire, d'une façon absolue, aux étrangers l'entrée de son territoire, et de fermer le pays au commerce général. Le droit international civilisé a le devoir de protéger les relations pacifiques des hommes entre eux. Les anciens publicistes, partant du principe de la souveraineté absolue de l'État, en déduisaient le droit de chaque État de se fermer aux étrangers. Mais les États sont membres de l'humanité, ils sont tenus de respecter les liens qui unissent les nations entre elles ; leur souveraineté n'est pas un droit absolu, elle est limitée par le droit international, et le droit international ne tolère plus cet exclusivisme. »

Dans son rapport lu à la session de l'Institut de droit international, tenue à Lausanne en 1888, M. Rolin Jacquemins disait : « Tout État fait partie de la communauté des nations dont l'ensemble forme l'humanité. Comme tel, il ne lui est pas permis de s'isoler, ni d'isoler son territoire de tout contact avec le reste du monde². »

Tel est sur le sujet de l'admission des étrangers, l'avis de la doctrine en France.

¹ *Le Droit de la guerre ou de la paix.*

² Voir dans ce sens un article de M. Desjardins dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} avril 1882.

Nous pensons, nous aussi, qu'il ne serait pas de notre temps d'interdire d'une manière absolue aux étrangers, l'entrée de notre pays. Sans aller aussi loin que certains socialistes qui, ne tenant pas compte des frontières, ne font pas de distinction entre nations, nous croyons que, pour la France, l'isolement absolu et systématique serait un mal. Nous croyons qu'il serait barbare et contraire à la civilisation, comme à l'idée moderne de la souveraineté, de tenir nos portes complètement closes pour tous ceux du dehors. Admettons les étrangers chez nous sous certaines conditions.

L'interdiction d'entrer en France, si elle ne peut être une mesure générale, peut du moins viser certains étrangers en particulier, dangereux pour la sécurité, voire même la santé publique. D'ailleurs, n'est-ce pas bien plus simple de ne pas admettre chez soi des gens qu'on ne fait entrer que pour les chasser plus tard ?

C'est ce qu'a pensé l'Institut de droit international. Dans sa session de Genève, en 1892, fut voté le projet suivant (art. 4, § 3 du règlement pour l'admission et l'expulsion des étrangers) : « L'entrée du territoire peut être interdite à tout individu étranger en état de vagabondage ou de mendicité, ou atteint d'une maladie de nature à compromettre la santé publique, ou fortement suspect d'infractions commises à l'étranger, contre la vie ou la santé des personnes, ou contre la propriété ou la foi sublique, et aux étrangers condamnés à raison desdites infractions¹. »

Le droit de pénétrer chez nous, reconnu aux étran-

¹ *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1892-94, t. XII, p. 184.

gers, devra avoir pour corollaire indispensable celui de chasser de France ceux de ces étrangers dangereux pour la nation.

C'est le droit d'expulsion, dont il nous faut maintenant examiner le bien fondé, et l'application dans nos lois.

Et d'abord, comment légitimer le droit d'expulsion ?

Nous croyons que l'exercice du droit d'expulsion découle de l'idée même de souveraineté de l'État. L'État souverain doit sa protection à ses nationaux. Ces derniers ne reconnaissent sa puissance, qu'autant qu'ils se sentent aussi protégés par ses lois. L'État doit être le gardien, le défenseur de ses sujets.

On objectera que la souveraineté se trouve en opposition avec la liberté d'aller et de venir. Sans doute cette liberté existe, mais il ne lui faut pas tout sacrifier. Nous pensons que chaque État doit rester maître chez lui, et que la liberté s'accommode de certaines entraves sans devenir de la tyrannie ou de l'égoïsme.

Et l'hospitalité, dira-t-on aussi, qu'en faites-vous ? A cela nous répondrons avec M. Desjardins, que, « si l'hospitalité impose des devoirs à celui qui la donne, elle en impose de plus grands à celui qui la reçoit ». Celui qui se sert de l'hospitalité pour surprendre et pour tromper plus sûrement un bienfaiteur imprévoyant perd son droit à l'hospitalité.

L'expérience est là d'ailleurs pour nous instruire et nous commander la défiance. « N'avons-nous pas eu tort, en 1869 et 1870, de laisser pénétrer en France ces milliers d'Allemands, qui ont pu ainsi connaître les côtés faibles de notre organisation militaire, qui ont étudié nos routes, levé le plan de nos places fortes, et préparé ainsi

les voies à l'armée d'invasion¹ ? » Est-ce là de l'hospitalité bien comprise ?

L'accord existe généralement entre les auteurs pour reconnaître la légitimité du droit d'expulsion. Vattel, de Martens, admettent l'existence de ce droit, pourvu toutefois que son exercice soit modéré et non arbitraire. M. Bluntschli demande aussi un usage éclairé de l'expulsion : « Chaque État, dit-il, est autorisé à expulser pour des motifs d'ordre, les étrangers qui résident temporairement sur le territoire². »

Certains auteurs cependant, imbus d'idées humanitaires exagérées, contestent à l'État le droit d'expulsion. Ainsi, dans ses notes sur le *Droit des gens* de Vattel, nous voyons Pinheiro-Ferreira nous dire : « Ce n'est que par une flagrante violation des droits imprescriptibles de l'homme, que la législation du pays confère au Gouvernement le pouvoir discrétionnaire et sans contrôle de renvoyer du pays l'étranger. » C'est que pour lui il n'y a pas de différence entre nationaux et étrangers ; conception fautive à notre sens. L'étranger n'est pas chez lui en France ; s'il peut y séjourner c'est par suite non d'un droit, mais d'une simple tolérance.

M. de Bar³ est aussi un adversaire du droit d'expulsion : « L'État, nous dit-il, qui ouvre libéralement aux étrangers l'accès de son territoire, ne doit pas pouvoir lui retirer à son gré le droit de séjour. »

¹ Voir rapport Pradon.

² *Code intern. codifié*, § 383.— Voir aussi sur ce point : Dudley-Field, *Projet d'un Code international*; art. 321 ; Heffter ; *le Droit international de l'Europe*, §§ 33 et 62 ; et le *Traité de Droit pénal international* de P. Fiore, n° 85.

³ *Journal de Dr. int. privé*, 1886, p. 6 et s.

L'écho de ces théories s'est fait entendre à la Chambre. Dans la séance du 13 février 1882, M. Naquet proposait de renoncer d'une manière absolue à l'exercice du droit d'expulsion en temps de paix. Il en réservait seulement l'usage pour les temps de guerre extérieure ou de guerre civile. (Doc. parl., 1882, p. 372, annexe, n° 419.)

Quoi qu'il en soit de ces idées humanitaires, exagérées selon nous, le droit d'expulsion est légitime et il a passé dans nos lois.

Ce droit est actuellement contenu dans l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849 ainsi conçu : « Le ministre de l'intérieur pourra, par mesure de police, enjoindre à tout étranger, voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français, et le faire conduire à la frontière. Il aura le même droit à l'égard de l'étranger qui aura obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France ; mais après un délai de deux mois, la mesure cessera d'avoir effet, si l'autorisation n'a pas été révoquée. Dans les départements frontières, le préfet aura le même droit à l'égard de l'étranger non résidant, à la charge d'en référer immédiatement au ministre de l'intérieur. »

Ce qui ressort tout d'abord de l'étude de la loi de 1849, c'est son caractère de rigueur à l'égard des étrangers. Cela s'explique si l'on réfléchit au moment où celle-ci fut discutée, puis votée. L'Assemblée législative, succédant à la Constituante, voulut donner des armes au Gouvernement contre les agitateurs étrangers qui avaient pris part aux troubles de 1848. Elle voulut faire de la loi d'expulsion une loi de police, et en confier l'exécution au pouvoir exécutif, en la personne du ministre de l'intérieur et de ses subordonnés.

Le ministre de l'intérieur prenait ainsi en main le pouvoir attribué au Directoire exécutif par la loi de l'an VI, dont l'article 7 était ainsi conçu : « Tous étrangers voya-
« geant dans l'intérieur de la République, ou y résidant,
« sans y avoir une mission des puissances neutres et amies,
« reconnue par le Gouvernement, ou sans y avoir acquis
« le titre de citoyens, sont mis sous la surveillance spé-
« ciale du Directoire exécutif, qui pourra retirer leurs
« passeports, et leur enjoindre de sortir du territoire
« français, s'il juge leur présence susceptible de troubler
« l'ordre et la tranquillité publiques¹. »

On s'est demandé parfois, s'il était juste de confier l'exercice du droit d'expulsion au pouvoir exécutif. Certains considèrent l'expulsion comme une espèce de bannissement ; ce serait par suite une peine. Or, pour punir, il faut l'intervention du pouvoir judiciaire. Nous ne pensons pas que le pouvoir judiciaire doive ici intervenir pour prononcer l'expulsion. Il est faux tout d'abord de considérer l'expulsion comme une peine. Souvent l'expulsion n'est qu'une mesure préventive avant toute faute ; en second lieu, qui dit peine, dit punition infligée pour tel crime prévu dans une sorte de catalogue criminel. Or, ce n'est pas ce qui a lieu pour l'expulsion, qui peut être prononcée par des délits de natures variées à l'infini et non prévus dans leur détail. Et puis l'expulsion est une mesure demandant de la rapidité dans l'exécution :

¹ Voir les lois réglementant l'expulsion : des 6 et 8 avril 1793 ; du 19 septembre 1794, 11 juillet 1795, 19 octobre 1797... et, sur la législation française des passeports : la loi des 1^{er} février et 28 mars 1792, le décret des 7 décembre 1792 et 26 février 1793 et l'ordonnance de 1814.

les lenteurs de la justice risqueraient fort de prolonger un danger qu'il faut écarter immédiatement.

Malgré ces considérations, l'Institut de Droit international, dans sa session de Genève, en 1892, admit l'intervention du pouvoir judiciaire dans l'expulsion. Il a adopté la règle suivante : « Tout individu expulsé a le droit, s'il se prétend indigène, ou soutient que son expulsion est contraire soit à une loi, soit à un traité international, qui l'interdit ou l'exclut expressément, de recourir à une Haute-Cour judiciaire ou administrative, jugeant en pleine indépendance du Gouvernement, nonobstant le recours.

De plus, il arrivera souvent que l'expulsion sera prononcée pour des motifs politiques d'un ordre très grave, qui demandent le secret. Il serait inopportun, dangereux même parfois, de livrer ces affaires mystérieuses à la publicité des débats d'audience.

On s'est demandé aussi si le droit d'expulsion ne pourrait pas appartenir au pouvoir législatif. Il n'y a pas à hésiter, à notre avis, pour lui refuser l'exercice de ce droit. Le défaut de promptitude, que nous reprochions au pouvoir judiciaire, s'applique encore mieux au pouvoir législatif. Et puis, les assemblées législatives ne siègent pas en permanence. Va-t-il falloir, pour expulser un étranger dangereux, attendre la réunion des Chambres ? De plus, dans ces assemblées, les passions politiques sont trop vives pour qu'il n'y ait pas quelque partialité dans les expulsions prononcées ou rejetées. Enfin, la publicité y sera plus grande encore qu'au Tribunal ; tous le pays sera mis au courant de faits qu'il importe de tenir cachés.

Il est pourtant un pays, où le droit d'expulsion des étrangers appartient au pouvoir législatif : c'est l'Angle-

terre. Ce n'est pas à dire que le pouvoir exécutif n'ait pas à intervenir. C'est lui au contraire qui décide en chaque cas particulier ; mais, pour le faire, il faut un bill du Parlement, autorisant le Conseil des Ministres à expulser les étrangers.

Actuellement, en France, c'est donc le pouvoir exécutif qui est chargé des expulsions. Ce qu'on a cherché surtout c'est à débarrasser rapidement le pays d'hôtes dangereux. Aussi, ne peut-on qu'approuver la disposition de la loi de 1849, autorisant les préfets, dans les départements frontières, à expulser les étrangers. Il est sage en effet d'empêcher des individus dangereux, ou susceptibles de le devenir, de pénétrer plus avant chez nous.

La loi de 1849 donne au Ministre de l'intérieur un pouvoir absolu quant aux personnes à expulser. Peu importe l'âge, la profession, la qualité de résidant ou de domicilié, peu importe aussi qu'il y ait, de la part de l'expulsé, délit ou seulement possibilité d'en commettre. C'est ce qui a fait dire souvent que le pouvoir du Ministre de l'intérieur avait quelque chose d'arbitraire.

Aussi s'est-on appliqué parfois à donner une sorte de classification des cas où il y aurait lieu à expulsion. On peut citer, en ce sens, l'énumération donnée par l'Institut de Droit international des étrangers susceptibles d'être expulsés¹. Que penser de ces classifications ? Nous croyons qu'elles n'ont que la valeur d'exemples donnés et ne peuvent être limitatives. Il est impossible de prévoir tous les cas ; on ne peut donner autre chose que des essais de catégories de délinquants, assez vastes pour

¹ Voir cette énumération dans l'*Annuaire de l'Institut de Droit international*, 1892-94, t. XII, p. 184 et s.

comprendre tous les étrangers susceptibles d'encourir l'expulsion.

S'inspirant de la même idée, MM. Goblet et Humbert déposèrent en 1882, sur les bureaux de la Chambre, un projet tendant à modifier la loi de 1849 dans un sens libéral¹.

D'après ce projet, le Ministre de l'intérieur ne pourra expulser, de sa propre autorité, que les condamnés pour crimes ou délits de droit commun. Pour les autres étrangers, le droit de les expulser appartiendra au chef de l'État statuant en Conseil des ministres.

Déjà, la même année, M. Naquet avait proposé, comme nous l'avons dit, de renoncer à l'exercice du droit d'expulsion, réservé seulement pour le cas de guerre civile ou extérieure.

Ce droit d'expulsion, un amendement de MM. Pelletan, Revillon, etc., le retirait aussi au Gouvernement. Quant aux étrangers dangereux, malfaiteurs ou vagabonds, on les livrera aux tribunaux; système peu efficace, ce nous semble, car une condamnation qui ne débarrasse pas le pays de l'élément mauvais de la population étrangère, est sans grande utilité pour ce pays.

Plusieurs autres amendements furent apportés au projet du Gouvernement qui fut adopté à la Chambre². Il ne put passer au Sénat par suite de la chute du ministère.

Ce projet ne nous semble pas apporter des innovations heureuses à la loi de 1849. Confier le droit d'expulsion au

¹ Chambre. Exposé des motifs. (Doc. parl., 1882, p. 485.)

² Voir les amendements de MM. Talandier, Lefèvre, Dubost et autres.

chef de l'État en Conseil des ministres nous paraît donner trop d'importance à la chose. Sans doute il n'y aurait pas ainsi d'expulsions faites à la légère, mais aussi ne risquera-t-on pas de rendre trop rares des expulsions qui engageraient la responsabilité de tout un ministère ?

Il s'est posé, à propos de l'application de la loi de 1849, une question très importante dont il nous faut parler. On s'est demandé si le pouvoir du Ministre de l'intérieur, qui d'après la loi de 1849 paraît absolu, n'était pas tempéré, voire même détruit, par certaines dispositions de lois opposées, en apparence du moins.

En étudiant les dispositions qui règlent en France l'acquisition de la qualité de Français, nous verrons qu'il est des étrangers admis à devenir français par ce qu'on a appelé le bienfait de la loi. Ils ont comme une vocation éventuelle à la nationalité française. Tel est le cas de l'individu né en France d'un étranger. Sa nationalité dépendra d'un acte de sa volonté. S'il est domicilié en France à l'époque de sa majorité, il sera Français, à moins qu'il ne décline cette qualité par une déclaration, laquelle, aux termes de la loi du 22 juillet 1893, devra être enregistrée au ministère de la justice. S'il n'est pas domicilié en France à sa majorité, il pourra, jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, puis réclamer, après ce domicile établi, la qualité de Français, par une déclaration, enregistrée elle aussi au ministère de la justice.

Supposons que l'individu dans une des situations que nous venons d'indiquer se rende coupable sur notre sol d'un acte criminel, ou qu'il soit seulement dangereux pour la sécurité publique. Le Gouvernement pourra-t-il, le considérant comme étranger, le frapper d'un arrêté

d'expulsion, ou au contraire sera-t-il désarmé, devant le regarder comme Français? L'affirmative est généralement adoptée par la jurisprudence : et l'expulsion s'appliquera à cet étranger comme à tout autre. C'est ce que décida le Tribunal correctionnel de la Seine le 27 décembre 1883 ainsi que la Cour de Paris le 6 février 1884 (S., 1882, I, 225).

Même décision avait été prise par le Tribunal correctionnel de Reims le 14 décembre 1889, basée sur cette considération : que l'étranger né en France d'étrangers qui n'y sont pas nés, n'est pas français, tant qu'il n'a pas acquis cette qualité de l'une des manières indiquées dans l'article 8, n° 4 modifié par la loi de 1889¹.

Cependant, le 8 mai 1891, la Cour de Montpellier, dans l'affaire Casana, se montre d'un avis contraire, et considère l'individu dont nous avons montré la situation comme français sous condition résolutoire. Mais, sur pourvoi formé dans l'intérêt de la loi, la Chambre criminelle de la Cour de cassation condamna cette thèse, pour adopter celle du Tribunal de Reims dont nous avons parlé².

L'accord se fit dans ce sens. On considéra qu'il serait inadmissible qu'un étranger pût s'appuyer sur l'existence de droits simplement éventuels, qu'il dépend de lui d'exercer ou de négliger, pour faire échec à l'autorité publique, séjourner malgré elle sur notre territoire, et se ménager pratiquement les avantages d'une nationalité qu'il n'est pas dans sa pensée de réclamer ultérieurement³.

¹ Vide *Journal Clunet*, 1889, p. 840.

² Arrêt du 19 déc. 1891. — Vide *Journal Clunet*, 1892, p. 690.

³ Voir la note de M. Cabouat sous l'arrêt de Cass. du 31 janvier 1896 (Dalloz, 1896, I, 337), voir aussi les notes de M. Dupuis (D. P., 1893, I, 329), de M. Cohendy (D. P., 1891, II, 169).

Nous pensons nous aussi que l'article 7 de la loi de 1849 doit être pris ici dans son sens absolu. Le droit d'expulsion du Ministre s'étendra à ces Français sous condition suspensive, dont nous venons de parler.

Mais il est une question beaucoup plus controversée, se rapportant à celle que nous venons de résoudre. La loi de 1849 impose une sanction à la violation d'un arrêté d'expulsion. Il est dit en effet dans l'article 8 : « Tout étranger qui, après être sorti de France à la suite d'un arrêté d'expulsion, y serait rentré sans la permission du Gouvernement, sera traduit devant les tribunaux et condamné à un emprisonnement d'un mois à six mois. Après l'expiration de sa peine, il sera conduit à la frontière. » Or on s'est demandé si, malgré cet article, les étrangers dont le droit est subordonné à la fixation préalable de leur domicile en France, pouvaient, bien que frappés d'un arrêté d'expulsion, rentrer en France et s'y établir, pour procéder à la déclaration qu'ils ont le droit de faire. Deux systèmes se sont formés sur ce point : l'un considère l'arrêté d'expulsion comme s'imposant avec sa sanction pénale, et mettant un obstacle infranchissable à l'exercice du droit de réclamer la nationalité française ; l'autre refuse à l'arrêté d'expulsion ces deux effets.

La jurisprudence s'est divisée sur cette question. La Cour de Lyon, le 10 novembre 1890, admet que la déclaration de devenir Français arrête l'expulsion et enlève la sanction de la loi ¹. La Chambre civile de la Cour de cassation consacre la même doctrine le 27 octobre 1891 ².

¹ Vide Dalloz 1891, II, 169. Voir aussi Douai 6 décembre 1890 (D. 1891, II, 172).

² Dalloz, 1892, I, 43.

De même, le 13 août 1895, le Tribunal correctionnel de Valenciennes rend un jugement disant que l'étranger, qui a fait sa déclaration, entre dans la classe des étrangers qui ne peuvent être expulsés, pendant les délais que leur accordent les articles 9 et 10 du Code civil, pour faire statuer sur leur réclamation de la qualité de Français¹.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation ne partagea pas l'avis de la Chambre civile. Elle refusa de reconnaître à la déclaration l'effet que lui attribue cette Chambre. C'est ce qu'elle fit dans l'affaire Casana (Dalloz, 1893, I, 334) et dans l'affaire Pomenzano (Dalloz, 1895, I, 136).

A la suite des discussions amenées par l'affaire Lorent, la Cour de cassation, chambres réunies, vint consacrer la thèse d'après laquelle certains étrangers peuvent rentrer en France après avoir été expulsés et réclamer la nationalité française (arrêt du 9 décembre 1896, S., 1897, I, 297).

Pour rendre cet arrêt la Cour se basa surtout sur un argument tiré de la loi du 22 juillet 1893. D'après elle, si le législateur avait estimé qu'un arrêté d'expulsion mit obstacle au retour licite de l'expulsé, lui interdit de s'établir en France et l'empêchât de faire une déclaration régulière, il n'eût pas donné au Gouvernement le pouvoir d'annuler après coup, pour cause d'indignité, cette déclaration, car il aurait ainsi fait chose inutile et inavouable.

Malgré l'arrêt de la Cour de cassation, nous ne pouvons admettre qu'un étranger vienne, par une simple déclaration de son intention de devenir Français, arrêter

¹ Voir l'article de M. Lainé dans le *Journal de dr. int. privé*, année 1898.

l'effet de la loi de 1849. Nous ne pensons pas qu'on puisse, comme certains l'ont voulu¹, concilier l'application des lois civiles et de la loi de 1849. Si l'on admet l'effet de l'article 8 de cette loi, si l'on considère comme un délit le retour en France d'un étranger visé par les articles 8 et 9 du Code civil, on ne peut autoriser cet étranger à acquérir la qualité de Français. Ayant commis un délit en rentrant en France, comment peut-il avoir droit à un domicile régulier, alors que sa présence même est illicite ?

Enfin, pourquoi vouloir favoriser l'expulsé, et lui faciliter l'acquisition de la qualité de Français ? Le plus souvent, les gens qu'on expulse ne sont pas très recommandables ; il n'est donc pas à désirer qu'ils soient encouragés à devenir Français. Les lois d'expulsion ont justement pour but de débarrasser la France de ces hôtes dangereux. Pourquoi vouloir les rappeler, en leur accordant le droit d'acquérir notre nationalité ?

Nous le répétons, il faut laisser au pouvoir du Ministre de l'intérieur, en matière d'expulsion, l'étendue que lui donne la loi de 1849. Si d'ailleurs, sur ce point, le Ministre jouit d'une grande liberté, sa responsabilité est engagée par le fait d'une expulsion injustifiée. L'Etat dont un sujet aura été victime d'une expulsion arbitraire demandera de plus des explications par voie diplomatique, et des mesures de rétorsion de sa part viendront répondre aux expulsions de ses sujets, faites sans raison chez nous.

Il nous reste à dire un mot des traités passés entre la France et certaines puissances étrangères au sujet de

¹ Voir l'article de M. Lenoble (*la Loi*, du 30 novembre 1895)

l'expulsion. Ces traités, sans vouloir supprimer absolument le droit d'expulsion, tendent à l'atténuer en faveur des nationaux des puissances signataires. On y trouve en effet la clause suivante : « Les citoyens respectifs ne pourront être expulsés sans motifs graves, et de nature à troubler la tranquillité publique, et avant que ces motifs et les documents qui en font foi aient été communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leurs nations respectives. Dans tous les cas, il sera accordé aux inculpés le temps nécessaire pour présenter ou faire présenter, au Gouvernement du pays, leurs moyens de justification. Le temps sera d'une durée plus ou moins grande, suivant les circonstances »

Cette clause se trouve relatée dans les traités de la France avec la Bolivie (9 décembre 1834), avec l'Equateur (6 juin 1843), avec le Honduras (22 février 1856), avec le Salvador (2 janvier 1850), avec le Pérou (9 mars 1861).

Signalons aussi la convention passée entre la France et la Bavière (30 mai 1868). Cette convention tend à établir, d'une manière sûre, la nationalité de l'expulsé. « Cette constatation faite, l'expulsé recevra une feuille de route, désignant le point de la frontière où il sera tenu de passer pour se rendre dans son pays d'origine. En visant les feuilles de route, la légation ou le consulat devra indiquer qu'il n'existe aucun obstacle au rapatriement de l'individu soumis à l'expulsion. »

La constatation de la nationalité devra être faite aussi d'une manière exacte, quand il s'agira d'expulsion de leurs sujets respectifs, entre la France et l'Allemagne. D'après un arrangement, conclu entre ces deux pays en 1891, il faudra faire la preuve de la nationalité de

l'expulsé soit par pièces authentiques, soit par correspondance diplomatique¹.

Il faut désirer que se multiplient ces conventions passées entre pays, au sujet de l'expulsion de leurs nationaux respectifs. La constatation préalable, faite sûrement, de la nationalité de l'expulsé, nous paraît très raisonnable. Ne convient-il pas en effet d'éviter de voir un pays, dans lequel on a envoyé un individu parce qu'on le croyait sujet de ce dit pays, le renvoyer à son tour à l'État qui l'a expulsé, pour manque de preuves de sa nationalité ?

Complétée par les circulaires² et les traités qui l'ont suivie, la loi de 1849 nous semble être, aux mains de l'État, une arme sérieuse contre l'immigration et son élément dangereux ou nuisible.

Cette arme, que les pouvoirs publics s'en servent d'une manière énergique ! Que les préfets s'occupent activement de rechercher les individus susceptibles d'être expulsés ! Le ministre de l'intérieur devra les y engager, comme le fit M. Charles Dupuy, qui, par sa circulaire du 20 juillet 1893, prescrivait aux préfets de faire une instruction à fin d'expulsion pour tous les étrangers condamnés correctionnellement.

SECTION III

La Naturalisation.

Au lieu de rejeter hors de son sein l'élément étranger, une nation peut se l'assimiler, en partie du moins. Cela aura lieu par la naturalisation.

¹ Voir la *Revue prat. de dr. intern. priv.*, 1892.

² Voir les circulaires des 31 août 1849, 22 janvier 1852, 15 sept. 1882, 27 sept. 1885.

Déjà, dans notre ancien Droit français, il dépendait du bon plaisir du roi de donner à certains étrangers la qualité de Français. Sous ce rapport, on distinguait : 1^o les lettres de naturalité ; 2^o les lettres de déclaration de naturalité.

Les lettres de naturalité étaient : ou collectives, s'adressant à toute une catégorie de personnes, ou individuelles, visant certaines personnalités seulement. Les premières étaient, le plus souvent, comme la récompense de services rendus au royaume; dans l'industrie, le commerce ou l'armée. C'est ainsi qu'en 1607 Henri IV déclare régnicoles les aubains qui ont travaillé dans les ateliers de tapisserie de Flandre. Même mesure est prise en 1667 par Louis XIV, à l'égard des étrangers employés pendant dix ans à la manufacture des Gobelins. De même, étaient attribuées des lettres de naturalité à ceux qui avaient servi pendant cinq ans dans la maison royale, ou pendant dix ans dans les armées de terre.

Les lettres de naturalité individuelles étaient accordées à ceux qui les demandaient. Le roi les refusait rarement, mais se réservait le droit de les révoquer à son gré. Généralement il fallait être catholique pour y avoir droit. Cette condition n'était pourtant pas d'une rigueur absolue; nous voyons des protestants, tels que Law et Necker, les obtenir bien que non catholiques.

La délivrance des lettres de naturalité était loin d'être gratuite. Le droit d'aubaine étant avant tout un droit fiscal, le roi, en augmentant le nombre de ses sujets, ne voulait pas pour autant en diminuer les revenus de la couronne. Aussi les lettres de naturalité n'étaient-elles enregistrées par la Chambre des Comptes, qu'après versement d'une somme, dont le montant variait avec la

fortune de l'aubain désireux de quitter cette qualité. C'était généralement le tiers des biens de l'aubain, que le roi exigeait comme prix de son consentement. De plus, les lettres de naturalité ne produisaient leur effet qu'autant que le bénéficiaire résidait d'une façon continue sur le territoire du royaume. C'était là une condition strictement exigée.

En se conformant à cette exigence, l'étranger, ou plutôt le nouveau régnicole, a les mêmes droits que le Français né dans le royaume, sauf cependant certaines réserves, telle la défense de s'immiscer dans le maniement des deniers royaux. De plus, fait-il le commerce en France, bien que devenu français, il continue d'être soumis aux taxes que paient les aubains autorisés à faire le commerce en France.

Un caractère important des lettres de naturalité, c'était d'être rigoureusement personnelles à l'étranger qui les demandait. Pour en bénéficier, il fallait que les membres de sa famille y fussent expressément dénommés. Les enfants, nés de l'étranger avant l'obtention des lettres de naturalité, ne changeaient pas de qualité par ce fait. Nés étrangers, ils continuaient de le demeurer.

Tout autre et plus étendu était l'effet des lettres de déclaration de naturalité. Ces lettres tout d'abord n'étaient pas personnelles comme les lettres de naturalité. Elles s'étendaient, non seulement à qui les demandait, mais encore aux enfants du naturalisé. De plus, elles produisaient leur effet non seulement dans l'avenir, mais même dans le passé. Ce caractère de rétroactivité les a fait comparer à juste titre au *postliminium* romain¹. Qui pouvait

¹ Weiss, *Droit int. privé*, t. I, p. 301.

bénéficier de la faveur des lettres de déclaration ? C'étaient d'abord les habitants de certains pays, sur lesquels « la France avait conservé quelques prétentions d'allégeance, tels que la Flandre, la Savoie, le Milanais¹... ». Le même droit appartenait aux Français qui restaient longtemps hors des frontières et semblaient renoncer à leur qualité de Français. Rentraient-ils en France, ils obtenaient des lettres de déclaration de naturalité dont l'effet s'étendait à leurs enfants même nés à l'étranger.

A la suite de la Révolution, les idées de liberté plus grande pénètrent dans la législation. On veut faciliter aux étrangers l'acquisition de la qualité de Français. Ce qui jusqu'alors était une faveur dépendant du bon plaisir du roi va devenir un véritable droit.

La loi du 30 avril 1790 fixe les conditions nouvelles de la naturalisation : « Tous ceux, y est-il dit, qui, nés hors du royaume de parents étrangers, sont établis en France, seront réputés Français après cinq ans de domicile continu dans le royaume, s'ils ont, en outre, ou acquis des immeubles, ou épousé une Française, ou formé un établissement de commerce, ou reçu dans quelque ville des lettres de bourgeoisie. »

D'après cette loi, l'étranger naturalisé obtenait même la qualité de citoyen « en prêtant le serment civique ».

Les conditions exigées pour la naturalisation par la loi de 1790 se retrouvent dans la Constitution du 14 septembre 1791. Il faut toujours cinq années de résidence continue, mais de plus la prestation du serment civique est devenue obligatoire pour obtenir la qualité de Français, en dehors même des droits de citoyen.

¹ Weiss, *Droit int. privé*, t. I, p. 300 et s.

Avec la Constitution du 24 juin 1793 on tend à faciliter encore l'obtention de la naturalisation. L'obligation du serment civique disparaît et la durée de résidence est réduite à une année. L'article 4 dispose que « tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français ».

On s'aperçut bientôt qu'on était allé trop loin dans le sens de la facilité des naturalisations. Les constitutions suivantes posent une condition nouvelle à la naturalisation des étrangers. Désormais, il faudra que l'étranger exprime formellement sa volonté de devenir Français. De plus, le temps de résidence requis est allongé. C'est ainsi que la Constitution du 5 fructidor, an III, pose les nouvelles conditions : « L'étranger devient citoyen français, lorsque, après avoir atteint l'âge de vingt et un ans accomplis et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant sept années consécutives, pourvu qu'il y paye une contribution directe, et qu'en outre il y possède une propriété foncière, ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou qu'il ait épousé une Française. »

La Constitution du 22 frimaire an VIII allonge encore la durée de la résidence requise pour la naturalisation. Elle exige dix années consécutives de résidence, avec toujours la déclaration faite par l'étranger de fixer sa résidence en France.

Quoi qu'il en soit de ces exigences nouvelles, il restait toujours que la naturalisation était chose facile à obtenir,

On s'aperçut même bientôt qu'on avait ouvert trop larges les portes de notre pays aux étrangers. Il convenait que les pouvoirs publics pussent intervenir et arrêter cette invasion, pacifique il est vrai, mais pourtant dangereuse.

Cette idée se trouve exprimée dans un avis du Conseil d'Etat de l'an XI. Tout étranger qui voudra se faire naturaliser, devra, au préalable, obtenir du Gouvernement l'autorisation de fixer son domicile en France.

Le décret du 17 mars 1809 fait dépendre la naturalisation d'une autorisation du chef de l'Etat, à qui l'étranger devra adresser une demande aux fins de devenir Français. C'était en revenir aux lettres de naturalité de l'ancien régime. A la suite des événements de 1848, il y eut un retour vers les idées cosmopolites. D'après le décret du 28 mars 1848, il sera loisible au Ministre de la justice d'accorder des lettres de naturalisation aux étrangers qui justifient : « 1^o Par actes officiels ou authentiques, qu'ils résident en France depuis cinq ans au moins ; 2^o par une attestation du maire de Paris ou du préfet de police, pour le département de la Seine, des commissaires du Gouvernement, pour les autres départements, qu'ils sont dignes sous tous les rapports d'être admis à jouir des droits de citoyen français. »

Ainsi facilitée, la loi de naturalisation amena les abus qu'on aurait dû prévoir. Les demandes affluèrent en si grand nombre qu'on se vit forcé de suspendre l'application du décret de 1848, trois mois seulement après son apparition.

On en revint ainsi à la législation établie par la Constitution de l'an VIII, combinée avec le décret de 1809. La loi du 11 décembre 1849 vint fixer à nouveau les con-

ditions de la naturalisation. Les idées de cette loi furent reproduites dans celles du 29 juin 1867 et du 26 juin 1889. Cette dernière a trouvé sa place dans notre Code civil, dont elle est venue modifier l'article 8.

Dans l'état actuel de notre législation, on distingue deux espèces de naturalisations : 1^o La naturalisation proprement dite ; 2^o la naturalisation par suite de l'effet de la loi.

A. — De la naturalisation proprement dite.

Pour cette espèce de naturalisation, il faut un acte du Pouvoir exécutif accordant la qualité de Français à un étranger qui la demande.

Rappelons brièvement les conditions requises pour cette naturalisation.

Il faut d'abord que l'étranger soit digne de devenir Français. L'article 8, 5^o, prescrit une enquête pour s'assurer de sa moralité.

La loi ne parle pas de l'âge requis pour la naturalisation. Nous pensons que la majorité est requise, telle qu'elle est fixée par la loi française, c'est-à-dire vingt et un ans accomplis ; d'autant que la loi de 1889 exige cet âge pour la naturalisation de faveur (art. 9, 10, 12 du Code civil).

Il faut enfin que l'étranger qui demande à devenir Français ait déjà pour notre pays un certain attachement.

La preuve de cet attachement, la loi la voit dans certaines circonstances : domicile autorisé pendant trois ans ou un an ; résidence de fait pendant dix années.

Ces conditions remplies, l'étranger, désireux d'obtenir

sa naturalisation, devra adresser au Ministre de la justice une demande sur papier timbré, avec engagement de payer un droit de sceau de 175 fr. 25. Il y joindra un acte de naissance et d'autres documents faisant preuve, suivant les cas, de la durée de sa résidence ou de son admission à domicile.

Après enquête sur la moralité de l'étranger, la naturalisation est accordée, s'il y a lieu, sur rapport du Ministre de la justice, par décret du Président de la République.

B. — Naturalisation par l'effet de la loi.

Nous venons de voir que, pour la naturalisation ordinaire, le Gouvernement avait toute liberté pour l'accorder ou la refuser. La naturalisation, par l'effet de la loi, est toute différente. Quelques étrangers, à raison de leur naissance en France, ou de certains liens de famille, sont présumés avoir pour la France un peu d'attachement. S'ils remplissent certaines conditions prescrites par la loi, ils deviennent Français de plein droit.

La loi prévoit d'abord le cas de l'enfant né en France, d'un étranger qui n'y est pas lui-même né. Cet enfant naît étranger. Mais il se peut faire qu'il ait un certain attachement pour le pays où il a vu le jour, où il a continué de vivre. A cet enfant le législateur donne la faculté de devenir Français.

Si l'étranger qui nous occupe n'est pas domicilié en France au moment de sa majorité, il pourra cependant devenir Français. Cette hypothèse est prévue par l'article 9 du Code civil, modifié par la loi du 22 juillet 1893. « Tout individu, né en France d'un étranger, et qui n'y

est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera, à peine de nullité, enregistrée au Ministère de la justice¹. »

L'enregistrement de la demande au Ministère de la justice est donc requis sous peine de nullité. Mais cet enregistrement pourra être refusé dans deux hypothèses que prévoit la loi de 1893. Il ne sera pas accordé d'abord à l'individu qui ne se trouvera pas dans les conditions requises pour l'acquérir, par exemple qui n'aurait pas établi son domicile en France après avoir fait sa soumission de s'y fixer. En second lieu, l'enregistrement pourra être refusé pour indignité, quand bien même le déclarant se trouverait dans les conditions exigées par la loi.

Nous ne pouvons qu'approuver ces précautions prises

¹ Sur la loi du 22 juillet 1893, voir *Sénat*. Présentation par le Gouvernement, le 4 avril 1892, d'un projet de loi portant modification de l'art. 9, C. civ., relativement aux déclarations à effectuer en vue d'acquérir la nationalité française (*J. O.*, du 8 octobre 1892, Ann., p. 309). Rapport Delsol, 8 juillet 1892 (*J. O.*, 4 janvier 1893, Annexes, p. 537). 1^{re} délibération, 13 janvier, 10 mars 1893. 2^{me} délibération et adoption le 16 mars 1893. Rapport Thézard, 29 juin 1893 (Annexes, n° 236). Déclaration d'urgence, discussion et adoption le 10 juillet 1893.

Chambre. — Présentation par le Gouvernement, le 2 nov. 1892, d'un projet de loi portant modification de l'article 8, § 3, C. civ. (*J. O.*, 5 mars 1893, Annexes, p. 2272). Présentation le 23 mars 1893 du projet de loi adopté par le Sénat (*J. O.*, du 25 mai 1893, Annexes, p. 282). Rapport Mir, 28 mars 1893 (*J. O.*, du 8 juin 1893, Annexes, p. 446). Déclaration d'urgence, discussion et adoption les 1^{er} et 6 mai 1893.

par le Gouvernement avant d'admettre un étranger à devenir Français.

C'est ce que dit M. Mir dans son rapport à la Chambre : « Quant au refus d'enregistrement pour cause d'indignité, nous croyons qu'il est indispensable d'en accorder le droit au Gouvernement. Dans beaucoup d'espèces, que l'Administration a fait connaître à la Commission du Sénat, le Gouvernement aurait pu, s'il avait été armé de ce droit, repousser de notre nationalité et de notre territoire de précoces malfaiteurs ou des espions. » Avec lui nous reconnaissons que la formalité d'enregistrement est d'ordre public. Le droit pour le Gouvernement de la refuser dans les cas où le déclarant est indigne, répond à la nécessité de protéger la moralité et la sécurité publiques.

L'enfant mineur d'un étranger pourra aussi devenir Français. La déclaration sera faite par ses représentants, père, mère ou tuteur. On peut regretter que la loi n'exige pas que ce soit le mineur lui-même qui fasse cette déclaration, assisté comme de droit. On peut dire en effet, que la naturalisation suppose l'expression individuelle de la volonté de l'intéressé. C'est un acte personnel, comme l'est le mariage ou le testament.

Il est deux hypothèses dans lesquelles l'individu né en France d'un étranger qui n'y est pas né lui-même devient Français, mais alors sur sa demande implicite. C'est d'abord lorsqu'il se trouve domicilié en France à l'époque de sa majorité.

Il n'est pourtant pas, en ce cas, contraint de devenir Français. Il peut décliner cette qualité pour réclamer la qualité d'étranger, en prouvant qu'il a conservé la nationalité de ses parents.

En second lieu devient Français, sans qu'il soit besoin de sa part d'une déclaration expresse : « l'individu, né en France d'un étranger, qui ayant été porté sur le tableau de recensement, prend part aux opérations de recrutement, sans opposer son extranéité » (art. 9, *in fine*, loi du 22 juillet 1893). S'il consent à payer l'impôt du sang, c'est qu'il opte pour notre nationalité. Le tirage au sort équivaldra pour lui à une déclaration de son intention de devenir Français.

Mais l'étranger peut être né en France d'un étranger qui lui-même y est né. Du fait de cette double naissance en France de l'étranger et de son auteur, la loi présume pour le premier un attachement assez grand à notre pays, pour lui imposer sa nationalité, dans certains cas du moins. La loi du 7 février 1851 reconnaissait déjà comme Français l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né, mais elle laissait à cet enfant la faculté de réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivait sa majorité, « par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le Gouvernement étranger ». On s'aperçut bientôt, que, grâce à cette faculté à eux laissée de décliner la qualité de Français, des étrangers de la catégorie dont nous parlons manifestèrent en grand nombre leur volonté de rester étrangers, dans le but surtout de se soustraire au service militaire.

Ce mouvement ne fut pas arrêté par les prescriptions de la loi du 16 décembre 1874, qui vint cependant rendre plus difficile la répudiation de la qualité de Français. D'après cette loi, il fallait que l'étranger justifiât « avoir conservé sa nationalité d'origine, par une attestation en

due forme de son gouvernement, laquelle demeurerait annexée à la déclaration ».

Devant l'échec des dispositions nouvelles de 1874, la loi de 1889 vint imposer la nationalité française à l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né. Les termes du nouvel article 8 *in fine* introduit dans le Code civil par la loi de 1889 étaient absolus : « Est Français, tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né. »

D'après cette loi, aucune distinction n'était faite au point de vue de la naissance en France entre le père et la mère de l'étranger. La jurisprudence et la doctrine étaient d'accord sur ce point ¹.

Des réclamations nombreuses ne tardèrent pas bientôt à se faire entendre contre les mesures édictées par la loi de 1889. On disait que « dans une législation comme la nôtre, où la personnalité du père est si dominante, celle de la mère si effacée, il était irrationnel de déterminer d'après le lieu de naissance de la mère la nationalité de l'enfant ».

Reconnaissant le bien fondé de ces réclamations, la loi du 22 juillet 1893 est venue modifier le § 3 de l'article 8 du Code civil, tel qu'il existait sous l'empire de la loi de 1889. L'individu né en France sera Français si l'un de ses parents est né en France. Mais la loi nouvelle fait une distinction, selon que c'est le père ou la mère qui est dans cette condition. La qualité de Français n'est imposée à l'étranger qu'autant que c'est son père qui est né en

¹ *Vide* Aubry et Rau, I, § 69, 234 ; Despagne, n° 186 ; Weiss, I, p. 201, Campistron n° 30 ; Rouard de Card, p. 70 et suiv. et Rennes, 18 avril 1893 (D., 93, II, 57). Cass. Civ., 12 avril 1892 (S., 93, I, 150).

France. Si c'est sa mère, il peut sans doute rester Français, mais la loi lui laisse en ce cas « la faculté de décliner dans l'année qui suivra sa majorité, la qualité de Français. »

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'enfant légitime. « L'enfant naturel, aux termes du paragraphe 3 *in fine* de l'article 8 nouveau, pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français, quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devrait suivre la nationalité. »

Il est encore une catégorie d'étrangers à laquelle la loi accorde la naturalisation de faveur. Nous voulons parler des enfants nés d'un ex-Français, en France où à l'étranger (art. 10, C. civ.). Ils peuvent, à tout âge, réclamer la qualité de Français, à moins que, domiciliés en France, et appelés sous les drapeaux lors de leur majorité, ils n'aient revendiqué la qualité d'étrangers.

Disons enfin que le bienfait de la loi suffit pour changer la nationalité de la femme étrangère, lorsqu'elle épouse un Français.

La loi ne laisse même pas à la femme la faculté de répudier la nationalité française, acquise par son mariage. C'est qu'elle présume, non sans raison, que la femme, en consentant à partager l'existence de son mari, veut aussi partager sa nationalité.

Telle est, rapidement esquissée, la législation concernant la naturalisation des étrangers en France, naturalisation proprement dite ou bienfait de la loi.

Quand on cherche l'esprit qui, sur ce point, a animé le législateur, on est frappé de ce fait : qu'il a tendu à faciliter de plus en plus aux étrangers l'acquisition de la qualité de Français. Le motif qui l'a poussé à agir ainsi a été la

constatation qu'il a faite de la diminution constante de notre population. Il a voulu faire des Français avec des étrangers.

C'est là sans doute un excellent moyen d'augmenter les chiffres des recensements. Nous pensons nous aussi que la naturalisation est, sinon un remède, du moins un palliatif contre l'immigration. On a dit très justement : « Puisque nous ne faisons plus assez d'enfants, faisons-nous des recrues. La filiation naturelle étant insuffisante, pratiquons l'adoption. La moitié du million de Belges, d'Italiens, d'Allemands, d'Espagnols qui se trouvent sur notre sol ne sont étrangers que parce que nous voulons qu'ils le soient¹. »

C'est aussi l'avis de M. Hugo des Rotours : « En l'état présent du monde, nous dit-il, un groupe humain qui ne veut pas mourir, ne peut renoncer à un constant travail d'assimilation et d'expansion ; qu'il favorise la naturalisation des nouveaux venus, si, comme il arrive souvent dans les sociétés riches et avides de bien-être, les naissances ne parviennent pas à combler les vides que fait la mort² ! »

C'est là, malheureusement, le cas de notre pays. Sa population diminue. Augmentons-la par la naturalisation. Faisons des Français avec des étrangers, comme nous le disions plus haut.

La législation de 1889 et 1893 tend à ce but. On pourrait, ce nous semble, faciliter encore la naturalisation. Il serait à souhaiter d'abord que les frais de cette natura-

¹ Article de M. Paul Leroy-Beaulieu dans le *Journal de Dr. int. priv.*, 1888.

² Voir *l'Economiste français* du 24 août 1803.

lisation soient considérablement réduits. C'est, en effet, pour les petites bourses, une somme déjà importante que les 175 francs exigés. Il y a là un obstacle sérieux à la naturalisation des ouvriers et journaliers étrangers, très nombreux chez nous.

La procédure de la naturalisation nous semble aussi trop longue et compliquée. Une simple déclaration de l'étranger, devant le juge de paix, remplacerait avantageusement la demande au ministre et le décret rendu sur son rapport par le Président de la République. Cette déclaration serait d'ailleurs accompagnée de l'acte de naissance de l'étranger, d'un extrait de son casier judiciaire, ainsi que d'une renonciation expresse de tout rapport avec son ancienne patrie.

Ne pourrait-on pas aussi abréger la durée du séjour requise pour que la demande aux fins de naturalisation soit efficace? Dix ans, c'est bien long. Nous savons que souvent ce temps de stage se trouvera considérablement réduit par le fait de l'admission à domicile. On pourrait le réduire de moitié, comme cela a lieu d'ailleurs en Russie ¹.

On nous objectera qu'une naturalisation trop facile n'est pas sans inconvénients pour le pays qui l'accorde. Il se peut faire, en effet, que les étrangers, poussés par leur intérêt personnel, ne prennent du Français que l'étiquette, leur cœur restant au delà de la frontière.

Nous croyons, nous aussi, qu'il faut être prudent et ne pas agir en aveugles. Sans doute, pour une nation, le nombre des habitants est beaucoup, mais il ne faut pas,

¹ L'Allemagne, l'Angleterre n'exigent aucun certificat de résidence. La durée de la résidence est de 7 ans en Serbie, 1 an en Portugal, 2 ans au Mexique.

pour le plaisir d'enfler les chiffres d'un recensement, introduire dans notre pays des éléments nuisibles. Nous voulons une naturalisation large, mais en même temps éclairée. La qualité de Français ne sera pas donnée à ceux qui sont indignes de l'obtenir, d'après les renseignements sur eux recueillis.

Notre législation nous semble s'être écartée un peu trop de cette sage réserve, lorsqu'elle a imposé la qualité de Français à l'individu né en France, d'un étranger qui lui-même y est né. Comment conclure de ce simple fait de la naissance d'un fils et de son père en France à un attachement réel du premier à notre pays ? Mais cette double naissance d'un enfant et de son père en France peut n'être que le résultat d'un hasard, d'un voyage par exemple. Comment peut-on avoir de l'affection pour un pays où l'on est né, mais qu'on a quitté aussitôt après sa naissance ? Du moins, si l'on tenait à imposer la qualité de Français, fallait-il exiger de l'enfant, sinon du père, quelques conditions de résidence ou de domicile. Or, il n'en est rien. Mieux valait, à notre sens, ne pas imposer la nationalité française et étendre au père ce que la loi de 1893 décide pour la mère née en France. L'enfant devenu majeur aura la liberté de choisir sa nationalité. Si, redoutant le service militaire, il répudie la qualité de Français, c'est donc qu'il n'a pas grand attachement pour un pays qu'il refuse de servir. Ne vaut-il pas mieux perdre un Français, que d'en créer un mauvais, qui ne le serait que par force ?

SECTION IV

De quelques mesures protectrices du travail national.

§ 1. — L'ouvrier étranger dans les travaux publics.

Nous avons vu, dans notre chapitre iv, que nos législateurs s'étaient souvent demandé s'il ne conviendrait pas de limiter le nombre des ouvriers étrangers à employer dans les travaux publics. Mais la Chambre n'était pas seule à se préoccuper de cette question. Les conseils municipaux, eux aussi, l'agitèrent à maintes reprises, et prirent même des décisions réglementant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les travaux municipaux.

Dès 1883, le Conseil municipal de Paris s'élève contre la préférence donnée, par les entrepreneurs de travaux publics, aux ouvriers étrangers.

Ces protestations étaient l'écho des plaintes des ouvriers peintres en bâtiment, qui se plaignaient de l'emploi trop fréquent d'étrangers, surtout d'Italiens, venant prendre leur place dans les travaux de la Ville. Une Commission est chargée d'étudier les propositions de MM. Delhomme et Songeon relatives à l'emploi de ces étrangers. Elle consulte sur ce point les ingénieurs des services municipaux et le Comité consultatif de la préfecture de la Seine. Il lui est répondu qu'il est impossible de rien changer à l'état de choses existant, que les mesures prises iraient à l'encontre des intérêts bien compris de la Ville de Paris.

Le 29 février 1888, le Conseil décide que le nombre

des ouvriers étrangers ne pourra être supérieur à 5 pour 100 du nombre total des ouvriers employés sur les chantiers municipaux. La délibération où fut prise cette décision ne tardait pas à être annulée par décret de 17 mars de la même année.

Une nouvelle délibération vint bientôt remplacer la délibération annulée. A la date du 2 mai 1888, il est décidé, entre autres choses, que « l'entrepreneur ne pourra employer plus d'un dixième d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux, étant spécifié que dans les postes et casernes il ne pourra être employé que des ouvriers français ».

Ces prescriptions ne demeurent pas dans le domaine de la théorie, et reçoivent leur application dans les travaux municipaux mis alors en adjudication, tels que les travaux de la Bourse du commerce, et ceux de la reconstruction des Halles centrales.

Depuis cette époque, la limitation du nombre des ouvriers étrangers continua de figurer dans les cahiers des charges de la Ville de Paris, malgré, comme nous le verrons, l'opposition du Gouvernement et du Parlement.

Mais la Ville de Paris ne fut pas la seule à vouloir protéger l'ouvrier français contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Plusieurs conseils municipaux de province vinrent, eux aussi, chercher à limiter le nombre des étrangers employés dans leurs travaux. C'est ainsi que, le 11 novembre 1890, le Conseil municipal de Marseille émet un vœu dans ce sens. En 1892, le Conseil municipal de Dijon va plus loin encore, et il adopte un cahier des charges, dans lequel figure l'exclusion complète des ouvriers étrangers, sauf au cas d'absolue nécessité,

La sanction attachée à l'inobservation de cette clause est la résiliation de l'entreprise.

La Ville de Béziers, à la date du 10 juin 1890, adopte une délibération, d'après laquelle « les ouvriers de nationalité étrangère ne sont admis que dans la proportion de un dixième du personnel du chantier ».

Nous avons dit que le Gouvernement fit longtemps opposition à ces délibérations des corps municipaux. Il considérait que les « conditions du travail », telles que les posaient ces assemblées, n'entraient pas dans leurs attributions. C'est ainsi qu'un décret du 17 mars 1888 vint annuler la délibération prise par le Conseil municipal de Paris, le 29 février 1888. Un autre décret, du 1^{er} avril 1891, vint aussi faire tomber un vote du 9 mars 1891, par lequel ce Conseil avait décidé de maintenir les conditions du travail dans les travaux à exécuter pour l'entretien des édifices municipaux.

Le Parlement se prononça lui aussi contre l'intervention des conseils municipaux dans la réglementation des entreprises de travaux publics. Le 11 juin 1888, le Sénat interdit l'insertion dans les cahiers des charges de ce que nous avons appelé « les conditions du travail ». Cette interdiction votée par le Sénat se trouve dans la loi du 3 décembre 1888.

Quant au Conseil d'Etat, il ne se prononça pas sur la clause relative à la limitation des étrangers. On peut conclure cependant qu'il n'était pas favorable à cette clause, puisque, d'une manière générale, il refusait aux conseils municipaux d'intervenir dans les entreprises de travaux publics pour y poser des conditions. C'est ce qui résulte de son arrêt du 21 mars 1890, par lequel il admet le recours de trois entrepreneurs, qui, ne voulant pas se soumettre

aux conditions que voulait leur imposer le Conseil municipal de Paris pour des travaux de maçonnerie, avaient été exclus de l'adjudication. De même, en 1895 (25 janvier), nous voyons le Conseil d'Etat rejeter la requête de la Ville de Paris contre le décret du 23 janvier 1891 annulant la délibération du Conseil municipal en date du 13 juin 1890, par laquelle il maintenait les « conditions du travail » dans les entreprises de travaux publics.

L'Etat, lui aussi, inséra dans les cahiers des charges des entreprises de travaux publics la clause relative à la limitation du nombre des travailleurs étrangers, du moins d'une manière éventuelle.

Lorsque la loi de 1896, relative à l'Exposition de 1900, eut admis que, dans l'exécution des travaux, il pourrait être imposé des conditions aux entrepreneurs, un arrêté du Ministre du commerce fut rendu le 25 septembre 1896, portant, dans son article 14, que « le Ministre se réserve le droit de fixer la proportion maxima d'ouvriers étrangers que l'entrepreneur pourra occuper pour chaque nature de travaux ». On voit donc l'Etat, qui refuse aux municipalités le droit d'introduire des conditions du travail dans les entreprises de travaux publics, se départir de ses rigueurs, lorsqu'il est question de ses propres travaux.

Voyons maintenant quelles sont les raisons invoquées par le Gouvernement pour refuser aux conseils municipaux cette intervention dans les entreprises de travaux publics.

On dit d'abord que cette intervention est contraire à la liberté du travail. Mais l'entrepreneur n'est pas pris en traître; on l'avertit d'avance des conditions auxquelles il aura à se soumettre. De plus, l'Etat, par sa législation

nouvelle sur l'industrie, ne pose-t-il pas lui aussi des conditions dans le contrat du travail? L'intervention permise à l'État ne fait pas obstacle à la liberté du travail, pourquoi celle des corps municipaux aurait-elle ce défaut? Ne peut-on pas, de plus, reconnaître aux conseils municipaux un droit qu'on ne dénie pas aux particuliers? Ceux-ci sont libres de faire exécuter leurs travaux par qui ils veulent, et de poser leurs conditions. Les travaux municipaux n'intéressent qu'une ville; et ne peut-on pas considérer un Conseil municipal comme un particulier faisant faire des travaux chez lui?

De plus, aux termes même de l'ordonnance du 14 novembre 1837, « toutes les entreprises, pour travaux et fournitures au nom des communes, seront données avec concurrence ». Ne va-t-on pas diminuer cette concurrence en posant certaines conditions, telles que la limitation du nombre d'ouvriers étrangers? Nous ne voyons pas bien que la concurrence soit diminuée par ces conditions. En effet, les entrepreneurs sont tous mis sur le même pied; ils ne peuvent se plaindre qu'une faveur soit faite à l'un d'entre eux. La limitation de la main-d'œuvre étrangère n'empêche pas plus la concurrence, que l'obligation du cautionnement, ou autres conditions contenues dans les cahiers des charges.

Un résultat que pourra avoir l'insertion des conditions demandées par les conseils municipaux, sera de rendre les rabais moins grands. Sans doute, l'entrepreneur, s'il emploie beaucoup d'étrangers, y trouve l'avantage de les payer moins cher; il peut donc moins demander comme prix d'adjudication. Mais il faut tenir compte aussi de la concurrence. Un entrepreneur, qui se verra forcé d'employer plus de Français, ne renoncera pas pour cela à un

travail auquel il tient. Ses bénéfices seront un peu moindres, mais il n'augmentera pas pour cela sensiblement son offre.

Quant à la loi de 1888, votée pour un cas spécial, elle ne fait point obstacle à l'intervention des conseils municipaux dans les travaux publics. Il s'agissait alors d'autoriser un emprunt de la Ville de Paris pour des travaux déterminés. Les conditions posées ne concernaient que ces travaux, et ne s'étendaient pas à tous les travaux municipaux en général.

On a dit aussi que les conseils municipaux, en fixant des conditions aux entrepreneurs, conditions qui, en certains cas, font augmenter les dépenses communales par la hausse qu'elles amènent dans les offres, sortent de leurs attributions. Mais un Conseil municipal peut augmenter les dépenses municipales sans dépasser ses attributions. D'après la loi de 1884, « le Conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune » (art. 61, § 1). Il n'est pas en tutelle : il est relativement indépendant du pouvoir central.

Les conseillers municipaux, mandataires de leurs concitoyens, ne sont que les exécuteurs de leurs volontés. Donc, spécialement pour la limitation de la main-d'œuvre étrangère, demandée d'ailleurs par la majorité, si elle augmente les dépenses communales (ce qui n'aura pas lieu le plus souvent), ne sera que l'expression de leurs désirs.

Ce droit que nous reconnaissons aux conseils municipaux dans les entreprises de travaux publics, a été consacré par les décrets du 10 août 1899, qu'il nous faut maintenant étudier.

Plusieurs auteurs ont reproché à M. Millerand d'avoir,

par de simples décrets, porté atteinte à la liberté des conventions, proclamée par la loi de 1791. D'après eux il était besoin d'une loi pour accomplir la réforme¹. Nous ne discuterons pas cette délicate question, dont l'étude sortirait du cadre de notre travail. Disons seulement que ces décrets nous paraissent justifiés, si aucun texte de loi n'est modifié, comme voudrait le reconnaître notre opinion opposée à celle du Conseil d'Etat.

De ces décrets, au nombre de trois, l'un vise l'Etat, les deux autres les départements, les communes et établissements de bienfaisance.

Au milieu d'autres conditions prévues dans les entreprises de travaux publics, une clause vise l'emploi des ouvriers étrangers. Mais, tandis que cette clause est obligatoirement introduite dans les cahiers des charges des travaux de l'Etat, elle n'est que facultative pour les départements et les communes.

D'après le décret du 10 août 1899, article premier, « les cahiers des charges des marchés des travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, par adjudication ou de gré à gré, devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à n'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'Administration, selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés. »

Cette condition, imposée dans les travaux de l'Etat, pourra, d'après les décrets des 6 et 10 août 1899, être insérée dans les cahiers des charges des travaux des communes et des départements.

¹ Voir les articles) de M. Beauregard dans *le Monde économique* des 8 juillet et 9 août 1899. — Voir aussi : *Rev. d'Ec. pol.*, août-septembre 1899.

L'obligation d'insérer pareille clause dans les cahiers des charges des travaux de l'Etat se justifie facilement. Le Parlement fait pour l'Etat ce que les conseils municipaux feraient pour les communes. Il est maître de prendre une décision pour les travaux publics dont il vote les crédits et ordonne l'exécution. Cette obligation, on n'a pas cru devoir l'édicter pour les départements et les communes. Chacune de ces divisions administratives prendra, en raison de l'importance des travaux, les décisions que lui dicteront son devoir et les circonstances.

Quant à la proportion à établir entre le nombre des ouvriers étrangers et le nombre total des travailleurs, elle sera fixée, dans les travaux de l'Etat, par l'Administration. Dans les travaux des départements et des communes, le préfet décidera sur ce point. Il sera tenu compte des circonstances, de la nature des travaux et de la région où ils seront exécutés. C'est là une sage prescription : pour certains travaux pénibles, de terrassement par exemple, une proportion trop faible d'étrangers, fixée une fois pour toutes, aurait pu empêcher ces travaux de se faire, faute de bras français. De même, le nombre d'ouvriers étrangers pourra être plus grand pour des travaux à exécuter dans une petite commune peu peuplée que dans une ville populeuse.

Jusqu'ici, la proportion adoptée par l'Etat et les villes, a été de : un dixième d'étrangers. Cette proportion est assez juste, ce nous semble.

A quels travaux s'étendent les prescriptions des décrets ? Elles visent les marchés de travaux publics ou de fournitures passés par l'Etat, les départements ou les communes. Les conditions prévues aux décrets ne s'appliquent que dans les chantiers ou ateliers organisés en vue de l'exécu-

tion du marché; elles ne s'étendraient pas aux fabrications faites par l'entrepreneur pour la consommation courante, mais seulement à celles faites pour l'adjudicataire de travaux publics.

Si les travaux publics sont faits le plus souvent en adjudication, ils peuvent aussi être faits de gré à gré, ainsi que les marchés de fournitures. Pour ces cas aussi, les décrets recevront leur application. C'est ce qui aura lieu dans les hypothèses prévues par le décret réglementaire du 18 novembre 1882 sous cinq chefs principaux, savoir : 1^o modicité de la dépense ; 2^o nécessité de tenir certaines opérations secrètes ; 3^o nature du travail ou de l'acquisition excluant par elle-même la libre concurrence ; 4^o motifs d'urgence ou de sécurité publique ; 5^o tentative infructueuse d'adjudication publique.

La sanction mise à l'inobservation des prescriptions imposées, telles que l'emploi d'ouvriers étrangers au delà de la proportion fixée, sera l'exclusion temporaire ou définitive de l'entrepreneur fautif, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles, prévues au cahier des charges.

Telle est, rapidement résumée, la substance des décrets nouveaux, en ce qui concerne les ouvriers étrangers.

Pour nous, qui considérons l'immigration étrangère comme un danger pour notre pays, nous ne pouvons qu'approuver les dispositions protectrices du travail national qui s'y rencontrent.

En fait, les entrepreneurs de travaux publics tendaient à employer un grand nombre d'étrangers. En 1887, M. Vaillant se plaignait par exemple que, dans les travaux de démolition de la Bourse de commerce, il y eût plus de 150 étrangers sur 200 ouvriers employés. De

même, une statistique faite à Roubaix en 1898, montra que, sur 520 ouvriers employés dans les travaux publics, il y avait 343 Français et 177 étrangers. Les plaintes des ouvriers français sont donc justifiées, comme le montrent ces exemples qu'on pourrait multiplier.

C'est que la forme même des travaux publics encourage cet emploi. Les adjudications au rabais poussent l'entrepreneur à faire exécuter le travail au meilleur marché possible, pour pouvoir concourir dans l'adjudication et être pris pour faire les travaux. Comme, de plus, il veut faire un bénéfice, il sera tenté de prendre le plus possible d'étrangers, qu'il paiera moins que les ouvriers nationaux.

Il était bon que des dispositions vinssent s'opposer à cette tendance. Qu'on ne nous objecte pas ici des difficultés d'ordre international. Les travaux publics présentent ce caractère spécial, que l'Etat ou les communes peuvent être considérés comme des patrons et qu'ils pourraient même, peut-être, n'employer que des ouvriers français. Ils n'agissent pas comme puissance publique et ne peuvent pas se voir opposer les traités internationaux.

§ 2. — **L'étranger et la loi du 21 mars 1884.**

Personne aujourd'hui ne conteste aux étrangers le droit de faire partie, en France, d'un syndicat professionnel. Ce droit est implicitement reconnu par la loi du 21 mars 1884. Cependant, le projet présenté par le Gouvernement en 1880 voulait exclure les étrangers. Il disait, en effet : « Les syndicats professionnels ne pourront être formés qu'entre Français, jouissant de leurs droits civils. » Le Parlement trouva cette disposition trop étroite et refusa de l'adopter.

On fit alors remarquer qu'il serait impossible de tenir les travailleurs étrangers complètement à l'écart : cette exclusion n'aboutirait qu'à les froisser. Ils formeraient entre eux des groupes hostiles aux ouvriers français ; mieux valait les enrôler dans les syndicats.

Nous croyons ces observations pleinement justifiées. Du moment que nous admettons librement les étrangers à venir travailler en France, il est naturel de les laisser profiter des avantages faits par la loi aux travailleurs. Ceux-ci pouvant s'unir pour la défense de leurs intérêts professionnels, il est équitable que, quiconque fait partie de la même profession, puisse être consulté et donner son avis sur un objet qui l'intéresse.

De plus, les syndicats peuvent constituer des caisses de secours mutuels et de retraites. Ne serait-ce pas inhumain de priver un ouvrier de ces avantages, parce qu'il est étranger ?

Enfin, vu le grand nombre d'étrangers qui de nos jours travaillent en France, ce serait vouloir nuire à l'union qui doit exister entre travailleurs que de former deux classes parmi eux : celle des ouvriers syndiqués et celle des non syndiqués à cause de leur qualité d'étrangers. Nous croyons même que le syndicat peut devenir un terrain d'entente entre travailleurs français et étrangers, si disposés souvent, comme nous l'avons vu, à entrer en lutte.

Disons cependant que dans les colonies, aux termes mêmes de l'article 10 de la loi de 1884 *in fine*, les travailleurs étrangers, engagés sous le nom d'immigrants, ne peuvent faire partie des syndicats.

Si la loi de 1884 laisse toute liberté aux étrangers d'entrer dans un syndicat professionnel, elle exige des admi-

nistrateurs ou directeurs de ce syndicat, outre la jouissance des droits civils, la qualité de Français. Cette prescription se trouve dans son article 4 *in fine*, ainsi conçu : « Les membres de tout syndicat professionnel, chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat, devront être Français et jouir de leurs droits civils. »

Lors de l'élaboration de la loi, les dispositions contenues dans cet article trouvèrent quelques adversaires. Il fallait, d'après eux, se montrer moins exclusif. C'est ainsi qu'à la séance du 11 juillet 1882, M. Roger Marvaise proposait l'amendement suivant à l'article 4 primitif, n'admettant que les Français à diriger ou administrer un syndicat : « Les membres de tout syndicat professionnel, chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat, devront être Français ou admis à établir leur domicile en France, ou appartenir à une nation liée avec la France par un traité stipulant une égalité absolue entre les ressortissants des deux Etats pour l'exercice de tout genre d'industrie ou de commerce¹. » Il faut reconnaître que l'auteur de cette proposition avait bien choisi son moment pour la déposer. Un traité avec la Suisse venait d'être passé le 23 février de la même année, et M. Roger Marvaise ne pouvait concevoir qu'on écartât du personnel administrateur et directeur des syndicats les nombreux Suisses qui viennent en France. En faveur de son amendement il faisait valoir un autre argument. Il s'étonnait qu'on exclût ainsi les étrangers des syndicats, alors que des sociétés commerciales et industrielles viennent s'établir librement en France bien qu'étant étrangères².

¹ Sénat, *J. O.*, 1882, Déb. parl., p. 775 et s.

² Voir sur ce sujet : *les Syndicats professionnels* (thèse de M. Masson, Paris, 1888).

L'amendement de M. Roger Marvaise, rejeté, fut repris par lui au Sénat, dans la séance du 29 janvier 1884¹. Il demandait qu'outre les Français, on admit, dans le haut personnel des syndicats, les admis à domicile. L'opinion opposée, soutenue vigoureusement par M. Barthe, devait définitivement triompher.

Il y a en effet des raisons sérieuses pour ne pas admettre les étrangers à être directeurs ou administrateurs des syndicats. Et d'abord, comme en principe l'entrée des syndicats est libre aux étrangers, il se peut former des syndicats composés exclusivement d'étrangers. Ces syndicats, malgré le maintien de la loi du 14 mars 1872, pourraient devenir dangereux pour l'industrie française, et même pour la nation. Il est donc indispensable qu'à leur tête se trouvent des Français, qui seront les défenseurs indiqués de l'industrie nationale et retiendront les membres du syndicat dans une sage modération. Si au contraire, dans ces syndicats, on admet comme chefs des étrangers, ceux-ci, ayant sous leurs ordres un grand nombre d'individus et disposant de la caisse du syndicat, pourront exercer une influence désastreuse pour les intérêts économiques français. De plus, en dehors même de l'idée de danger public qui a guidé nos législateurs dans la rédaction de l'article 4, il faut reconnaître que les Français seront mieux à même de diriger un syndicat qu'un étranger, qui peut-être est depuis peu de temps en France, et ne connaît pas les intérêts véritables de l'industrie à laquelle il appartient depuis peu.

Quant aux objections présentées par M. Roger Marvaise contre l'exclusivisme de l'article 4, elles n'arrivent

¹ *J. O.*, Sénat, Déb. parl., 1884, p. 204 et s.

pas à nous émouvoir. Il nous semble d'abord qu'une comparaison ne peut pas être établie entre les sociétés industrielles et commerciales étrangères en France et les syndicats. Tandis que ces sociétés sont d'ordre exclusivement industriel ou commercial, les syndicats professionnels nous paraissent avoir un caractère plus grand de généralité et intéresser toute la société. Et puis, si ces sociétés dont on parle existent en France, c'est là un fait qui est loin de nous satisfaire pleinement, la concurrence pouvant arriver à étouffer, du moins à diminuer l'industrie ou le commerce national.

Pour ce qui est des traités internationaux, ils ne lient pas à ce point les nations, qu'elles ne puissent, à titre de réciprocité bien entendu, faire quelques faveurs à leurs nationaux. L'étranger est admis dans le syndicat comme les Français ; les conventions internationales ne peuvent pas empêcher que, dans l'intérêt de l'industrie française et de la France même, on lui refuse de le diriger.

Aussi, croyons-nous que l'article 4 *in fine* de la loi de 1884 ne doit pas recevoir plus d'extension, et nous ne voyons pas pourquoi les admis à domicile seraient assimilés aux Français, la faveur de l'admission à domicile ne leur enlevant pas leur qualité d'étrangers.

APPENDICE

L'OUVRIER ÉTRANGER ET LA LOI DU 10 AVRIL 1898

Si nous avons voulu faire une étude à part de la loi du 10 avril 1898, c'est que cette loi est toute récente et que certaines de ses dispositions ont un rapport direct avec notre sujet.

C'est dans l'article 3 *in fine* de la loi que se trouvent les prescriptions concernant l'ouvrier étranger. Il y est dit : « Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. »

« Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

Il est tout d'abord certain qu'en principe, l'ouvrier a droit à l'application de la loi. Le rapporteur de 1893 nous le dit formellement : « La loi, dont le but essentiel est d'éviter des instances longues et coûteuses, et d'assurer rapidement aux victimes d'accidents une indemnité suffisante, présente un caractère d'ordre public tellement absolu, qu'elle doit être appliquée aux nationaux des autres pays qui travaillent sur notre territoire, alors même que ces pays n'accorderaient pas aux Français des avantages analogues. »

D'ordre public, la loi de 1898 s'applique donc aux étrangers comme aux nationaux, sans qu'il soit à tenir compte de la réciprocité internationale.

L'article 3 nous parle des étrangers « qui ne résideront plus sur le territoire français », c'est donc que ceux qui continueront d'y résider, après l'accident à eux survenu, auront droit aux mêmes indemnités que leurs compagnons français victimes d'accidents. Ils toucheront comme eux une rente dont le taux est fixé par l'article 3¹.

Nous avons vu que le plus souvent l'ouvrier étranger qui vient chez nous, y vient seul, sa famille étant demeurée dans son pays d'origine. Victime d'un accident survenu dans son travail, cet étranger, incapable de travailler, quittera le plus souvent la France, où le travail seul le retenait. De plus, chez lui, il trouvera avec les soins des siens, une vie quotidienne moins coûteuse que chez nous. Nos législateurs ont pensé qu'il y aurait quelque chose de choquant à obliger le patron à servir une rente à l'ouvrier étranger jusqu'à la fin de ses jours, rente qu'il ne dépenserait même pas sur le territoire français, et cela sans réciprocité le plus souvent de la part des autres nations.

A cet étranger, qui cesse de résider sur notre territoire, la loi accorde, au lieu de la rente à lui allouée, un capital égal à trois fois cette rente. C'est là une mesure semblable à celle prise à l'égard de la veuve qui se remarie et à laquelle la loi donne aussi un capital triple de sa rente (*vide* art. 3).

¹ Art. 3. Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou l'employé a droit : pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel. — Voir *Commentaire de la loi du 10 avril 1898*, par L. Chardiny, 1898.

L'application de la loi, pour ce qui regarde l'ouvrier étranger victime d'un accident, n'ira pas sans de sérieuses difficultés. Pour que cet ouvrier touche sa rente, il faudra qu'il continue à résider en France après son accident. Or comment se fera la preuve de sa résidence ?

La loi du 8 août 1893 exige bien une déclaration de résidence des étrangers non admis à domicile. Cette déclaration sera-t-elle suffisante ? Nous ne le pensons pas. L'article 3 nous dit : « Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre. » Quand l'ouvrier étranger voudra toucher sa rente, il faudra que tous les trois mois il fasse la preuve de sa résidence en France. La preuve de la résidence, il la fera comme en matière de compétence (art. 59 du Code de procédure civile). Même en ce cas, on peut supposer bien des fraudes de la part de l'étranger. Notre ouvrier habitera dans son pays, et n'aura en France qu'une location de mince valeur, qui lui conservera le droit à sa rente. Cette fraude se produira surtout dans les départements frontiers, l'ouvrier pouvant facilement venir toucher sa rente grâce à cette location qu'il aura sur notre sol.

Il peut aussi se produire un autre fait. Nous verrons que la loi n'accorde, en cas de mort de l'ouvrier étranger, une indemnité à ses représentants, que s'ils résidaient en France au moment de l'accident. Or, un ouvrier gravement malade cesse de résider en France, il va retrouver les siens dans son pays. Il peut ainsi toucher le capital triple de sa rente que lui alloue la loi. Son capital touché, notre ouvrier quittera la France ou y restera. En tous cas le patron sera frustré, puisqu'il aura payé à l'ouvrier un capital et qu'il n'aurait rien dû, à la mort de l'ouvrier en France, à ses représentants absents. Si cet ouvrier ne

meurt pas, il rentrera ou restera chez nous, et sera à notre charge.

Admettons que l'ouvrier se comporte comme le suppose la loi. Il retourne dans son pays avec un capital triple de sa rente. Alors ne voit-on pas combien la loi porte atteinte au travailleur français ? Le patron en effet aura tout avantage à employer le plus d'étrangers possible, puisque en cas d'accident il ne leur donnera qu'un capital, au lieu que l'accident survenu à un Français lui imposerait, pendant longtemps peut-être, l'acquittement d'une rente assez forte.

L'emploi d'ouvriers étrangers présente aussi pour le patron un autre avantage, nous voulons parler du cas de mort de l'ouvrier, par suite d'accident dans son travail. Quand l'ouvrier français est tué, le patron doit encore une pension ou rente viagère de tant pour cent du salaire de la victime, au conjoint survivant, aux enfants du défunt ou même aux ascendants ou descendants à sa charge.

Dans le cas de mort d'un ouvrier étranger, ses représentants ne recevront d'indemnité qu'autant qu'ils résideront sur le territoire français au moment de l'accident.

Pour les représentants de l'étranger comme pour l'étranger lui-même il n'y a pas de conditions de réciprocité internationale.

Le projet de loi de 1893, appliquant l'article 11 du Code civil, décidait que les représentants de l'ouvrier étranger, même non résidants, auraient droit à une indemnité si les Français jouissaient de ce droit à l'étranger sans condition de résidence. Le texte définitif de la loi ne contient rien à cet égard, et les étrangers pourraient accorder cet avantage chez eux aux Français sans que ceux-ci le leur accordent,

Pourquoi cette condition de résidence des représentants de l'ouvrier est-elle exigée par la loi ?

C'est que d'abord on n'a pas voulu servir des rentes à des étrangers qui ne vivent pas chez nous. Il serait bizarre en effet de donner ces rentes à des gens qui ne les dépenseraient pas en France. Et puis le législateur a pensé, non sans raison, qu'il serait assez difficile d'avoir un état précis de la situation des représentants du défunt à l'étranger. Nous répétons que la rente se paie tous les trois mois. Comment, chaque trimestre, être fixé sur la situation, sur l'existence même des ayants droit ? La preuve de la résidence devra être faite par les représentants même de l'ouvrier étranger. Comment se fera cette preuve ? La loi du 8 août 1893 ne demande la déclaration à la femme étrangère et aux enfants majeurs et mineurs, que s'ils exercent ensemble ou séparément une profession, un commerce ou une industrie.

Il peut se faire que la famille de l'étranger soit divisée. Les uns habitent la France au moment du décès, d'autres sont en Italie ou en Belgique. Ici le règlement de la rente due ne sera pas sans difficultés. La loi, on le sait, proportionne le taux de la rente au nombre d'enfants. Or voici, je suppose, un père de famille étranger qui meurt victime d'un accident. Il laisse deux enfants en France et deux à l'étranger. A quelle indemnité aura droit chacun des enfants restés en France ? Le patron devra-t-il lui servir une rente de 25 pour 100 du salaire de la victime ou bien de 40 pour 100 ? Nous pensons qu'il faudra faire entrer pour le calcul de la rente les enfants à l'étranger et que chacun d'eux aura droit à 10 pour 100 du salaire de la victime.

Il peut arriver aussi que les ayants droit à la rente,

résidant en France au moment de l'accident, viennent à quitter notre pays pour retourner dans leur patrie. En ce cas, quelle indemnité devra le patron? La loi n'a pas prévu le cas. Nous estimons que, par analogie, il faudra assimiler ce cas à celui de l'ouvrier étranger qui vient à quitter la France. Les représentants de l'ouvrier auront droit alors à un capital triple de la rente qu'ils recevaient en France. Là encore, les mêmes abus sont à prévoir d'étrangers cessant d'habiter notre territoire et y conservant pourtant un domicile qui leur permette de toucher la rente à laquelle, en fait, ils n'ont plus droit.

Qu'il s'agisse de l'ouvrier étranger lui-même ou de ses représentants, la loi du 10 avril 1898 établit une véritable prime en faveur de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. Il est curieux de constater que cette loi, qui est une loi de protection de nos travailleurs, se retourne en quelque sorte contre eux. Le patron, en prenant à son service des ouvriers étrangers, y trouvera ce double avantage : de les payer moins que les ouvriers nationaux et, en cas d'accidents à eux survenus, d'avoir une indemnité moindre à acquitter. On nous dira que le patron peut s'assurer pour ces accidents, mais l'assurance n'est pas à la portée de tous. Les petits industriels ne s'assureront pas ; ils préféreront employer des étrangers ; à moins que le patriotisme ne les retienne, ce qui est peu à croire.

Pour remédier à cet état de choses, M. Mirman a déposé une proposition de loi sur le bureau de la Chambre. Son idée n'est pas de diminuer les indemnités accordées à la famille de la victime française par l'article 3. Il veut faire payer au patron une indemnité, même en cas de décès de l'étranger. Le patron, lors de la mort de l'ouvrier, paierait une somme indépendante de la nationa-

lité de la victime. La somme serait versée à la Caisse nationale des retraites. C'est à cette caisse qu'incomberait le soin de servir les rentes aux familles de la victime, s'il y en a. Il faudra, par suite, faire des recherches sur l'état de famille du défunt. Ces recherches, M. Mirman les confie à une Commission nommée à cet effet. D'après sa proposition, le chef d'entreprise devra, après le décès de l'ouvrier, payer à la Caisse des retraites quatre fois le salaire annuel de la victime, sans avoir à tenir compte de sa nationalité.

Voici le texte de sa proposition :

ARTICLE PREMIER. — En cas d'accident survenu dans les conditions indiquées par la loi du 10 avril 1898, et suivi de mort, le chef d'entreprise sera tenu d'effectuer, en une ou plusieurs fois, à la Caisse nationale des retraites, et dans les délais que déterminera un règlement d'administration publique, dix versements, représentant chacun 40 pour 100 du salaire annuel de la victime, quelles que soient la situation de famille et la nationalité de celle-ci.

ART. 2. — Sur les fonds constitués par ces versements, la Caisse nationale des retraites, en cas d'accident mortel, prélèvera les sommes nécessaires pour payer, s'il y a lieu, aux ayants droit de la victime, les rentes ou indemnités indiquées par la loi du 10 avril 1898.

Bien que ce projet ait l'inconvénient de faire verser au patron une somme un peu forte, nous ne pouvons que souhaiter de voir disparaître de la loi de 1898 les dispositions qui établissent une différence aussi grande entre ouvriers français et étrangers en cas d'accident mortel,

pour les indemnités à allouer à leurs ayants droit. Malgré les règlements du 28 février 1899, malgré aussi la réorganisation de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, il nous semble que l'assurance obligatoire des industriels, sous le contrôle de l'Etat, ferait disparaître cette prime accordée par la loi de 1898 à l'emploi des ouvriers étrangers. Il faudrait revenir à répartir comme le voulait le projet de 1893 la charge des indemnités sur tous les industriels. En effet, l'article 7 du projet ne poussait pas autant que la loi actuelle les patrons à employer des étrangers. Il était ainsi conçu : « Les indemnités auxquelles les ayants droit d'un ouvrier étranger pourraient avoir droit devaient être, en tout cas, liquidées et comprises dans la répartition annuelle entre les chefs d'entreprise. »

L'article 3 de la loi du 10 avril 1898 *in fine*¹ refuse toute indemnité aux représentants d'un ouvrier étranger si, au moment de l'accident, ils ne résident pas sur le territoire français. Mais il peut arriver que l'accident, qui a occasionné la mort de l'ouvrier étranger, soit le résultat d'une faute du patron. Les ayants droit de l'ouvrier décédé ne pourront-ils pas en ce cas invoquer le droit commun, l'article 1382 du Code civil, qui veut que le fait dommageable entraîne l'obligation de le réparer ?

Cette hypothèse vient de se présenter récemment devant le Tribunal de la Seine. Un ouvrier belge avait été tué dans les travaux de construction de l'Exposition. Sa veuve, qui demeurait en Belgique, voulait prouver la faute du patron dans l'accident, et établir sa responsabilité. Sa demande fut rejetée par le Tribunal de la Seine.

¹ Voir Pic, la Loi du 8 avril 1898 (Extrait de la *Revue d'Ec. pol.*, Paris 1898).

Ce refus était basé sur le texte de l'article 2 de la loi du 10 avril 1898. Cet article dit en effet : « Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ¹. »

Cette décision rigoureuse, prise à l'égard de l'ayant droit d'un ouvrier étranger décédé, ne nous paraît pas pleinement justifiée. L'article 2 précité nous parle seulement des ouvriers, il ne dit rien de leurs représentants. Faut-il voir dans ce silence un simple oubli ? Pourquoi la loi définitive ne reproduit-elle pas les dispositions du projet de 1893, qui parlait expressément des représentants de l'étranger ? Ces derniers ne sont pas nécessairement assimilés à la victime, et l'article 3 distingue formellement l'ouvrier étranger de ses représentants. L'article 1382, écarté pour l'étranger victime d'accident, ne l'est pas pour ses représentants, d'après les termes mêmes de la loi. D'ailleurs, cet article ne disparaît pas complètement de la loi de 1898 ; nous retrouvons son application dans l'article 7. Nous pensons donc qu'il peut y avoir pour l'ayant droit, demeurant hors de France, d'un ouvrier étranger décédé chez nous, une action en indemnité. Ce que la loi ne veut pas, c'est l'option entre le droit commun et les dispositions qu'elle édicte. Le représentant de l'étranger ne jouissant pas dans l'espèce des dispositions de 1898, pourra, ce nous semble, invoquer le droit commun.

Notre solution devra à plus forte raison être admise,

¹ Tribunal de la Seine, 1^{re} Chambre, 6 nov. 1900. — Affaire Renard.

si l'action pénale a été ouverte contre le patron. La réparation civile nous semble devoir être une conséquence logique de la condamnation pénale.

Ainsi se trouveront quelque peu adoucies les prescriptions de la loi de 1898 en ce qui concerne les représentants de l'étranger. Cette sévérité de la loi française n'a d'ailleurs pas été imitée par certains pays étrangers. C'est ainsi que la loi belge, ainsi que la loi anglaise du 6 août 1897, n'établissent pas de différence entre nationaux et étrangers quant aux indemnités et droits de recours. Et il peut paraître à juste titre étonnant que « la famille de l'ouvrier français, victime d'un accident à Londres ou à Bruxelles, puisse prétendre à la réparation du préjudice, alors que la famille de l'ouvrier anglais ou belge, tué à Paris, ne le pourra pas¹.

¹ De Saint-Charles, *Questions pratiques de législation ouvrière*, avril 1901.

CHAPITRE VI

LES PAYS ÉTRANGERS DEVANT L'IMMIGRATION

Il nous a paru intéressant de donner, en terminant, un aperçu rapide de la conduite tenue par différents Etats autres que la France, à l'égard de l'immigration étrangère. C'est là une question qui n'a pas seulement, pour nous Français, un intérêt théorique, mais qui est encore pratique, nombre de nos compatriotes allant dans ces pays.

ANGLETERRE

On considère généralement l'Angleterre comme le pays le plus libéral vis-à-vis des étrangers. Il n'en a pas toujours été ainsi. Il n'y a pas longtemps encore, un étranger résidant aux Iles-Britanniques ne pouvait devenir propriétaire foncier. Il n'avait droit qu'à une simple possession. De plus, il ne pouvait exercer le commerce pour une période de plus vingt et un ans.

La loi de 1870 est venue abroger ces incapacités de l'étranger et décide, dans son article 2, que « l'étranger est assimilé aux citoyens britanniques de naissance, pour tout ce qui concerne la possession, jouissance, acquisition ou transmission, par tous les modes légaux, de la propriété immobilière et mobilière ». Des anciennes prohibi-

tions il ne reste plus aujourd'hui que l'interdiction à un étranger de posséder un navire anglais¹.

La situation des Français en Angleterre est l'objet de mesures de faveur. Aux termes de l'article 1^{er} du traité de commerce du 28 février 1882, nos nationaux peuvent invoquer, en Angleterre, le traitement de la nation la plus favorisée, en toute matière concernant l'exercice du commerce et de l'industrie, ainsi que la résidence temporaire ou permanente, l'exercice d'un métier ou profession, le paiement de taxes ou autres impôts, la jouissance de tous les droits ou privilèges légaux, comprenant le droit d'acquérir, de posséder et la libre disposition de la propriété. »

Il y a assimilation complète des ouvriers anglais et étrangers. On n'exige d'eux ni permis de séjour, ni livret ; on ne les astreint pas non plus au paiement d'une taxe quelconque.

A la suite du « sweating system », une ligue se forma contre les étrangers qui se prétaient à cette exploitation. Elle voulut que le Parlement prît des mesures contre la concurrence étrangère, en imposant une taxe sur tous les étrangers et, de plus, un impôt spécial sur les patrons occupant des étrangers.

L'Angleterre ne possède aucun règlement permettant au Gouvernement d'expulser les étrangers en temps de paix. Nous avons dit que, pour prendre pareille mesure, il lui faut l'autorisation du pouvoir législatif.

C'est ainsi qu'en 1792, l'« alien bill » prescrivait aux étrangers de faire, immédiatement après leur arrivée, à l'officier de la douane, une déclaration écrite portant leur

¹ Loi de 1870, article 14.

nom et profession. faute de quoi ils étaient renvoyés du royaume. De plus, un passeport pouvait être réclamé de tout étranger par les magistrats et juges de paix. S'il ne l'avait pas, et ne se rendait pas à un lieu de résidence déterminé, on l'emprisonnait pendant un mois. Après ce mois expiré, il devait quitter le royaume, sous peine d'être déporté à vie.

L'« *alien bill* » fut prorogé jusqu'en 1814. A ce moment un autre le remplaça qui dura jusqu'en 1826. Nouveau « *bill* » en 1848, voté seulement pour un an et non renouvelé. Enfin en 1882 un « *bill* » fut voté, qui autorisait le Gouvernement à expulser du royaume quiconque était dangereux pour la sécurité publique.

Ces « *bills* » sont nécessaires pour qu'une expulsion puisse avoir lieu. Ils viennent suspendre l'« *habeas corpus* », qui est accordé aux étrangers comme aux sujets anglais.

La naturalisation est régie en Angleterre par la loi de 1870, article 7. Il y a lieu de distinguer deux espèces de naturalisations : la naturalisation proprement dite, accordée par le Secrétaire d'Etat à tout étranger qui justifie d'une résidence de cinq années sur le territoire du royaume, et la *denization* ou demi-naturalisation. Assez semblable à notre admission à domicile, elle permet à l'étranger, tout en conservant sa qualité, d'être relevé d'une partie des déchéances qui le frappent d'après le droit anglais. Cette *denization* est conférée par lettres patentes du souverain, pour un temps déterminé. Elle exige la prestation du serment d'allégeance.

ALLEMAGNE

Le régime des étrangers, pour la jouissance des droits privés, repose sur la réciprocité législative ou de fait. Cependant, un certain nombre de traités ont été passés, qui assurent le même traitement aux étrangers qu'aux nationaux. Citons le traité avec l'Italie du 4 mai 1883 et celui avec la Suisse du 31 mai 1890.

La loi allemande est peu libérale pour les ouvriers étrangers. Elle les soumet d'abord à des mesures de police très minutieuses. C'est ainsi, qu'à Berlin, l'étranger nouveau venu doit déclarer son arrivée à la police dans les vingt-quatre heures, et dans les trois jours faire une déclaration de résidence. De plus, en Prusse du moins, certains marchands sont soumis à une taxe annuelle très forte « les marchands ambulants étrangers paient une somme annuelle de 48 marks, somme qui peut être portée à 72 et 144 marks, selon l'importance du négoce. Cette taxe est même portée à 384 marks, c'est-à-dire huit fois la taxe première, pour les nationaux des pays où les Prussiens sont moins bien traités que les nationaux ¹. » (Loi prussienne du 3 juillet 1876.)

Il n'y a pas en Allemagne de loi générale sur l'expulsion des étrangers. Chaque Etat possède le droit d'expulser de son territoire ceux de ces étrangers considérés comme dangereux ou nuisibles.

On peut citer cependant deux lois d'expulsion prononcées dans l'empire. Ce sont : la loi de 1872 expulsant

¹ Exp. des motifs de la propos. Lalou, *Journ. Off.*, 16 février 1890, Annexes, p. 207, n° 81.

les jésuites, et la loi du 4 mai 1874 sur l'exercice illégitime des fonctions ecclésiastiques.

Comme loi particulière, signalons, dans le duché de Bade, la loi du 5 mai 1870 dont l'article 3 permet d'expulser un étranger qui a été condamné dans les cinq années précédentes, ou qui serait sans ressources.

De même, en Bavière, la loi du 16 avril 1868 autorise le Ministre de l'intérieur à expulser les étrangers quand le bien de l'Etat l'exige.

En Alsace-Lorraine des mesures de police sérieuses sont prises contre les étrangers. D'après les arrêtés des 16 juin 1883, 21 septembre 1891, l'administration a toute liberté pour accorder, refuser ou même retirer à l'étranger l'autorisation de séjour ou de domicile. L'obligation du passeport n'est plus requise que pour certains étrangers venus de France.

Pour la naturalisation, aucune durée de résidence n'est généralement requise en Allemagne. Cependant la Prusse, la Bavière et le Wurtemberg exigent généralement que l'étranger qui demande à être naturalisé, ait fixé son domicile sur le territoire allemand.

AUTRICHE-HONGRIE

L'étranger qui entre en Autriche doit être muni d'un passeport et doit, à toute demande, justifier de son identité¹. Aucun permis de séjour n'est exigé : par contre les hôteliers et logeurs sont astreints, sous des peines sévères, à déclarer, dans les vingt-quatre heures, l'arrivée d'un étranger chez eux.

¹ Ordonnance du 10 mai 1867.

Une loi du 27 juillet 1871 est venue réglementer le droit d'expulsion en Autriche. D'après l'article 2 de cette loi : « les personnes, qui n'auront pas leur domicile légal « sur le territoire, pourront, si leur présence est reconnue « intolérable pour des motifs d'intérêt, d'ordre et de « sécurité publics, être expulsées de tout ou partie dudit « territoire ». Les directions de provinces, les autorités gouvernementales ou municipales feront exécuter ces expulsions.

En Hongrie, nous ne trouvons pas de loi spéciale sur l'expulsion. Cependant, d'après règlement du Ministre de l'intérieur : « les étrangers, dont le séjour dans le pays est dangereux pour la paix publique et la sûreté de l'État, peuvent être renvoyés du royaume pour des motifs sérieux ». (Règlement de 1885.)

En Autriche, la naturalisation est accordée par le gouverneur de la province. Un séjour de dix années est exigé, ainsi que la prestation du serment de sujétion. (Instr. de 1850.)

En Hongrie, l'étranger qui veut se faire naturaliser doit justifier d'une résidence de cinq années dans le pays et doit aussi prêter le serment de sujétion.

BELGIQUE

Il y a dans ce pays des mesures de police sérieuses à l'égard des étrangers. D'après les lois du 1^{er} janvier 1847, du 2 juin 1856 et l'arrêté royal du 31 octobre 1866, « l'étranger est tenu, dans les quinze jours de son arrivée, de se faire inscrire à la mairie et de donner les indications les plus précises à son sujet : état civil, domicile légal, dernière résidence. Ces indications sont portées

sur un livret qui est remis au déclarant, et que celui-ci est contraint de présenter, dans la huitaine, à chaque changement de domicile.

Aucune taxe spéciale n'existe sur les étrangers, ouvriers ou autres.

La Belgique possède une loi très complète sur la matière de l'expulsion des étrangers. C'est la loi du 6 février 1885. D'après l'article 1^{er} de cette loi : l'étranger résidant en Belgique, qui par sa conduite compromet la tranquillité publique, ou celui qui a été poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le Gouvernement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou même de sortir du royaume. L'article 2 de la loi indique certains cas où les dispositions de l'article 1 ne peuvent être appliquées.

D'après cet article, pareilles dispositions ne s'étendent pas : 1° à l'étranger autorisé à établir son domicile dans le royaume ; 2° à l'étranger marié avec une femme belge dont il a un ou plusieurs enfants, nés en Belgique pendant sa résidence dans le pays ; 3° à l'étranger décoré de la croix de fer ; 4° à l'étranger qui, marié à une femme belge, a fixé sa résidence en Belgique depuis plus de cinq ans et a continué d'y résider d'une manière permanente ; 5° à l'individu né en Belgique d'un étranger et qui y réside, lorsqu'il se trouve dans le délai d'option prévu par l'article 9 du Code civil.

Enfin, d'après l'article 4, « l'étranger qui aura reçu l'injonction de sortir du royaume, sera tenu de désigner la frontière par laquelle il sortira : il recevra une feuille de route, réglant l'itinéraire de son voyage et la durée de son séjour dans chaque lieu où il doit passer ».

Comme on le voit, la loi belge sur l'expulsion peut servir de modèle en la matière aux législateurs modernes. Il faut surtout remarquer les restrictions judicieuses que le Gouvernement s'est imposées et qui viennent limiter ce que le droit d'expulsion peut avoir d'arbitraire.

La législation belge renferme des dispositions toutes spéciales en ce qui concerne la naturalisation des étrangers.

D'après la loi du 6 août 1881, il y a en Belgique deux sortes de naturalisations : la naturalisation ordinaire et ce qu'on appelle la grande naturalisation. Toutes deux sont accordées par une loi. Pour la naturalisation ordinaire, il suffit d'être âgé de vingt et un ans et de justifier d'une résidence de cinq années en Belgique. La naturalisation de faveur, ou grande naturalisation, est soumise à des conditions plus sévères. L'impétrant doit être âgé de vingt-cinq ans accomplis ; être marié ou avoir un ou plusieurs enfants d'un mariage dissous ; enfin avoir résidé dans le pays depuis dix ans au moins. L'étranger qui remplit ces conditions, acquiert l'exercice des droits politiques : il peut prendre part aux élections, être élu lui-même. De plus il peut aspirer aux fonctions publiques et être nommé ministre.

DANEMARK

La loi danoise du 15 mars 1875 se montre assez sévère à l'égard des étrangers, spécialement des ouvriers. Un permis de séjour est exigé pour rester en Danemark. Les ouvriers qui viennent chercher du travail sont tenus d'établir leur identité à l'aide de pièces délivrées par les autorités de leur pays d'origine.

Les étrangers qui n'ont pas obtenu le droit d'établissement dans le royaume, ou qui, n'ayant pas trouvé de travail dans les huit jours de leur arrivée dans le pays, sont sans moyens d'existence, peuvent être expulsés par ordre du ministre de la justice.

Leur expulsion aura lieu de deux manières différentes. Si c'est un simple renvoi, l'étranger est conduit à la frontière par la police. Si c'est une expulsion véritable, un passeport est délivré à l'étranger pour se rendre à la frontière. On lui remet en outre de l'argent pour ses frais de route.

Une loi est nécessaire, en Danemark, pour obtenir la qualité de sujet. Il faut de plus, de la part de l'étranger, l'intention de fixer son domicile dans le pays. Cette intention se manifestera par le mariage de l'étranger avec une femme danoise ou par l'achat de terres dans le royaume ¹.

ESPAGNE

D'après la loi de 1852 et l'ordonnance royale du 12 février 1858 un passeport peut être demandé à l'étranger qui pénètre en Espagne. Il y a même une amende de 100 à 1000 réaux pour l'étranger qui se présente sans passeport.

Le Gouvernement, éclairé par les rapports des ministres d'État et de la police, peut expulser l'étranger ou lui assigner un lieu de résidence.

La Constitution espagnole se montre, d'une manière générale, assez favorable aux étrangers. C'est ainsi que

¹ Voir l'*Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 448 et s.

l'article 2 de la Constitution du 30 juin 1876 reconnaît à ces étrangers le droit « de s'établir librement sur le territoire espagnol, d'exercer leur industrie, de s'adonner à n'importe quelle profession, pourvu que l'exercice n'en soit pas subordonné à certains titres de capacité ou d'aptitude, délivrés par les autorités espagnoles ».

La naturalisation, en Espagne, présente des particularités intéressantes.

La qualité de sujet espagnol peut s'acquérir ou par lettres de naturalisation ou par l'obtention du droit de bourgeoisie dans une ville espagnole.

D'après la Constitution de 1876, il y a quatre degrés dans la naturalisation, conférant à l'étranger naturalisé des droits d'étendue variable. Le premier degré assimile complètement l'étranger au national ; le second degré ne confère que les droits séculiers tandis que le troisième ne fait que rendre l'étranger apte à certaines fonctions ecclésiastiques. Enfin le quatrième degré permet seulement d'arriver aux honneurs et dignités de l'État.

Pour l'obtention des trois premiers degrés de naturalisation, il faut une loi. Pour le quatrième, une décision royale, rendue le Conseil d'Etat entendu, est de rigueur.

Le droit de bourgeoisie dans une ville espagnole, obtenu par l'étranger, lui confère, avons-nous dit, la qualité d'Espagnol. Il faut pour cela certaines conditions : être né en Espagne, y avoir établi son domicile ou posséder des biens fonds dans le pays.

ÉTATS-UNIS.

Les Etats de l'Amérique du Nord nous fournissent l'exemple d'un pays en lutte ouverte contre l'immigration.

Cette lutte, qui eut pour cause l'abaissement produit dans les salaires par la concurrence des ouvriers étrangers, se manifeste par les mesures de protection prises, d'une part contre les ouvriers asiatiques, d'autre part contre les ouvriers européens de toute origine.

La question de l'immigration des travailleurs chinois remonte à un certain nombre d'années. Le 28 juillet 1868 la Chine et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord signaient une convention, assurant réciproquement aux sujets des parties contractantes la faculté de vivre et de s'établir à leur gré dans le territoire des deux pays. Usant de cette faculté, les Chinois, la plupart des ouvriers, émigrèrent en grand nombre en Amérique. Ils y conservèrent leur genre de vie simple. Exempts de besoins, ils se contentèrent de faibles salaires et firent ainsi une concurrence terrible aux ouvriers américains. Ceux-ci demandèrent protection.

Le 17 mars 1880, le Gouvernement fédéral passa avec le Gouvernement de Pékin un traité lui donnant le droit de régler, limiter, voire même suspendre l'arrivée et la résidence en Amérique des travailleurs chinois. Ensuite de ce traité fut votée la loi du 6 mai 1882. D'après cette loi, l'immigration des travailleurs chinois devait être suspendue pendant dix ans. Les ouvriers chinois établis aux Etats-Unis avant le 17 novembre 1880, pouvaient, s'ils sortaient du territoire, y revenir, mais à la condition d'exhiber un certificat d'identité délivré au moment de leur départ par le receveur des douanes du district. Quant aux Chinois non travailleurs arrivant sur le territoire américain, ils devaient présenter un certificat de leur Gouvernement indiquant l'objet de leur voyage et établissant leur identité.

Les prescriptions de la loi de 1882 furent inefficaces pour arrêter l'immigration chinoise. Cela venait de ce que les fonctionnaires chinois avaient donné des certificats à des ouvriers qui n'auraient pas dû en recevoir.

Le 5 juillet 1884, une nouvelle loi vint renforcer les prescriptions de la loi de 1882. Elle précisait les indications que devaient contenir les certificats d'identité et ordonnait aux agents diplomatiques ou consulaires de viser ces certificats au départ de Chine.

Les mesures nouvelles furent encore impuissantes ; l'immigration chinoise continuait comme par le passé. Le mécontentement des ouvriers américains se traduisit même en 1885 et 1886 par des troubles graves, où de nombreux ouvriers chinois trouvèrent la mort.

Le 1^{er} octobre 1888, une loi fut votée qui vint encore renforcer les mesures prises contre les Chinois. Cette loi veut supprimer la faculté de séjour et de retour pour tout Chinois qui, absent, ne serait pas rentré avant le vote de la loi. De plus, désormais, aucun certificat d'identité ou de retour ne serait délivré et les certificats qui auraient été précédemment accordés seraient considérés comme nuls.

Ainsi se trouvait interdite aux Chinois l'entrée des Etats-Unis.

En 1892, une nouvelle loi vint proroger les mesures prises pour une période de dix années. Elle réglementait en même temps d'une manière sévère le séjour des Chinois établis aux Etats-Unis. D'après cette loi : 1° Tout ouvrier chinois actuellement aux Etats-Unis, devra se munir d'un certificat de résidence, dans le délai d'un an à dater de la présente loi, faute de quoi il sera déporté ; la falsification ou l'altération des certificats sera punie

d'une amende de 1000 dollars ou de cinq ans de prison ;
2° Tout Chinois résidant illégalement aux États-Unis sera renvoyé en Chine, à moins qu'il ne prouve qu'il est sujet d'un autre pays, auquel cas il sera remis à ce pays ; il sera passible d'un an de travaux forcés avant d'être expulsé du territoire.

Bientôt la Chine trouva humiliantes les conditions posées en 1892. Elle menaça les États-Unis de mesures de représailles.

Alors fut votée la loi du 17 mars 1894, qui vint quelque peu tempérer les rigueurs de la loi de 1892.

Pendant dix ans, à partir de la date de l'échange des ratifications, l'émigration des travailleurs chinois aux États-Unis sera absolument interdite, sauf dans les cas spéciaux prévus par l'article 2. Les Chinois, obligés de faire un voyage dans leur pays, pourront rentrer aux États-Unis s'ils y ont laissé leurs femmes et leurs enfants, ou s'ils y possèdent une propriété d'une valeur de 1000 dollars, ou encore s'ils y ont une créance de pareille somme à recouvrer.

Mais ils devront, avant leur départ, remettre à l'autorité compétente une déclaration par écrit, donnant des détails sur leur famille, leur propriété ou le montant des sommes qui leur sont dues ; la déclaration sera vérifiée et, si elle est reconnue exacte, un certificat de retour sera délivré.

Les dispositions prohibitives de la convention (art. 3) ne s'appliquent pas aux sujets chinois fonctionnaires, professeurs, marchands, et à ceux qui voyagent aux États-Unis pour leurs affaires ou leur plaisir ; toutefois, ces personnes, pour pénétrer en Amérique, devront être munies d'un certificat émanant des autorités de leur pays

ou du pays où elles avaient habité en dernier lieu. Le Gouvernement des Etats-Unis s'engage à assurer aux sujets chinois la même protection que celle accordée aux sujets des pays en faveur desquels a été admise la clause de la nation la plus favorisée.

Enfin l'article 5 dispose que le Gouvernement des Etats-Unis ayant, à la suite de la loi du 5 mai 1892, obligé les travailleurs chinois, résidant sur le territoire avant le vote de la loi, à se faire enregistrer, le Gouvernement chinois ne s'opposera pas à ce que cette mesure reçoive son application.

Mais, par réciprocité, le Gouvernement de la Chine aura le droit de faire procéder à l'enregistrement des travailleurs américains.

Cette convention, ajoute l'article 6, aura une durée de dix ans.

Moins radicales sont les mesures prises en Amérique contre les ouvriers européens. Elles tendent cependant à réagir vigoureusement contre l'immigration de ceux dont la présence constitue un danger ou seulement une gêne.

Dans le but de protéger le travail national, la loi du 26 février 1885 sur le contrat de travail prohibe l'immigration des ouvriers « engagés par contrat », c'est-à-dire dont le voyage est payé par le patron, qui en retiendra le prix sur les salaires.

La loi du 3 août 1882 interdit aux compagnies de navigation d'embarquer à destination d'Amérique les immigrants indigents, condamnés, fous ou idiots, sous peine de se voir, si elles le font, obligées de les rapatrier à leurs frais.

Enfin, la loi du 3 mars 1893 est venue renforcer encore les mesures rigoureuses prises contre les immigrants

autres que les Chinois. D'après cette loi, « les immigrants sont enregistrés, par groupe de trente au plus, sur des listes certifiées devant le consul des Etats-Unis au port de départ, et de telle façon que celui-ci, avant le départ des navires, puisse avoir fait un examen personnel de chacun de tous les passagers dénommés, et qu'il ait pu charger le médecin du navire de l'examen physique desdits passagers. Les étrangers atteints d'idiotie, de démence, d'une maladie incurable ou contagieuse, ne sont pas autorisés à la résidence.

ITALIE

Il n'y a dans ce pays, à l'égard des étrangers, aucune exigence spéciale. Les ouvriers étrangers sont traités comme les ouvriers italiens et on ne leur réclame ni passeport ni permis de séjour.

L'ancien Code pénal italien, qui a été en vigueur jusqu'au 31 décembre 1889, prescrivait l'expulsion des étrangers mendiants et vagabonds. S'ils rentraient dans le royaume, ils étaient passibles de l'emprisonnement, dont la durée pouvait atteindre une année.

La rigueur de cette prescription fut adoucie par de nombreuses circulaires du Ministre de l'intérieur ¹.

Dans le nouveau Code pénal en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1890, il n'est plus question de l'expulsion des étrangers. On a pensé, non sans raison, que pareille matière devait plutôt trouver sa place dans la loi de sûreté publique. Et en effet, dans cette loi du 30 juin 1889, il est

¹ Voir les circulaires des 12 novembre 1868, 12 octobre 1877, 22 mars 1878 et 14 octobre 1885.

dit : « Les étrangers, qui ont été condamnés pour un délit, peuvent, après l'expiration de leur peine, être expulsés du royaume et conduits à la frontière. Le Ministre de l'intérieur peut, pour des motifs d'ordre public, ordonner qu'un étranger voyageant ou résidant dans le royaume soit expulsé et conduit à la frontière. »

Et la loi ajoute : « L'étranger ainsi expulsé ne peut pas rentrer dans le royaume sans une permission du Ministre de l'intérieur. En cas de contravention, il pourra être puni d'un emprisonnement jusqu'à six mois, et à l'expiration de sa peine, il sera de nouveau expulsé (art. 91). »

On distingue, en Italie, deux espèces de naturalisations : la naturalisation ordinaire et la grande naturalisation.

La naturalisation ordinaire, pour laquelle aucune durée fixe de résidence n'est exigée, est accordée par décret ; elle ne donne pas à l'étranger la plénitude des droits de citoyen.

Par la grande naturalisation, au contraire, l'étranger obtient la jouissance des droits politiques, même l'électorat législatif et la capacité d'être juré.

PAYS-BAS

Aux termes de la loi du 13 août 1847, l'étranger arrivant aux Pays-Bas doit demander un permis de séjour. Ce permis est délivré par la police locale et renouvelable tous les trois mois ; il est essentiellement gratuit.

Il est aussi question de passeports dans la loi ; c'est là une exigence tombée en désuétude.

Le pouvoir d'expulser les étrangers appartient soit au juge de la Cour du district, soit au Gouvernement lui-même.

Le juge ne peut expulser que les étrangers sans papiers indiquant leur identité. De plus, son arrêté d'expulsion doit être motivé, et procès-verbal doit en être expédié au gouverneur de province.

Le Gouvernement peut, lui aussi, expulser les étrangers dangereux pour la paix publique. Un délai de quinze jours est accordé à ces étrangers pour quitter le royaume.

Les conditions requises de l'étranger qui veut se faire naturaliser sont assez rigoureuses. Il faut vingt-trois ans d'âge et six années de domicile.

C'est une loi qui accorde la naturalisation (Const. du 11 oct. 1848).

RUSSIE

Pour pénétrer en Russie, l'étranger doit se munir d'un passeport national. Ce passeport, visé par un agent diplomatique ou consulaire russe, est valable pour un an. Le permis de séjour est exigé de l'étranger qui arrive en Russie.

Pour quitter la Russie, l'étranger est obligé de demander le visa de la police locale ; visa qui n'est accordé qu'au vu d'un certificat du propriétaire ou du régisseur de la maison que l'étranger habite, constatant qu'il n'existe aucun empêchement à son départ. Toutes ces formalités ne sont point gratuites ; elles donnent lieu à la perception de petites sommes qui finissent par devenir de véritables taxes supplémentaires pesant sur l'étranger.

Il n'y a pas de textes de lois concernant l'expulsion, qui cependant atteint souvent les étrangers. Mais une expulsion ne peut avoir lieu que par ordre de l'empereur, qui décide, sur une proposition du ministre de l'intérieur,

après un rapport du gouverneur local et du chef de la gendarmerie.

Pour devenir Russe par la naturalisation, il faut la réunion des conditions suivantes : 1^o être propriétaire en Russie depuis cinq années au moins et avoir habité cette propriété pendant tout ce temps ; 2^o n'avoir jamais encouru de poursuites judiciaires.

La naturalisation est accordée par le ministre de l'intérieur (Ukase du 6 mars 1864).

SUÈDE ET NORVÈGE

Pendant longtemps, en Suède, les étrangers furent soumis à des conditions rigoureuses d'admission. L'ordonnance du 21 septembre 1860 vint adoucir ces prescriptions. L'obligation du passeport fut supprimée. Actuellement cependant les étrangers doivent faire la preuve de leur identité. Les individus dont la personnalité ne pourra être connue, seront remis, par la police, au gouverneur de la province. Celui-ci pourra ordonner leur internement dans la prison de la commune ou dans une maison de correction, jusqu'à ce qu'on ait reconnu leur identité. Une décision du roi, rendue en Conseil d'État, pourra ordonner leur expulsion.

En Norvège, d'après les deux actes du 6 juin 1863, les étrangers de plus de 15 ans acquièrent le droit à la subsistance par une résidence non interrompue pendant deux années. Pour les étrangers sans ressources qui ne remplissent pas ces conditions, ils seront renvoyés chez eux aux frais de la police.

Ajoutons que dans ces pays, pour faire le commerce, il faut aux étrangers une autorisation du gouvernement,

qui ne leur est donnée qu'après une enquête et à la charge pour eux d'assurer par une caution le paiement des contributions qu'on pourra leur réclamer.

En Suède, les conditions nécessaires pour la naturalisation sont les suivantes : 21 ans d'âge, trois ans de résidence dans le royaume, possibilité de subvenir à ses besoins. Les conditions requises pour la naturalisation en Norvège sont à peu près semblables. Dans les deux pays des lettres royales accordent la naturalisation demandée.

SUISSE

La législation de la Suisse contient des règles assez sévères pour le séjour des étrangers sur son territoire. De toute façon, pour s'établir en Suisse, il faut en demander la permission et faire la preuve de son identité.

L'unité d'ailleurs est loin de régner sur ce point dans tous les cantons. En général, on divise les étrangers en « établis » et « en séjour ». Les premiers sont ceux qui ont l'intention de se fixer pour un temps assez long : il leur faut un permis d'établissement. Un permis de séjour est exigé de ceux qui ne font en Suisse qu'une résidence de courte durée.

La délivrance des permis de séjour est faite moyennant la perception d'un droit dont le montant varie selon les cantons. C'est là une véritable taxe sur les étrangers, ouvriers ou autres. Dans certains cantons, les Grisons et Saint-Gall, on exige des ouvriers étrangers, à leur entrée dans le canton, le paiement d'une somme de cinq francs. Encore, pour rester dans ces cantons, leur faut-il trouver du travail. S'ils n'en ont pas trouvé dans les dix jours de leur arrivée, ils sont tenus de partir.

L'expulsion des étrangers est largement pratiquée par la Suisse. Ce droit, elle l'a inscrit dans sa Constitution : « La Confédération a le droit de renvoyer de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure de la Suisse » (article 70 de la Constitution fédérale du 29 mai 1874). Outre ce droit général de la Confédération, chaque canton demeure maître chez lui pour l'expulsion des étrangers. C'est ainsi que, d'après l'article 10 du code pénal genevois, dans tous les cas où la loi prononce la peine de l'emprisonnement, le juge peut, pour les étrangers, convertir cette peine en une exclusion du canton d'une durée triple.

Remarquons d'ailleurs que la Suisse a conclu avec divers États des traités d'établissement, pour assimiler la situation des sujets de ces États sur son territoire à celle de ses nationaux. Tels sont les traités conclus avec l'Angleterre (6 septembre 1855) ; avec l'Autriche-Hongrie en 1875 ; avec la Belgique (7 mai 1888) ; avec l'Allemagne (31 mai 1890). Enfin, d'après le traité franco-suisse du 23 février 1882 : « les Français seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourraient l'être à l'avenir les ressortissants des autres cantons. Ils pourront, en conséquence, aller et venir et séjourner temporairement en Suisse, en se conformant aux lois et aux règlements de police. Tout genre d'industrie ou de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sera également aux Français, et sans qu'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse. »

Pour la naturalisation, comme pour l'expulsion, il y

a des règles générales pour toute la Confédération et des règles particulières posées par chaque canton.

La naturalisation fédérale, qui autorise l'étranger à devenir citoyen d'un canton et d'une commune, est accordée par le Conseil fédéral, sous certaines conditions que détermine la loi du 3 juillet 1876. L'article 2 exige « que l'étranger soit domicilié en Suisse depuis deux ans, et que ses rapports avec sa patrie d'origine soient tels, que son admission à la nationalité suisse ne peut être pour la Confédération la cause d'aucun préjudice ».

L'étranger, ainsi naturalisé par le Conseil fédéral, devient apte à devenir citoyen d'une commune dans un canton quelconque, en se soumettant, bien entendu, aux conditions exigées par ce canton et cette commune pour l'acquisition de la qualité de citoyen.

CONCLUSION

De l'étude que nous venons de faire de l'Immigration en France il ressort, d'une façon évidente, que jusqu'à présent les idées les plus libérales ont inspiré notre conduite à l'égard des étrangers. Ce libéralisme, nous l'avons trouvé exprimé dans nos lois qui tendent à assimiler l'étranger au national.

On ne semble pas s'être préoccupé de savoir s'il n'y a pas quelque imprudence à accueillir sans contrôle ce flot sans cesse croissant d'étrangers. Nous croyons, pour notre part, devoir jeter l'alarme. L'immigration, telle qu'elle se présente chez nous, ne nous paraît pas une question à négliger. Nous pensons qu'il importe de lutter contre cet envahissement, qui n'est pas sans danger pour notre pays, au point de vue politique et économique.

Nous ne prétendons pas qu'il faille fermer d'une manière absolue aux étrangers les portes de notre territoire. Dans l'état actuel de notre civilisation, il serait imprudent et même contraire à nos intérêts de nous condamner à l'isolement. On s'exposerait ainsi à voir une invasion violente et à main armée prendre la place du mouvement paci-

lique de l'immigration. De plus, notre prospérité commerciale, industrielle, scientifique même, ne pourrait que souffrir de cette absence complète de relations avec le dehors.

On a souvent comparé l'immigration à un torrent impétueux qui envahirait le sol de la France. Ce torrent, sans vouloir en tarir la source, ne pourrait-on pas chercher à l'endiguer par certains obstacles? Mais comment y parvenir?

Sans doute, le meilleur moyen, moyen radical entre tous, serait l'augmentation de notre population. Nous avons montré, en effet, qu'une des causes principales de l'affluence des étrangers était la faible densité de cette population. Si l'agriculture, le commerce et les autres branches de l'activité humaine trouvaient assez d'intelligence et de bras parmi les Français, point ne serait réservée de place à cet élément d'au delà nos frontières.

On ne saurait trop insister, malgré la tristesse de pareilles constatations, sur la question de la dépopulation en France. Il ne faut pas se le dissimuler, si le chiffre de nos naissances continue de suivre sa marche décroissante, il est fort à redouter que le mot dépopulation, qui est pris en ce moment dans le sens d'arrêt, de non-accroissement de la population, ne soit pris, dans un avenir prochain, dans un sens réel et absolu de diminution de la population. Or, plus notre nombre d'habitants diminuera, plus augmentera celui des étrangers qui viendront combler nos vides.

Dans cet état de choses, nous ne pouvons que désirer que l'on cherche, de plus en plus, à multiplier les mesures propres à favoriser l'augmentation de notre population.

Si l'on ne peut pénétrer dans l'intime de la conscience de chacun, que du moins, par des exemptions de charges fiscales, par des conditions meilleures d'hygiène publique, par la lutte contre les vices sociaux, principalement contre l'alcoolisme, on cherche à accroître le nombre des enfants dans chaque famille. Il y a là, pour les pouvoirs publics et pour nos législateurs, un devoir impérieux dans l'intérêt du salut de la nation française.

Nous avons dit que certains voyaient dans la naturalisation un moyen, moyen détourné et quelque peu factice, d'augmenter notre population. Nous pensons, nous aussi, que de ce torrent, sous l'aspect duquel nous avons représenté l'immigration, on peut en quelque sorte canaliser une portion, et faire des Français avec des étrangers. Qu'on cherche donc à faciliter encore l'obtention de la naturalisation, qu'on en abaisse les frais, que les formalités en soient simplifiées. Qu'on réduise aussi la durée de la résidence requise pour acquérir la qualité de Français.

Ce sur quoi on pourrait, ce nous semble, innover, ce serait sur les mesures de surveillance prises contre les étrangers. La loi de 1893 nous paraît insuffisante, elle n'est pas appliquée d'une manière assez rigoureuse. Il faudrait faire un pas de plus dans la voie de la méfiance. Pourquoi ne pas établir, pour tous les étrangers, quelque chose comme un permis de séjour, renouvelable d'année en année sous peine de certaines condamnations pécuniaires? La délivrance de cette pièce, faite gratuitement par les autorités de police locales, serait précédée d'une enquête, aussi sérieuse que possible, sur la personne de l'impétrant, sa moralité et ses moyens d'existence. Elle établirait l'identité de l'étranger et lui rappellerait qu'il n'est pas chez lui en France, qu'il y est seulement toléré. On arri-

verait ainsi, dans la population étrangère, à séparer l'ivraie du bon grain. Les étrangers dangereux, ceux qui auraient subi des condamnations, ceux qui, sans ressources, tomberaient à la charge de l'assistance publique, se verraient refuser le permis de séjour et seraient reconduits aux frontières du pays dont ils sont originaires.

Outre les mesures générales que nous venons d'indiquer et qui s'étendraient à tous les étrangers, ne pourrait-on pas aussi réglementer l'emploi des étrangers? Nous pensons que les revendications des ouvriers français contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère ne sont pas absolument dénuées de fondement. Ce que nous voudrions empêcher, c'est que l'ouvrier étranger devienne l'arbitre des destinées de l'ouvrier national, nous voudrions au contraire que les rôles soient renversés. Pour ce faire, le meilleur nous paraît de limiter le nombre des étrangers employés dans l'industrie ou le commerce.

Voici le système qu'on pourrait imaginer et que nous appellerons « système de la taxe différée sur l'employeur ». La loi qui viendrait réglementer la matière, laisserait au patron une certaine liberté dans l'emploi des ouvriers étrangers. Elle fixerait une proportion d'ouvriers autres que nationaux, que le patron pourrait embaucher, après s'être assuré bien entendu qu'ils sont munis d'un permis de séjour. Cette proportion pourrait être par exemple d'un dixième, ainsi que cela a lieu déjà pour certains travaux publics. Passé ce chiffre, il ne serait pas interdit au patron de prendre chez lui des étrangers, mais alors, pour ce nouveau contingent il serait soumis à une taxe. Cette taxe, dont nous laissons au législateur le soin de fixer le montant, devrait être assez élevée. On peut même l'imaginer croissant, avec chaque

nouvel ouvrier étranger embauché, dans une progression modérée.

Ce système, dont l'inconvénient serait peut-être de n'être pastès simple, présenterait à nos yeux de sérieux avantages. Il montrerait d'abord au patron que le but poursuivi n'est pas l'exclusion complète de l'élément étranger, mais seulement sa limitation. De plus, son principal avantage serait de ne pas faire baisser les salaires des ouvriers français par le fait de la taxe établie. Le patron en effet ne pourrait pas faire de différence entre les salaires payés aux ouvriers étrangers, suivant que ceux-ci ont été pris avant ou après la proportion atteinte. Il serait bien certain d'autre part que la présence d'un dixième d'ouvriers étrangers sur le nombre total aurait été impuissante à abaisser le taux des salaires. La taxe pèserait donc sur le patron, qui n'emploierait que beaucoup moins d'étrangers.

On peut se demander comment sera fait ce contrôle du nombre des ouvriers étrangers. Il nous semble que les inspecteurs du travail pourraient être chargés de ce soin. Leur qualité en effet leur donne entrée dans les usines, les ateliers, et partout où il y a agglomération de travailleurs. Ils pourront donc se rendre compte de la conduite tenue par les patrons au point de vue de la nationalité de leurs ouvriers.

Quant aux produits de la taxe, ils seraient versés aux caisses de prévoyance, de retraites, ou alimenteraient les Sociétés de secours mutuels.

Nous le savons, on va nous reprocher d'introduire l'intervention de l'Etat dans le contrat de travail. Ce reproche n'est pas pour nous effrayer. Dans l'organisation actuelle de l'industrie et du travail, l'Etat est intervenu maintes fois déjà pour protéger l'ouvrier. Dans ce but, des lois

ont été faites fixant la durée des heures de travail des femmes et des enfants, ainsi que l'âge auquel on peut faire travailler les enfants dans les usines ou ateliers¹. Pourquoi n'interviendrait-il pas dans la question des ouvriers étrangers, où, à côté d'un problème purement économique, vient se poser aussi un problème politique? Car il ne faut pas craindre de le dire, l'étranger peut souvent être un moyen dont se servent les gouvernements voisins pour amoindrir l'industrie ou le commerce des nations voisines à leur profit. Il sera parfois aussi un espion.

Nous voudrions de plus qu'on limitât le rôle possible des étrangers dans les grèves en France. Pour atteindre ce but, ne pourrait-on pas modifier la loi de 1884 sur les syndicats? Cette loi, du moment qu'elle ne la défend pas expressément, autorise la formation de syndicats entre ouvriers étrangers. Nous savons bien que les administrateurs doivent en être Français et que la loi de 1872 atteint tout syndicat professionnel convaincu d'internationalisme. Malgré cela, ces syndicats nous paraissent dangereux. On pourrait en limiter la puissance en exigeant qu'il y ait dans tout syndicat, outre les administrateurs et directeurs, un certain nombre de Français, voire même qu'ils soient la majorité.

Tels sont les vœux que nous exprimons dans le sens d'une réglementation plus étroite de l'emploi des étrangers.

Ce que nous désirons voir se réaliser dans les sphères peu élevées de l'industrie où se meut l'ouvrier, nous le voudrions aussi dans les régions plus hautes du travail.

Nous souhaiterions que les Conseils d'administration

¹ Voir : loi du 2 novembre 1892 (*Recueil Cohendy*, p. 239).

des grandes Sociétés industrielles ou commerciales soient composés, pour majeure partie, de Français d'origine ou devenus tels par la naturalisation. Eux seuls seront capables de concilier leurs propres intérêts avec l'intérêt supérieur de la France. Le cosmopolitisme industriel et financier nous paraît une des plaies de notre époque. Méfions-nous de ces étrangers, qui, à la tête de grandes affaires chez nous, sont souvent les serviteurs à gages de leur pays d'origine.

Vu :

Lyon, le 27 avril 1901.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

P. PIC.

Vu :

Lyon, le 30 avril 1901.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ,

E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 1^{er} mai 1901.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ.

G. COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire d'Economie politique et de Statistique.

Annuaire statistique de la France

BACQUET, *Droit d'Aubaine.*

BAR (L. DE), l'Expulsion des étrangers (trad. fr. par Weiss)
(*Journal du dr. int. priv.*, 1886, p. 5).

BOEHM, De la police des étrangers en Allemagne (*Journal du dr. int. priv.*, 1889, p. 21).

BARRIER, *la Police des étrangers en France* (th., Paris, 1898).

BAZIRE, *Des Conditions du travail imposées aux entrepreneurs dans les adjudications de travaux publics* (th., Paris, 1898).

BÈS DE BERC, *De l'Expulsion des étrangers* (th., Paris, 1881).

BLUNTSCHLI, *Droit international codifié.*

Bulletin de la Société de législation comparée, 1881-82.

Bulletin de l'Institut international de Statistique.

CAMPISTRON, *Commentaire pratique des lois du 26 juillet 1889 et 22 juillet 1893*, Paris, 1894.

CANONICO, De l'Expulsion des étrangers en Italie (*Journal du dr. intern. priv.*, 1890, p. 219).

CHANTRE, *Du Séjour et de l'expulsion des étrangers* (th., Genève, 1891).

CHARDINY, *Commentaire de la loi des 9 et 10 avril 1898*, Lyon, 1898.

CHILLEULS (DES), *Histoire de la grande industrie en France au XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1898.

CHANDÈZE, *De l'Intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration au XIX^e siècle* (th., Paris, 1898).

- CLOTET, *De la Condition des étrangers* (th., Paris, 1881).
- COGORDAN, *la Nationalité au point de vue des rapports internationaux*, 2^e éd., Paris, 1890.
- COSSA, *Histoire des doctrines économiques*, 1899.
- DALLOZ, Suppl. 1893, vide : *Etrangers*.
- DESPAGNET, *Droit intern. public*.
- DEMANGEAT, *Histoire de la condition des étrangers en France dans l'ancien et le nouveau droit*, Paris, 1844.
- DEROUIN et WORMS, les Étrangers en France au point de vue de l'assistance et des secours charitables (*Journal du dr. intern. privé*, 1890, p. 545).
- DESJARDINS (Arthur), La loi de 1849 et l'expulsion des étrangers (*Revue des Deux Mondes*, 1882, p. 657).
- FAGNIEZ, *Etude sur l'industrie au XIII^e siècle*, Paris, 1877.
- FERAUD-GIRAUD, Réglementation de l'expulsion des étrangers en France (*Journal du dr. intern. privé*, 1890, p. 414).
- FOURNIER DE FLAIX, la Question des Chinois aux Etats-Unis (*Economiste français* du 30 septembre 1893).
- GERMAIN (Martin), *la grande Industrie sous le règne de Louis XIV*, Paris, 1899.
- GARNOT, *Condition de l'étranger dans le droit public français*, Paris, 1885.
- GODART, *l'Ouvrier en soie* (th. Lyon, 1899).
- GONNARD, *la Dépopulation* (th., Lyon, 1898).
- HUVELIN, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires* (th., Paris, 1897).
- JAMAIS (Emile), la Loi du 11 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France (*la Loi* des 4 et 5 mars 1881).
- KEIDEL, De la Condition juridique des étrangers d'après les lois et traités en vigueur sur le territoire de l'empire d'Allemagne (*Journal du dr. intern. privé*, 1894, p. 72).
- LAGNEAU, *De l'Immigration en France* (Académie des sciences morales et politiques, 1884).
- LAUMONIER, *les Étrangers en France*, Paris, 1887.
- LEVASSEUR, *la Population française*.
- *Histoire des classes ouvrières en France*.
- LEGOYT, *l'Émigration européenne*.

- LEROY-BEAULIEU (Paul), la Question des étrangers en France au point de vue économique (*Journal du dr. intern. priv.*, 1888, p. 169).
- MARTENS (DE), *Traité de droit international*.
- MARTIN-SAINT-LÉON, *Histoire des corporations*, Paris, 1897.
- OUBERT, *Des Conditions du travail dans les adjudications de travaux publics* (th., Dijon, 1900).
- PASCAUD, *De l'Admission et de l'expulsion des étrangers*, 1889.
- PIC, la Loi du 9 avril 1898 (Extrait de la *Rev. d'Econ. pol.*).
- *Traité de législation industrielle*, 1894, p. 60 et s.
- ROUARD DE CARD, *la Nationalité française. Réforme sociale*, année 1891. La taxe sur les étrangers. *Résultats statistiques des dénombrements de 1891 et 1896*.
- SAPEY, *les Étrangers en France sous l'ancien et le nouveau droit*, Paris, 1843.
- SERRE, *les Accidents du travail*, Paris, 1899.
- Société d'Econ. pol. de Lyon*. Compte rendu analytique, 1885-86.
- VATEL, *Droit des gens*.
- HUBERT VALLEROUX, *le Contrat de travail*.
- VIOLLET, *Précis de l'Histoire du droit français*.
- VACHEROT, la Législation nouvelle sur la nationalité, ses premiers résultats, ses rapports avec la population de la France (*Revue politique et parlementaire*, 10 oct. 1896).
- WEISS (André), *Traité théorique et pratique de Droit intern. priv.*, tome II, le Droit de l'étranger, Paris, 1894-1898.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION. — L'ÉTRANGER DANS L'HISTOIRE DE FRANCE .	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Statistique des étrangers en France</i>	33
SECTION PREMIÈRE. — Résultats généraux	33
SECTION II. — Étrangers par nationalités.	35
SECTION III. — Étrangers par professions.	38
SECTION IV. — Étrangers par conditions.	40
CHAPITRE II. — <i>Causes de l'immigration en France</i> . .	44
SECTION PREMIÈRE. — Causes morales et politiques. . .	44
SECTION II. — Causes économiques.	46
CHAPITRE III. — <i>Avantages et inconvénients de l'immigration</i>	54
SECTION PREMIÈRE. — Ses avantages.	54
SECTION II. — Ses inconvénients	59
§ 1. — Dangers politiques	59
§ 2. — Dangers économiques	62
CHAPITRE IV. — <i>La question des étrangers devant le Parlement</i>	71
SECTION PREMIÈRE. — Taxe payable par l'étranger même .	71
SECTION II. — Taxe payable par l'employeur d'étrangers.	75
SECTION III. — Motifs et appréciation de ces propositions de lois	81

A. — Taxe sur l'ouvrier	83
1° Taxe de protection.	84
2° Taxe représentative du service militaire.	89
B. — Taxe sur l'employeur	91
CHAPITRE V. — <i>L'immigration et la loi française</i>	93
SECTION PREMIÈRE. — Mesures de police concernant l'étranger	93
SECTION II. — L'expulsion des étrangers	103
SECTION III. — La naturalisation	120
A. — Naturalisation proprement dite	126
B. — Naturalisation par l'effet de la loi	127
SECTION IV. — De quelques mesures protectrices du travail national	136
§ 1. — L'Ouvrier étranger dans les travaux publics	136
§ 2. — L'Étranger et la loi du 21 mars 1884	145
APPENDICE. — L'ÉTRANGER ET LA LOI DU 8 AVRIL 1898.	150
CHAPITRE VI. — <i>Les pays étrangers devant l'immigration</i>	160
CONCLUSION	181
BIBLIOGRAPHIE	189

